



Fédération des
producteurs de porcs
du Québec

*Pour une production porcine
viable et durable*

LE VIRAGE SOCIAL DES PRODUCTEURS ET DES PRODUCTRICES

Mémoire présenté à la

**COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
DE LA PRODUCTION PORCINE
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)**

Sainte-Marie de Beauce, le 15 avril 2003





*Pour une production porcine
viable et durable*

LE VIRAGE SOCIAL DES PRODUCTEURS ET DES PRODUCTRICES

Mémoire présenté à la

**COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
DE LA PRODUCTION PORCINE
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)**

Sainte-Marie de Beauce, le 15 avril 2003

ISBN 2-9802170-1-8

Dépôt légal, 2^e trimestre 2003
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Table des matières

SOMMAIRE	i
INTRODUCTION : LA VOIX DES PRODUCTEURS	1
PARTIE I : LES PRÉMISSSES DU MÉMOIRE	2
1. Les bases de la réconciliation	2
1.1 La reconnaissance des efforts	2
1.2 L'ouverture au dialogue et aux compromis	2
1.3 La prise en compte de l'ensemble de l'agriculture	3
2. Les forces à préserver	3
2.1 La diversité des modes de développement	3
2.2 La taille des entreprises	4
2.3 La qualité pour l'accès aux marchés	4
2.4 La mise en marché collective	5
2.5 La stabilisation des revenus agricoles	5
2.6 La propriété québécoise	5
2.7 L'engagement agroenvironnemental	6
2.8 La concertation en filière	6
PARTIE II : LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	8
3. La gestion environnementale : des efforts à intensifier	8
3.1 La vision des acteurs : environnement et milieu rural	8
3.1.1 La protection de l'environnement	8
3.1.2 La qualité de vie en milieu rural	9
3.2 La mise en contexte : des progrès significatifs	10
3.3 Les propositions : encore beaucoup à faire	12
3.3.1 L'atténuation rapide des nuisances	13
3.3.2 L'heure de l'assainissement	15
4. La viabilité économique : une condition pour un environnement meilleur	23
4.1 La vision des acteurs : développement et compétitivité	23
4.1.1 Le développement de la production porcine	24
4.1.2 La compétitivité du secteur porcin québécois	24
4.2 La mise en contexte : soumis aux règles du marché	25
4.3 Les propositions : une mince marge de manœuvre	28
4.3.1 La continuité basée sur les forces et les acquis	29
4.3.2 La contribution des gouvernements	31

5. L'acceptabilité sociale : environnement, qualité de vie et civisme	32
5.1 La vision des acteurs : vivre sur un même territoire	33
5.1.1 Le partage du territoire rural	33
5.1.2 La cohabitation harmonieuse	34
5.2 La mise en contexte : une nouvelle conscience sociale	35
5.3 Les propositions : dialogue et concertation	37
5.3.1 Un aménagement concerté du territoire	38
5.3.2 La transparence et la vigilance	39

PARTIE III : LE MODÈLE PROPOSÉ PAR LES AGRICULTEURS PORCINS 41

6. Pour une production socialement responsable	41
6.1 Les grandes orientations : la viabilité à long terme	41
6.2 Les axes d'intervention : quatre chantiers collectifs	41
6.2.1 Chantier 1 : Le Plan agroenvironnemental : phase 2	42
6.2.2 Chantier 2 : La planification concertée du développement	42
6.2.3 Chantier 3 : La mise en valeur des fertilisants biosolides	43
6.2.4 Chantier 4 : Un nouveau pacte pour l'acceptabilité sociale	43

7. Conclusion : des actions concertées	44
7.1 Des questions à approfondir	44
7.2 La part des gouvernements	44
7.3 Une volonté de collaboration	45
7.4 La fin des mesures transitoires	45

TABLEAUX

1 - Répartition des entreprises et volumes de production (années 1993-1994 et 2001-2002)	4
2 - Objectifs à la ferme - interventions prioritaires	11
3 - Objectifs à la ferme - interventions secondaires	12
4 - Bilan des superficies minimales requises pour satisfaire à la réglementation	16

GRAPHIQUES

5 - Évolution des exportations de viande porcine sur les marchés mondiaux (1991-2001)	25
6 - Variation des prix au Québec et aux États-Unis en fonction de la production américaine	26
7 - Provenance des revenus des producteurs de porcs (1981-2001)	27

ANNEXES

Annexe 1 - Témoignages de producteurs de porcs
Annexe 2 - Documents remis à la Commission
Annexe 3 - Bibliographie des tableaux et des graphiques

Le virage social des producteurs et des productrices

Sommaire

La voix des producteurs

Ce mémoire est présenté par la Fédération des producteurs de porcs du Québec. Ce syndicat, affilié à l'Union des producteurs agricoles (UPA), regroupe les 4400 producteurs et productrices de porcs de tout le Québec. Les 12 syndicats régionaux qui composent la Fédération ont déjà présenté leurs mémoires à la Commission lors de son passage dans les diverses régions du Québec.

Les producteurs porcins sont les premiers concernés par ces audiences publiques et seront les premiers touchés par les décisions à venir sur le développement de leur secteur d'activité agricole. Le présent mémoire présente la position de l'ensemble des producteurs résultant d'une démarche démocratique auprès des membres de la Fédération.

Les bases de la réconciliation

La réconciliation avec la population constitue le plus grand souhait des producteurs. En préparant leurs positions, ils se sont efforcés de trouver des solutions pour restaurer le climat de confiance et établir les bases d'une concertation avec les élus du monde municipal et les citoyens.

Des conditions sont nécessaires pour assurer une compréhension commune des défis et un dialogue constructif sur les solutions. Pour les producteurs, ces conditions sont :

- **La reconnaissance des efforts**

Des progrès importants ont été réalisés depuis la mise en place du *Plan agroenvironnemental de la production porcine*; il est crucial que ces efforts soient reconnus par la société québécoise.

- **L'ouverture au dialogue et aux compromis**

Les producteurs ont fait un examen sérieux des problématiques et sont prêts à assumer leur part des efforts supplémentaires et des changements requis. Ils s'attendent cependant à une volonté de dialogue et à une ouverture aux compromis de la part des autres intervenants, notamment sur le partage des coûts et sur le rythme des changements.

- **La prise en compte de l'ensemble de l'agriculture**

L'attention portée sur les problématiques de la production porcine ne doit pas faire oublier que certains problèmes soulevés touchent aussi l'ensemble de l'agriculture. Certaines des mesures appliquées à l'amélioration de la production porcine dans l'avenir pourraient être étendues à d'autres secteurs d'activités agricoles faisant face à des situations comparables. L'assainissement porcin suppose aussi l'assainissement agricole.

Les forces à préserver

Le mémoire de la Fédération souligne les traits spécifiques du secteur porcin québécois qui font la fierté des producteurs et la bonne réputation du porc québécois. Ces forces qui méritent d'être préservées dans le futur sont les suivantes :

- **La diversité des modes de développement**

L'originalité du modèle actuel réside dans la diversité et la coexistence de divers modes de développement sur un même territoire (exploitations indépendantes, regroupements coopératifs, entreprises intégrées).

- **La taille des entreprises**

Comptant pour 60% du volume de production, les exploitations indépendantes sont prédominantes. La très grande majorité des fermes sont de taille moyenne (moins de 600 truies et une production annuelle de moins de 10 000 porcs), même si une tendance est notée vers des exploitations de plus grande taille depuis quelques années.

- **La qualité pour l'accès aux marchés**

La qualité des élevages et des produits, ainsi que le respect d'exigences sanitaires et environnementales élevées, ont permis une augmentation des exportations de viandes porcines de 16% depuis 1990. Actuellement, près de 50 % de la viande de porc produite au Québec est exportée dans près de 75 pays.

- **La mise en marché collective**

Parmi les instruments collectifs très performants et avantageux, il y a la mise en marché de la totalité des porcs québécois dans le cadre du plan conjoint. La vente centralisée, d'où découle une gestion efficace de l'information, assure un revenu équitable à tous les producteurs, la transformation des produits par des entreprises québécoises et la disponibilité de mesures pour améliorer la qualité des produits.

- **La stabilisation des revenus agricoles**

Des outils de stabilisation des revenus protègent les producteurs contre les variations des prix du porc et les autres risques de production. La stabilisation des revenus est un moyen de stimuler l'économie agricole régionale. La part consentie par l'État reste toutefois modeste. Entre 1997 et 2001, les revenus des producteurs sont provenus en moyenne de 92,7% des ventes de porcs et non de l'assurance stabilisation.

- **La propriété québécoise**

La propriété québécoise de l'ensemble des maillons de la chaîne de production et de transformation du porc est une caractéristique du secteur québécois qui le distingue des autres

pays. Les retombées économiques de cette production restent donc au Québec.

- **L'engagement agroenvironnemental**

Un plan novateur, le plan agroenvironnemental de la production porcine, adopté en 1996 par l'ensemble du secteur porcin pour développer la production dans le respect de l'environnement, donne aujourd'hui des résultats probants. Il comporte trois composantes principales, soit le suivi des bonnes pratiques par le biais de portraits agroenvironnementaux, l'encadrement technique et la certification. S'ajoutent au plan d'autres initiatives telles que l'écoconditionnalité, la valorisation de la profession, les clubs-conseils et les organismes de gestion des fumiers (OGF).

- **La concertation en filière**

Le secteur porcin québécois s'est doté d'un mécanisme unique de concertation des intervenants en amont et en aval de la production, soit la *Table filière porcine du Québec*. Des dossiers importants y sont gérés collectivement, par exemple le *Programme québécois d'assurance de la qualité*. Ce programme est composé de 5 volets : la salubrité, la qualité, l'environnement, le bien-être et la traçabilité.

Le cadre du développement durable

Le mémoire de la Fédération examine le contexte, les enjeux et les défis à relever pour inscrire le secteur porcin dans l'approche du développement durable. La vision des acteurs, l'analyse de la situation et les propositions de la Fédération sont présentées en les regroupant sous les trois grandes dimensions du développement durable, soit les dimensions environnementales, économiques et sociales.

Les enjeux soulevés à l'occasion des audiences publiques sur la production porcine ont fait ressortir des différences de perceptions et de visions entre les acteurs. Le mémoire présente ces visions en faisant ressortir, d'une part, les préoccupations exprimées par les citoyens et les représentants des groupes présents aux séances et, d'autre part, les craintes et les attentes des producteurs. Ces visions sont présentées en détail dans le mémoire en regard des enjeux environnementaux, économiques et sociaux.

Les propositions que la Fédération met de l'avant traduisent une vision de l'avenir de la production porcine qui garantira sa viabilité, son dynamisme et son développement en harmonie avec les exigences de qualité environnementale, de salubrité et de bon voisinage. Ces propositions se veulent des réponses aux attentes des citoyens, des collectivités et des producteurs qui se dégagent des multiples représentations faites dans le cadre des audiences publiques. Le modèle proposé par les producteurs pour un développement durable de la production porcine esquisse les bases d'un prochain pacte social qui, souhaitons-le, liera la société québécoise avec les producteurs agricoles dans le futur.

La gestion environnementale : des efforts à intensifier

L'amélioration des performances environnementales compte au nombre des réalisations des producteurs porcins depuis maintenant près de 10 ans. Les performances à ce niveau ont déjà été présentées à la Commission. Les régies d'élevage dans les bâtiments et les pratiques d'épandage des lisiers ont été modifiées pour en minimiser les impacts. Mentionnons par exemple la presque totalité des superficies cultivées couvertes par un *Plan de agroenvironnemental de fertilisation* (PAEF), l'achat de rampes basses par le tiers des producteurs et les changements importants reliés à des modifications de la régie alimentaire du cheptel pour réduire à la source la charge en azote et en phosphore contenue dans le lisier.

L'engagement des producteurs envers la protection de l'environnement est donc réel. Les producteurs ne partent pas de zéro; la démarche vers l'adoption des meilleures pratiques agroenvironnementales a maintenant un bon rythme de croisière. Mais, des efforts importants doivent encore être consentis, notamment en ce qui a trait au contrôle des odeurs qui constitue un irritant important pour le voisinage des producteurs. La cadence doit aussi être accélérée en ce qui concerne le respect de l'équilibre entre la capacité de support en phosphore des sols et les quantités d'engrais épandues.

Les producteurs doivent aussi et maintenant relever les défis environnementaux découlant de la nouvelle réglementation et des audiences publiques en cours. La Fédération s'est donné des objectifs d'intervention

ambitieux, à la fois dans l'optique de compléter et d'intensifier la mise en œuvre de son plan agroenvironnemental, et pour ajouter dans ses cibles d'interventions des domaines qui étaient moins abordés dans le cadre du plan agroenvironnemental de 1996, par exemple, la conservation du paysage rural et la gestion des surplus de lisiers. La Fédération tient aussi à poursuivre ses travaux au chapitre des impacts appréhendés sur la santé publique.

Les priorités d'action des producteurs pour une meilleure gestion environnementale de leurs exploitations et de la production porcine dans son ensemble sont :

- **L'atténuation rapide des nuisances**

Les **actions** proposées pour ce faire sont la diminution des odeurs et la conservation des paysages :

- Pour les odeurs, il s'agit d'intensifier l'adoption des mesures déjà connues (toitures sur les structures d'entreposage, écrans boisés, rampes basses d'épandage, etc.) et de contrôler plus efficacement les odeurs à la source.
- De meilleures pratiques d'épandage seront aussi implantées pour répondre aux exigences de qualité de vie des résidents des campagnes.
- La conservation des paysages ruraux supposera de la part des producteurs des façons de faire adéquates pour protéger les boisés, pour améliorer l'apparence de leurs fermes et pour diminuer l'impact visuel de leurs installations.

Les PROPOSITIONS environnementales des producteurs : diminuer les odeurs

- ✓ **Que toute nouvelle installation d'élevage soit obligatoirement entourée de haies brise-odeurs et dotée, si possible, d'une toiture sur la structure d'entreposage.**

- ✓ *Que les produits de réduction des odeurs soient mieux documentés afin d'évaluer leur potentiel de réduction des odeurs et cela, en toute sécurité en regard des animaux, des sols, de l'eau et des humains.*
- ✓ *Que les sites d'élevage existants situés à moins de 550 mètres des périmètres urbains aient l'obligation de se doter de toitures pour les structures d'entreposage et de haies brise-odeurs.*
- ✓ *Que les producteurs de porcs s'engagent à adopter et à respecter un code de bonnes pratiques d'épandage.*
- ✓ *Que ce code de bonnes pratiques soit intégré dans le PAEF et que son application soit validée par l'agronome responsable.*
- ✓ *Que l'adhésion et le respect du Code de bonnes pratiques d'épandage soient parmi les conditions à intégrer dans le concept de l'écoconditionnalité.*
- ✓ *Que les périodes autorisées pour l'épandage des lisiers de porcs soient évaluées et déterminées au niveau régional pour tenir compte des différences climatiques et des particularités des situations des régions.*

Les PROPOSITIONS environnementales des producteurs : conserver les paysages

- ✓ *Que des mesures pour réduire les impacts visuels des nouvelles installations d'élevage soient encouragées et qu'elles soient inscrites dans les prochains plans des interventions agroenvironnementales à la ferme.*
 - ✓ *Que des critères spécifiques de gestion des boisés de fermes soient adoptés par les MRC dans le cadre de leur schéma d'aménagement, en consultation avec les Comités consultatifs agricoles (CCA).*
-

• **L'assainissement agricole**

Les **actions** proposées pour ce faire portent sur l'épandage planifié pour équilibrer la fertilisation et les besoins des cultures, la gestion des surplus de lisiers, la validation des pratiques environnementales par l'écoconditionnalité et la certification ainsi que la poursuite de la recherche en santé publique.

- La conformité aux nouvelles exigences réglementaires pour le phosphore suppose dans l'ordre, la réduction à la source, l'acquisition de nouvelles superficies d'épandage, le recrutement de nouveaux receveurs pour les lisiers et l'implantation de technologies de traitement des lisiers à la ferme ou dans des installations collectives.
- Les technologies de traitement produisent des biosolides de grande valeur fertilisante pour lesquels il faut trouver des utilisations et des débouchés, notamment en remplacement d'engrais minéraux.
- Les pratiques environnementales à la ferme visent à minimiser l'impact des exploitations sur l'environnement; la validation de ces dernières, notamment par le biais de l'écoconditionnalité, constitue un des outils pour reconnaître les efforts déployés par les producteurs et minimiser les impacts environnementaux.
- La bonification des services offerts par les organismes de gestion des fumiers (OGF) constitue une nécessité pour accompagner les producteurs dans l'atteinte des objectifs environnementaux et à mieux structurer le marché de l'offre et de la demande des lisiers de porcs.
- La santé publique est une préoccupation majeure pour l'ensemble de la société y compris les producteurs. Les recherches en la matière devront se poursuivre.

Les PROPOSITIONS environnementales des producteurs : atteindre l'équilibre en fertilisation

- ✓ *Que les pratiques agroenvironnementales pour la réduction des volumes de lisiers et la diminution des rejets d'azote et de phosphore dans les lisiers soient grandement encouragées pour la majorité des producteurs de porcs.*
- ✓ *Que l'implantation de nouveaux sites d'élevage dans les bassins en surplus de lisiers ne soit possible que pour les producteurs disposant de 100 % des superficies d'épandage requises, en propriété, pour respecter immédiatement la norme phosphore établie pour 2010.*
- ✓ *Que les technologies de traitement partiel des lisiers à la ferme soient privilégiées et encouragées comme moyen de mise en conformité des exploitations porcines existantes à la norme de concentration de phosphore de 2010.*
- ✓ *Que soit exclue et interdite toute nouvelle installation de production porcine considérée sans sols.*
- ✓ *Que les technologies de traitement complet des lisiers, à la ferme ou dans des installations collectives, soient réservées prioritairement aux exploitations porcines actuellement implantées dans les bassins en surplus et ne disposant pas des superficies requises pour se conformer aux exigences réglementaires pour le respect de la norme phosphore.*
- ✓ *Qu'un programme structuré d'implantation des techniques de traitement partiel et complet des lisiers à la ferme jusqu'à la mise en marché des biosolides soit mis en place par les gouvernements en collaboration avec les producteurs de porcs.*

- ✓ *Que le Gouvernement assure le financement nécessaire aux organismes de gestion des fumiers (OGF) afin de leur permettre de remplir leur mandat premier qui est d'assister les producteurs à gérer les surplus de lisier de leurs entreprises et ainsi éviter toute surfertilisation.*

Les PROPOSITIONS environnementales des producteurs : gérer et valoriser les excédents

- ✓ *Que la Fédération, en collaboration avec les intervenants du milieu et le Gouvernement, mette en place des stratégies de fertilisation pour divers utilisateurs d'engrais minéraux pour promouvoir l'utilisation des sous-produits issus des technologies de gestion et de traitement du lisier de porc (compost, engrais organiques granulés et organominéraux)*
 - ✓ *Que le Gouvernement en collaboration avec la Fédération élabore un programme pour la valorisation des biosolides générés par les technologies de traitement du lisier de porc (engrais organiques), qui porte sur la fabrication, les débouchés et la mise en marché.*
 - ✓ *Que la possibilité de mettre en place des centres régionaux de gestion et de mise en marché des engrais organiques et organominéraux provenant de la production porcine soit évaluée et implantée avec un support financier adéquat de l'État.*
 - ✓ *Que le Gouvernement du Québec évalue les opportunités pour mettre en place les moyens incitatifs et réglementaires requis pour assurer l'utilisation et la vente d'une proportion significative d'engrais organiques comme matières fertilisantes de substitut aux engrais minéraux.*
-

Les PROPOSITIONS environnementales des producteurs : minimiser les impacts environnementaux

- ✓ *Que le principe de l'écoconditionnalité soit reconnu et applicable à un soutien financier bonifié pour les coûts environnementaux absorbés par les producteurs dans l'adoption de bonnes pratiques, et que sa mise en œuvre soit instaurée graduellement.*
- ✓ *Que la certification environnementale des exploitations porcines soit reconnue par les autorités environnementales et agricoles comme satisfaisant aux exigences de l'écoconditionnalité.*
- ✓ *Que des pratiques de rotation des cultures, de conservation des boisés, de protection de bandes riveraines soient adoptées par les producteurs sur leurs propriétés.*

Les PROPOSITIONS environnementales des producteurs : poursuivre la recherche sur la santé publique

- ✓ *Que la Fédération donne suite aux recommandations émises dans le rapport Revue de la littérature scientifique traitant des impacts de la production porcine sur la santé publique, publié en août 1999.*
- ✓ *Que les recherches à venir portant sur la santé publique menées par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et ses départements de santé publique se fassent en collaboration étroite avec le milieu agricole, notamment la Fédération des producteurs de porcs du Québec.*
- ✓ *Que des indicateurs et des mesures de suivi (eau, air, sol, santé des travailleurs) soient développés pour évaluer s'il y a des impacts réels et tenir compte de leur évolution, le cas échéant.*

La viabilité économique : une condition pour un environnement meilleur

Au moment où la société québécoise a voulu faire du secteur agroalimentaire un fleuron de son économie, les producteurs de porcs ont été rapides et efficaces à répondre à cette volonté collective. À partir du début des années 1990, la production porcine québécoise a connu une accélération appréciable, contribuant à atteindre dans des délais plus courts que prévu des objectifs d'augmentation des exportations agricoles.

Les conditions de développement du secteur porcin qui découleront des présentes audiences publiques seront déterminantes pour que la place que s'est taillée la production porcine sur les marchés québécois et internationaux soit maintenue. Les producteurs se sont efforcés d'identifier ces conditions qui, tout en répondant aux exigences accrues de performances environnementales et sociales, assureront la viabilité économique et les possibilités de développement du secteur porcin.

Les aspects économiques sont au cœur des préoccupations des producteurs de porcs. Ils s'attendent à ce que les règles du jeu pour le développement futur de la production porcine leur permettent de rentabiliser leurs entreprises, de s'adapter à des marchés de plus en plus compétitifs et de continuer à offrir leurs produits à meilleur prix pour les consommateurs, tout en maintenant un minimum de qualité de vie. Le secteur porcin québécois évolue à proximité d'un joueur majeur, les États-Unis, qui détermine les conditions du marché et même les prix des produits. Le marché nord-américain, tout autant que l'ensemble du marché mondial, est caractérisé par une concurrence très forte et par la volatilité des prix. Pour conserver leur part de ce marché fort compétitif, les producteurs québécois doivent pouvoir compter à la fois sur les outils qui ont fait leur succès jusqu'à maintenant et sur des supports accrus des gouvernements. Le maintien de la santé financière des fermes porcines et de la compétitivité des prix de leurs produits est un défi de taille face aux augmentations récentes et à venir des coûts de production pour la gestion environnementale des exploitations, la salubrité des élevages et la qualité du produit.

Les propositions des producteurs tiennent compte de la mince marge de manoeuvre dont ils disposent financièrement. Les producteurs comptent assumer leur part des coûts pour répondre aux exigences de la

société. Ils demandent toutefois que les gouvernements prennent leur part des responsabilités et des dépenses pour les aider dans une nouvelle phase de révision de leurs pratiques.

- **La continuité basée sur les forces et les acquis**

Les **actions** proposées touchent la possibilité de développement du secteur et le maintien de sa compétitivité :

- La continuité des succès du secteur porcin repose sur le maintien de la diversité des modes de développement en place et de la part des produits québécois sur les marchés internationaux. Ceci suppose une croissance modérée dans l'avenir.
- Le renforcement des outils collectifs de soutien aux producteurs est aussi essentiel pour préserver l'équilibre entre les divers modes de développement, équilibre rendu précaire puisque les exigences environnementales, sanitaires et sociales imposent un fardeau financier plus difficile à porter pour les producteurs indépendants, car il existe une différence au niveau de la capacité de payer entre les diverses catégories de producteurs. Les outils collectifs visent à donner à tous les producteurs des chances égales de développement et d'accès au financement.

Les PROPOSITIONS des producteurs : assurer une croissance modérée

- ✓ *Qu'une réflexion en profondeur soit effectuée afin d'évaluer si la limite pour la taille d'une unité de production sur un site d'un exploitant puisse être établie à 600 unités animales pour tous les modèles et ce, en respectant des critères de viabilité. Ajouter à la réflexion la possibilité que le modèle naisseur inclue la pouponnière.*
- ✓ *Que le fait de privilégier le modèle naisseur-finisser soit aussi évalué sur la base d'une attribution d'aides financières appropriées et que le maillage entre naisseurs et finisseurs puisse aussi être considéré comme une*

alternative et ce, dans le but de respecter les choix individuels de modes de production.

- ✓ *Que les distances entre les sites de production porcine respectent les normes les plus strictes de biosécurité.*
- ✓ *Que la croissance future de l'ensemble du secteur porcin suive la croissance des marchés mondiaux en maintenant la part actuelle du marché détenue par les producteurs du Québec.*
- ✓ *Qu'un mécanisme pour encadrer les orientations de développement de la production porcine au Québec dans une perspective à long terme soit développé en partenariat avec les principaux intervenants concernés, soit la Fédération, les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Santé ainsi que le monde municipal et tout autre intervenants à préciser au besoin.*

Les PROPOSITIONS des producteurs : développer de nouveaux outils collectifs

- ✓ *Que les structures collectives actuelles, soit la Table filière et le Centre de développement du porc du Québec (CDPQ), soient utilisées à leur maximum pour offrir à tous les producteurs des services professionnels de soutien au développement.*
- ✓ *Que des aides gouvernementales additionnelles soient accordées aux producteurs pour financer ces outils collectifs améliorés ou nouveaux.*
- ✓ *Qu'un meilleur accès au capital de risque auprès de la Financière agricole du Québec soit assuré aux producteurs en place pour permettre leur développement, leur mise en conformité réglementaire et leur relève.*

• **La compétitivité : la contribution des gouvernements**

La préservation de la compétitivité des exploitations et des produits suppose que les producteurs aient accès à des moyens techniques et à des supports gouvernementaux pour atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de la société québécoise. Si les producteurs devaient assurer seuls les investissements et les dépenses entraînés par les réglementations environnementales et les attentes sociales, une perte immédiate de compétitivité des produits sur les marchés en résulterait. L'ensemble du secteur porcin, incluant les intervenants en amont et en aval, serait mis en péril.

Les producteurs comptent ainsi sur des aides gouvernementales accrues :

- Des aides gouvernementales doivent être garanties aux producteurs porcins et soumises à des critères d'allocation ainsi qu'à des conditions qui permettent de guider le cheminement de la production porcine et d'accompagner les producteurs dans les avenues souhaitées par la population.

place de services-conseils collectifs et de certification environnementale.

- ✓ *Que le traitement complet des lisiers ne soit pas sujet aux aides gouvernementales, sauf pour les exploitations existantes aux prises avec des problèmes de surplus dans les bassins où les superficies sont insuffisantes.*
- ✓ *Que les aides portant sur les coûts de production soient basées sur les coûts réels révisés annuellement, incluant donc la portion environnementale et sociale de ces coûts.*
- ✓ *Que les plafonds et les pourcentages des subventions agroenvironnementales soient revus à la hausse pour l'achat des rampes basses, l'augmentation des capacités d'entreposage et les procédés de traitement partiel et complet des lisiers.*
- ✓ *Que le Gouvernement soutienne financièrement et techniquement les initiatives des producteurs porcins en vue de la certification environnementale de leurs exploitations.*
- ✓ *Que les producteurs reçoivent pleine compensation sur les superficies cultivables incluant les bandes riveraines.*

Les PROPOSITIONS économiques des producteurs : garantir des aides publiques

- ✓ *Que le modèle de développement durable de la production porcine qui découlera des présentes audiences publiques prévoie une contribution accrue de l'État pour appuyer les producteurs porcins dans la mise en œuvre des nouvelles pratiques environnementales et sociales.*
- ✓ *Que les aides disponibles s'adressent en priorité aux entreprises existantes disposant d'un certificat d'autorisation en règle ou en voie d'être régularisé et aux prises avec des surplus de phosphore.*
- ✓ *Que les subventions environnementales soient augmentées pour permettre aux entreprises existantes de mettre en place les interventions de réduction des odeurs, de traitement des lisiers à la ferme, de mise en*

L'acceptabilité sociale : environnement, qualité de vie et civisme

Les aspects sociaux sont devenus les plus importants pour l'avenir du secteur porcin au Québec. L'acceptabilité sociale du modèle québécois de développement constitue le défi le plus déterminant du débat en cours.

Au cours des dernières années, les producteurs de porcs ont vécu avec difficulté les tensions dues à la multiplication des groupes d'opposition et des conflits remettant en question leurs projets et, dans certains cas, leur présence même dans certaines régions. Les producteurs ont manifesté leur ouverture et leur disponibilité à contribuer à l'élaboration des solutions aux insatisfactions exprimées. Une réflexion approfondie sur ces questions sociales a été entreprise et est en cours. Elle conduit à présenter quelques suggestions de pistes de réconciliation susceptibles de rétablir la confiance de la société québécoise.

Plus encore, les producteurs mènent présentement une étude exhaustive et approfondie des conditions de développement du secteur qui soient acceptables pour la société, ainsi que des modalités d'implantation et d'exploitation des entreprises qui permettent une cohabitation harmonieuse des producteurs avec leur voisinage et leur communauté.

Jusqu'à maintenant, les producteurs ont consacré beaucoup d'efforts à la prise en charge de leurs responsabilités environnementales. La considération des enjeux sociaux de la production porcine devient dorénavant prioritaire, d'autant plus qu'elle intègre les enjeux économiques et environnementaux. Deux aspects majeurs sont pris en considération, soit le partage du territoire rural et la cohabitation harmonieuse avec la communauté.

Des initiatives ont été menées au cours des derniers mois pour faciliter les bonnes relations avec le voisinage. Mais, les campagnes d'information et de sensibilisation, ainsi que les initiatives lancées dernièrement par des producteurs ne peuvent modifier en quelques mois des perceptions publiques très négatives. Les producteurs entendent intensifier leurs efforts de sensibilisation et leurs démarches pour rendre les opérations et le développement de leurs exploitations plus compatibles avec les autres activités qui ont leur place en territoire rural.

La détermination de conditions acceptables passe par l'établissement d'un dialogue constructif et la mise en place de moyens de concertation avec le monde municipal. Les problèmes de cohabitation des activités agricoles en milieu rural sont souvent des problèmes d'aménagement du territoire qui relèvent des autorités municipales. Le zonage du territoire agricole n'est plus suffisant pour garantir aux producteurs leur droit de produire. De nouveaux mécanismes s'avèrent nécessaires pour prendre en compte les besoins de toutes les activités et pour assurer un dialogue fructueux entre les divers occupants du territoire.

Les producteurs proposent ainsi les premiers fondements d'une démarche d'ensemble qui devra être élaborée en concertation avec les intervenants concernés.

• **Un aménagement concerté du territoire**

Tout en préservant leur droit de produire, les producteurs entendent se concerter avec le monde municipal :

- un cadre de développement du secteur porcine devra être élaboré en concertation et à l'intérieur du cadre juridique en place, ce aux niveaux municipal et régional.

Les PROPOSITIONS sociales des producteurs : organiser la concertation

- ✓ *Que les dispositions légales garantissant aux producteurs agricoles leur droit de produire soient maintenues comme cadre décisionnel des MRC pour les décisions concernant l'aménagement en matière de protection du territoire et des activités agricoles.*
- ✓ *Que des approches volontaires de concertation et de dialogue s'inscrivant à l'intérieur du cadre juridique en place soient mises en place pour déterminer les futures règles d'opération et de développement des exploitations porcines.*
- ✓ *Que les Comités consultatifs agricoles (CCA) soient mis à contribution pour susciter et coordonner ces démarches de concertation des intervenants.*
- ✓ *Qu'une représentation accrue des producteurs de porcs et des autres intervenants concernés soit visée dans la composition des CCA.*
- ✓ *Que la Fédération entreprenne une démarche de formation des producteurs pour les inciter à apporter une contribution efficace et utile aux activités de concertation menées par les CCA.*

• **La transparence et la vigilance**

En vue d'une cohabitation harmonieuse, les producteurs souhaitent la mise en place de processus d'échanges avec les citoyens et de participation de ces derniers aux décisions sur l'agriculture :

- Une démarche de cohabitation et d'insertion sociale, tant pour les entreprises existantes que pour l'implantation de nouveaux projets, est en voie d'élaboration

et de validation sur la base d'une étude approfondie.

Les PROPOSITIONS sociales des producteurs : faciliter le bon voisinage

- ✓ *Que les producteurs porcins informent leurs voisins et la population de leur municipalité de leurs activités et des actions entreprises pour respecter la qualité de vie en territoire rural.*
- ✓ *Que la publication des PAEF soit laissée à l'initiative des producteurs et qu'elle soit soumise à des conditions respectant la confidentialité de certains renseignements techniques et commerciaux.*
- ✓ *Que les regroupements et les syndicats de producteurs mettent en place en collaboration avec les municipalités un processus de recueil et de réponse aux plaintes portant sur les activités des producteurs porcins.*
- ✓ *Qu'un plan des bonnes pratiques sociales soit mis en place par la Fédération de façon à intensifier les efforts de cohabitation des exploitations porcines avec l'ensemble des intervenants de leur communauté et ce, par l'entremise du plan de valorisation en cours.*

Le modèle proposé par les producteurs porcins

Depuis le début des années 1990, les producteurs porcins se sont donné des instruments économiques et collectifs qui ont fait le succès de ce secteur agricole, tant au Québec que sur les marchés d'exportation. Au cours des dernières années, le secteur porcin a engagé un virage environnemental dont les progrès ont été et sont encore significatifs. Les producteurs en sont maintenant rendus à intensifier leurs actions environnementales et surtout à se lancer dans de nouvelles interventions axées sur l'acceptabilité sociale.

Les producteurs porcins s'engagent maintenant à prendre un virage social. Le modèle qu'ils proposent est celui d'un développement socialement respon-

sable. Ce modèle engage les producteurs qui modifieront leurs façons de faire en réponse à la commande sociale. Il doit en plus engager la société dans son ensemble qui devra soutenir l'adaptation de la production porcine aux nouvelles exigences environnementales, économiques et sociales.

Pour une production socialement responsable

Quatre grands axes d'intervention servent à définir concrètement ce modèle qui intègre les propositions des producteurs porcins :

1- LE PLAN AGROENVIRONNEMENTAL : PHASE 2

Une nouvelle version du Plan agroenvironnemental sera élaborée par les producteurs en concertation avec des représentants de la société pour l'adapter aux nouvelles exigences réglementaires et sociales.

PROPOSITIONS

- ✓ *Que la Fédération adopte une nouvelle version du Plan agroenvironnemental pour la période de 2004 à 2010 en vue d'intégrer les nouveaux objectifs correspondant aux exigences environnementales les plus récentes, les soutiens techniques requis pour continuer le virage environnemental de la production porcine, et les réponses aux attentes sociales, notamment de cohabitation, découlant des audiences publiques sur le développement durable de la production porcine.*
- ✓ *Que ce Plan agroenvironnemental mis à jour soit élaboré et mis en œuvre en concertation avec le comité multipartite de la production porcine, qui regroupe actuellement plusieurs membres de la Table filière, le milieu des groupes environnementaux et le ministère de la Santé ainsi que tout autre partenaire qui souhaite le développement durable de la production porcine.*

-
- ✓ *Que cette nouvelle version du Plan agroenvironnemental de la production porcine soit reconnue par les autorités gouvernementales des secteurs de l'environnement et de l'agriculture comme la référence pour l'évaluation des performances des producteurs.*
-

2- LA PLANIFICATION CONCERTÉE DU DÉVELOPPEMENT

Un exercice formel et organisé de concertation des producteurs porcins sera mené en collaboration avec les intervenants gouvernementaux provinciaux et régionaux, ainsi qu'une contribution des organisations régionales et des autorités locales.

PROPOSITIONS

- ✓ *Que le Gouvernement et les organismes responsables du développement régional mettent sur pied un groupe permanent de travail en vue de planifier un développement ordonné et balisé de la production porcine ajusté sur le potentiel de recevabilité des différentes régions.*
 - ✓ *Que le groupe associe la Fédération, les principaux intervenants des gouvernements et le monde municipal pour faire les consensus sur le développement planifié.*
 - ✓ *Que, lors du prochain forum sur l'agriculture et l'agroalimentaire, les orientations du développement durable soient intégrées aux discussions dans une perspective large afin de mobiliser tout le monde agricole dans le sens du développement durable de l'agriculture au Québec.*
 - ✓ *Que les résultats de ce forum soient présentés aux acteurs intéressés de la société québécoise en vue d'établir les bases d'un consensus sur un nouveau pacte social pour le développement durable de la production porcine.*
-

3- LA MISE EN VALEUR DES FERTILISANTS BIOSOLIDES

Des programmes et des incitatifs devront être mis en place par les gouvernements pour favoriser l'exploitation commerciale du gisement des biosolides, dont les engrais organo-minéraux, et leur utilisation en remplacement des engrais minéraux dans toutes les activités de fertilisation.

PROPOSITIONS

- ✓ *Que les gouvernements mettent en place un programme structuré et les incitatifs nécessaires pour augmenter l'utilisation des biosolides générés par les procédés de traitement pour cibler des marchés à valeur ajoutée comme les engrais organo-minéraux.*
 - ✓ *Que ce programme couvre l'ensemble des étapes d'extraction du phosphore à la ferme jusqu'à la mise en marché des fertilisants organiques produits.*
 - ✓ *Que le programme de mise en valeur porte sur l'implantation des technologies de traitement des lisiers à la ferme ou à l'échelle collective, sur la stabilisation des biosolides, sur la fabrication et la transformation du produit, ainsi que sur les débouchés et les opportunités de marchés.*
 - ✓ *Que, dans le cadre du nouveau Plan agroenvironnemental, les producteurs s'engagent à inscrire le traitement partiel des lisiers dans les bonnes pratiques environnementales.*
-

4- UN NOUVEAU PACTE SOCIAL

Le virage social de la production porcine, composante essentielle de son développement durable, sera défini et encadré par des orientations consensuelles définies pour l'ensemble de l'agriculture et par un processus de concertation mettant à contribution les représentants du monde agricole et des autres secteurs concernés de la société québécoise.

PROPOSITIONS

- ✓ *Que les gouvernements mènent auprès de la population et en concertation avec le milieu agricole une campagne d'information sur les pratiques et les performances environnementales et sociales de la production porcine.*
- ✓ *Qu'un programme gouvernemental majeur et intégré (environnement, agriculture, développement régional) d'assainissement agricole soit mis en place avec des moyens et des budgets comparables aux programmes d'assainissement municipal et industriel, la part des producteurs agricoles respectant la rentabilité et la compétitivité des exploitations et des produits.*
- ✓ *Que les producteurs porcins mènent des actions concrètes au niveau de la cohabitation et de l'acceptabilité sociale sur la base des résultats de l'étude réalisée sur les paramètres sociaux de cohabitation de la production porcine au Québec.*

Des actions concertées

En terminant, la Fédération rappelle qu'elle a fait porter son analyse sur les aspects déterminants pour rétablir la confiance du public et contribuer à un dialogue constructif sur l'avenir de la production porcine. Ce mémoire n'apporte évidemment pas les réponses à toutes les interrogations et les solutions à tous les problèmes.

Pour conclure sa réflexion, la Fédération souligne quelques points essentiels à considérer à la suite de ces audiences publiques sur le développement durable de la production porcine.

• Des questions à approfondir

Plusieurs sujets abordés lors des séances publiques méritent un questionnement additionnel et des analyses complémentaires avant de faire des propositions formelles. Ils réfèrent, d'une part, à des problématiques pointues de la production porcine (i.e. le porc biologique) et, d'autre part, à des problématiques

environnementales globales et communes à toute l'agriculture (i.e. les OGM).

• La part des gouvernements

Les gouvernements ont un rôle crucial pour mettre en place les conditions et les démarches du développement durable de la production porcine. Ils doivent s'assurer que les collectivités québécoises et les citoyens assument leur part des responsabilités, que les interventions pour le développement futur du secteur soient cohérentes, que les producteurs bénéficient d'un accompagnement dans leurs efforts d'adaptation aux nouvelles exigences et que des consensus soient établis avec la collaboration de l'ensemble des intervenants concernés.

• La volonté de collaboration

Le mémoire veut donner à la société québécoise un signal clair de la volonté des producteurs porcins d'assurer un leadership partagé dans la mise en place d'un modèle de développement durable dans leur secteur. Les propositions traduisent une approche de conciliation des intérêts et de réponse aux attentes des participants aux audiences publiques.

• La fin des mesures transitoires

Après les audiences publiques, et sur la foi des engagements pris par les producteurs porcins, les conditions seront en place pour mettre fin aux mesures transitoires décrétées par la réglementation de juin 2002. Ces mesures, qui constituent un frein à une production porcine compétitive et rentable, doivent céder la place au nouveau pacte social qui servira de levier pour inscrire le développement durable à l'agenda de la production porcine québécoise.

Le virage social des producteurs
et des productrices

Mémoire principal

Introduction :

La voix des producteurs

Réunissant quelque 4400 producteurs et productrices de porcs, la Fédération des producteurs de porcs du Québec est un syndicat professionnel affilié à l'Union des producteurs agricoles (UPA). Elle compte 12 syndicats de producteurs dans les diverses régions agricoles du Québec. *Sa mission consiste à regrouper les producteurs et productrices de porcs pour obtenir les meilleures conditions sociales, techniques et économiques par la mise en place de stratégies visant le maintien et le développement des entreprises, de la production porcine ainsi que de l'ensemble de l'industrie porcine au Québec.*

La Fédération gère le Plan conjoint des producteurs de porcs, dont le principal instrument de mise en marché collective est l'Encan électronique mis en place en 1989. Tous les porcs produits au Québec passent par ce système de vente centralisé pour être ensuite acheminés aux transformateurs. Ce système innovateur et unique permet à la Fédération, grâce à des prélèvements effectués sur chacun des porcs vendus, de consacrer des efforts et des fonds significatifs au soutien aux activités des producteurs. Souvent mentionné au cours des présentes audiences publiques, le *Plan agroenvironnemental de la production porcine* est un de ces programmes. D'autres initiatives sont aussi financées par ces fonds, par exemple le *Programme québécois d'assurance de la qualité*, le *Plan de valorisation de la profession*, la promotion du produit, la recherche et le développement de la génétique.

Ce mémoire constitue l'expression de l'ensemble des producteurs porcins du Québec. Il est le résultat d'une démarche démocratique ayant largement mis à contribution l'ensemble des membres, des syndicats régionaux et des instances décisionnelles de la Fédération. Comme cette dernière l'avait annoncé lors de la séance d'ouverture des audiences publiques de la *Commission sur le développement durable de la production porcine*, les producteurs et les productrices ont assuré un suivi attentif des audiences et ont été à l'écoute des préoccupations et des attentes des participants. Ceci leur a permis de constater la multiplicité et la complexité des problèmes soulevés par leur production. Dans le cadre de la préparation du mémoire, les producteurs ont gardé à l'esprit la nécessité de trouver les solutions pour restaurer le climat de confiance dans les échanges, de concilier les intérêts parfois divergents des acteurs des communautés et d'établir les bases d'une concertation constructive avec les citoyens et les élus du monde municipal.

Le mémoire fait valoir en premier lieu certains aspects qui, bien que positifs, ont reçu moins d'attention lors des séances publiques. Ainsi, il présente succinctement les forces spécifiques de la production porcine québécoise, démontre les retombées des outils collectifs de soutien et de mise en marché sur les entreprises porcines et surtout, fait état des progrès significatifs accomplis grâce au plan agroenvironnemental en termes de protection de l'environnement et de la santé.

L'essentiel du mémoire porte néanmoins sur les enjeux et les défis à relever pour élaborer des solutions viables répondant adéquatement aux attentes sociales exprimées tout en préservant et en misant sur les éléments positifs et les forces du modèle actuel de l'agriculture porcine. Pour tenir compte de l'angle de travail donné à la Commission par le mandat obtenu du Ministre de l'Environnement, les enjeux et les pistes de solutions sont abordés et regroupés sous les trois grands aspects du développement durable, soit les aspects environnementaux, les aspects économiques et les aspects sociaux.

Les propositions de la Fédération traduisent une vision de l'avenir de la production porcine qui garantira sa viabilité, son dynamisme et son développement en harmonie avec les exigences de qualité environnementale, de salubrité et de bon voisinage. Ces propositions se veulent des réponses aux attentes des citoyens, des collectivités et des producteurs qui se dégagent des multiples représentations faites dans le cadre des audiences publiques. Le modèle proposé par les producteurs pour un développement durable de la production porcine esquisse les bases d'un prochain pacte social qui, souhaitons-le, liera la société québécoise avec les producteurs agricoles dans le futur.

Partie I :

Les prémisses du mémoire

1. LES BASES DE LA RÉCONCILIATION

Qui s'étonnera que la Fédération fasse un premier constat général ? Ses membres ont souvent été au banc des accusés durant les échanges de ces audiences publiques sur la production porcine. Ceci a amené les producteurs à s'interroger sur les conditions nécessaires pour en arriver à une compréhension commune des enjeux et des problèmes, ainsi qu'à un dialogue constructif sur les changements requis pour en arriver à un modèle de production qui fasse consensus tant auprès des producteurs que de l'ensemble de la société.

1.1 La reconnaissance des efforts

Les producteurs sont bien conscients des perceptions qu'a la société québécoise des problèmes liés à l'agriculture. Celui de la production porcine est probablement le plus visible. Il est apparu durant les séances d'information que, depuis le *Forum sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois* de 1998, l'accent a été mis sur le développement économique de l'agriculture. En développant leurs exploitations, les producteurs agricoles répondaient ainsi à une commande sociale et politique visant à faire jouer aux activités agricoles un rôle économique de premier plan pour le développement économique des régions et pour l'augmentation des exportations de produits agroalimentaires québécois. C'était là la participation des producteurs agricoles à un pacte conclu avec les autorités politiques et les grands acteurs socio-économiques.

Cependant, les conséquences environnementales de cet essor de l'agriculture sont apparues de plus en plus clairement au cours des dernières années. Déjà conscients de la situation depuis plusieurs années, les producteurs ont réagi à leur rythme avec les moyens mis à leur disposition. Récemment, ils ont pour ainsi dire pris le taureau par les cornes en adoptant d'importants programmes de réduction de la pollution et en favorisant de meilleures pratiques environnementales à la ferme. Les producteurs porcins ont mis en place un ambitieux plan agroenvironnemental destiné à améliorer leurs performances pour la protection du milieu et de la santé. Les bilans périodiques de l'avancement dans la mise en oeuvre de ce plan, bilans dont les résultats seront présentés dans les prochaines sections du mémoire, ont démontré des progrès significatifs. Pour les producteurs, il est crucial que ces efforts et les progrès accomplis soient reconnus par la

société québécoise, même si des améliorations s'avèrent encore nécessaires et qu'une accélération puisse être souhaitée dans l'atteinte de certains objectifs de saine gestion environnementale.

Malgré ces engagements environnementaux, des conflits multiples sont apparus au cours des dernières années, particulièrement dans les municipalités où de nouvelles installations de production porcine étaient envisagées. Les audiences publiques en cours ont permis aux producteurs de renforcer le constat qu'il y a des tensions sociales et des préoccupations multiples face à leur production. Les producteurs savent que des efforts supplémentaires seront nécessaires pour l'amélioration des conditions d'acceptabilité de la production porcine et de cohabitation harmonieuse des exploitations avec les communautés rurales. Les producteurs porcins sont ainsi prêts à s'entendre sur un nouveau pacte social qui, cinq ans après celui de 1998, saura susciter l'adhésion de l'ensemble des acteurs socio-économiques et sera élaboré avec la participation des citoyens et des collectivités.

1.2 L'ouverture au dialogue et aux compromis

Les audiences publiques sont l'occasion d'une réflexion en profondeur sur la situation et l'avenir de la production porcine. Les producteurs ont accepté la démarche et en ont profité pour faire un examen sérieux des problématiques faisant l'objet des échanges. Les questions soulevées par les participants sont nombreuses et complexes. Des changements seront requis dans les pratiques à la ferme et dans les modalités de développement du secteur pour répondre adéquatement à ces questions. Les propositions présentées dans la suite du mémoire font état des compromis et des ajustements que les producteurs porcins sont disposés à faire pour baliser leurs activités en fonction des attentes sociales et politiques.

Cette volonté de dialogue et cette ouverture aux compromis doivent néanmoins trouver une résonance auprès des autres intervenants engagés dans l'avenir de la production porcine. Car l'intensification des efforts environnementaux et les mesures d'harmonisation qui seront dorénavant requises de la part des producteurs agricoles devront pouvoir se faire sans mettre en péril les exploitations et en consolidant les acquis positifs du modèle actuel de l'agriculture québécoise : des fermes rentables, la qualité de vie

pour les producteurs, un secteur économique générateur de revenus et d'emplois, des produits de qualité recherchés sur les marchés mondiaux, et d'autres avantages encore qui seront décrits ultérieurement.

Prêts à assumer une part active dans la révision de leurs façons de faire, les producteurs de porcs s'attendent à ce que la société québécoise prenne en considération les performances, les intérêts et les contraintes de leur secteur d'activités. La société québécoise devra accepter un partage des coûts des nouvelles mesures, un cadre réglementaire souple et évolutif et, surtout, un rythme raisonnable pour l'implantation des changements que supposera le nouveau pacte social de l'agriculture.

1.3 La prise en compte de l'ensemble de l'agriculture

Directement sollicités par le mandat de la *Commission sur le développement durable de la production porcine*, les producteurs de porcs se sont évidemment concentrés sur l'analyse des forces et des faiblesses du modèle actuel et sur l'élaboration d'un modèle amélioré qui démontre une plus grande responsabilisation aux plans environnemental et social. L'attention portée sur les problématiques de la production porcine ne doit néanmoins pas faire oublier que certains des problèmes soulevés et analysés touchent aussi l'ensemble de l'agriculture.

Certaines des mesures appliquées à l'amélioration de la production porcine dans l'avenir pourraient être étendues à d'autres secteurs d'activités agricoles qui font aussi face à des situations comparables.

L'assainissement porcin suppose aussi l'assainissement agricole. Les performances attendues du futur modèle de développement durable de la production porcine au Québec ne pourront être atteintes sans la contribution des autres productions agricoles.

2. LES FORCES À PRÉSERVER

De multiples renseignements sur le portrait et la situation de la production porcine au Québec ont été déposés et consignés dans le cadre des premières étapes des audiences publiques sur le développement durable de la production porcine au Québec.

Sans reprendre l'ensemble de ces données, la Fédération tient à attirer l'attention de la Commission sur les traits spécifiques du secteur porcin québécois. Pour les producteurs, ces spécificités sont des forces à préserver dans le modèle de développement qui découlera des audiences publiques.

Ces caractéristiques sont une raison de fierté des producteurs et ont fait la réputation des performances de la production et de la qualité des produits québécois sur les marchés locaux et internationaux : l'approche collective de promotion et de mise en marché, la qualité génétique et sanitaire du cheptel, les programmes de sécurité du revenu, les retombées économiques du secteur et la productivité des exploitations.

On trouve au Québec quelque 2800 entreprises porcines, en très grande majorité de taille moyenne. Les fermes porcines comptent en moyenne 500 unités animales ou moins. Dans le modèle naisseur-finiisseur, modèle rencontré le plus fréquemment, cela équivaut à 250 truies et 1800 porcs en inventaire. Avec plus de 7 millions de porcs produits annuellement, le Québec produit 32 % des porcs au Canada et 0,5 % dans le monde. La production porcine québécoise représente 21 % des recettes de l'agriculture. Les activités économiques du secteur s'élèvent à 3,7 milliards de dollars par année, et contribuent à quelque 30 000 emplois directs et indirects.

Plus de la moitié des produits porcins québécois sont exportés dans environ 75 pays du monde, dont les plus importants sont les États-Unis et le Japon. D'une valeur de plus de 800 millions de dollars par année, ces exportations comptent pour près de 40 % des exportations canadiennes de porcs. Les pays importateurs sont surtout intéressés par la qualité sanitaire et le goût de la viande de porc québécoise, deux atouts reconnus sur les marchés internationaux.

2.1 La diversité des modes de développement

L'originalité de la structure actuelle de la production porcine québécoise réside dans la diversité des modes de production qui coexistent sur un même territoire. Les outils collectifs assurent la vitalité de chacun. Au Québec, on retrouve ainsi des exploitations indépendantes, des regroupements de producteurs en coopératives, et des fermes associées à des entreprises

intégrées verticalement, qui peuvent aller de la meunerie à la vente d'aliments transformés en passant par l'abattage et la transformation.

Les données remises à la Commission par la Fédération font état de l'équilibre entre les exploitations indépendantes et les exploitations intégrées qui s'est maintenu au cours des dernières années dans un rapport à peu près constant de 55 % à 60 % de porcs mis en marché par des producteurs indépendants en regard de 40 % à 45 % par les intégrateurs, incluant les coopératives.

Le mode de production indépendante, souvent associé à la ferme familiale, reste encore prédominant au Québec. Le concept de ferme familiale s'applique aussi aux exploitants porcins forfaitaires qui, bien que travaillant à contrat pour une entreprise d'intégration, restent propriétaires de leurs fermes.

2.2 La taille des entreprises

Les données du tableau suivant sur la répartition actuelle des entreprises productrices renseignent aussi sur la grosseur des exploitations et sur son évolution au cours des dernières années. De 1993 à 2001, les exploitations de plus grande taille ont assuré une part croissante de la production.

En comparant les données 2001-2002 avec celles de 1993-1994, on peut noter une tendance vers des entreprises plus grosses. Ainsi, les exploitations possédant plus de 600 truies représentaient un peu plus de 1 % des entreprises en 1993, alors qu'elles représentent maintenant 7 %. Elles possèdent

également une plus grande part du cheptel (14 % en 1993 par rapport à 34 % en 2001). En 2001, les producteurs de plus de 10 000 porcs produisaient 44 % des porcs. Durant cette même période, le nombre de porcs abattus et mis en marché au Québec est passé de 5 à 7 millions de porcs. Cette évolution de la taille des fermes au cours des dernières années explique probablement la perception véhiculée par de nombreux participants durant les séances de l'audience publique à l'effet d'une tendance québécoise au grossissement accéléré des exploitations porcines. Ainsi, bien que la plus grande proportion des truies et des porcs soient sur des fermes de taille moyenne (moins de 600 truies et moins de 10 000 porcs produits), il y a aujourd'hui un plus grand nombre d'entreprises de plus grande dimension qu'avant.

2.3 La qualité pour l'accès aux marchés

Les exportations québécoises de viande porcine ont connu une augmentation annuelle moyenne de 13 % depuis 5 ans et de 16 % depuis 1990. La valeur des exportations en 2002 a atteint 835 millions de dollars. Cet accès aux marchés internationaux a été rendu possible grâce à la productivité et la compétitivité des producteurs québécois, malgré les hausses de coûts de production et les exigences accrues aux plans sanitaire et environnemental.

Le *Programme québécois d'assurance de la qualité en production porcine* n'est pas étranger à ce succès mondial. Structuré en 1997 à partir d'initiatives déjà amorcées, ce programme touche d'abord la salubrité alimentaire par l'implantation dans les fermes porcines des normes d'hygiène fixées pour le monde agro-

Tableau 1

RÉPARTITION DES ENTREPRISES ET VOLUMES DE PRODUCTION (ANNÉES 1993-1994 ET 2001-2002)

Volume	Truies d'élevage en inventaire				Volume	Porcs produits			
	Entreprise		Production			Entreprise		Production	
	1993	2001	1993	2001		1993	2001	1993	2001
	1 à 200	82%	59%	53%		25%	1 à 3000	73%	58%
201 à 600	17%	34%	34%	40%	3001 à 10 000	25%	36%	39%	36%
601 et plus	1,4%	7%	14%	34%	10 001 et plus	1,3%	6%	26%	43%

Source : La Financière agricole du Québec.

alimentaire. Plus de 60 % des truies et 75 % des porcs des exploitations québécoises sont maintenant soumis à ce contrôle de qualité de la production par l'entremise du Programme AQC^{mc} incluant les normes HACCP. La qualité de la viande produite est aussi visée sur le plan nutritif, mais pour en faire un aliment maigre, tendre, savoureux et de conservation facile. Enfin, la qualité de la production porcine repose sur des modalités et des conditions d'élevage qui respectent à la fois l'environnement et le bien-être des animaux. La traçabilité des animaux viendra chapeauter ce programme de qualité de la ferme à l'assiette. Ce programme est détaillé au point 2.8 qui suit.

2.4 La mise en marché collective

La mise en marché collective des porcs est une autre spécificité québécoise. Depuis 1983, un plan conjoint est en place. Ce plan a pour but de fournir aux producteurs des outils de développement dont la mise en marché collective.

L'instrument privilégié pour la mise en marché collective des porcs produits est l'Encan électronique. Ce système opéré depuis 1989 par la Fédération vise à centraliser l'offre des porcs produits de façon à assurer un rapport de forces équilibré entre les producteurs et les acheteurs. Il s'agit d'un système de vente centralisé qui, grâce à l'informatique, crée un lieu de mise en marché virtuel par lequel est vendue la totalité des porcs produits au Québec. Une convention de mise en marché, homologuée et surveillée par la Régie des marchés agricoles et agroalimentaires du Québec, encadre les opérations commerciales entre huit abattoirs et la Fédération.

Les avantages de la mise en marché collective sont multiples. Elle sert à négocier toutes les conditions de vente en assurant l'équité entre tous les producteurs quelle que soit la grosseur de leur entreprise et sa localisation. Un autre effet positif est que le prix reçu, pour une qualité de produit égale, est le même pour tous les producteurs. Ceci favorise la dispersion de la production sur tout le territoire, limitant l'agglomération des élevages dans les zones où les abattoirs sont installés. Les régions bénéficient ainsi des retombées économiques de la production. Enfin, la gestion centralisée de l'information fournit à la Fédération les renseignements qui l'amènent à inciter les producteurs à contrôler efficacement et à améliorer sans cesse la qualité des porcs produits.

2.5 La stabilisation des revenus agricoles

Des outils sont aussi en place pour assurer la stabilité des revenus agricoles. Ces outils maintenant gérés par *La Financière agricole du Québec* sont l'*Assurance-stabilisation des revenus agricoles (ASRA)* et le *Compte de stabilisation du revenu agricole (CSRA)*. La stabilisation des revenus protège les producteurs contre les variations constantes des prix du porc sur les marchés. Au fil des années, les prix du porc ont grandement fluctué, et ces fluctuations des prix continuent de plus belle.

Les statistiques déjà fournies à la Commission par la Fédération permettent de constater que ces outils de stabilisation restent des compléments modestes aux revenus tirés de la vente des porcs. Entre 1997 et 2001, les revenus des producteurs de porcs sont venus en moyenne de 92,7 % des ventes pour les porcs à l'engraissement et de 83,4 % pour les porcelets. Pour ces mêmes porcs produits, les contributions au revenu stabilisé ont été respectivement en moyenne de 2,4 % et 5,5 % pour la part des producteurs, et de 4,8 % et 11,1 % pour la part du Gouvernement.

Sans les programmes gouvernementaux de sécurité du revenu, les producteurs ne sauraient être intéressés à demeurer en production. Pour les gouvernements, c'est un moyen de stimuler l'économie des régions et les recettes gouvernementales. Car, comme il a été démontré au cours des audiences, sur l'ensemble d'un cycle du prix du porc, le secteur porcin a permis aux deux paliers de gouvernements de soutirer en moyenne 118 millions de dollars annuellement en recettes au cours de la période 1998-2001.

2.6 La propriété québécoise

La propriété québécoise de l'ensemble des maillons de la chaîne de production et de transformation du porc est une autre caractéristique significative du secteur porcin québécois. C'est un des avantages qui découle des outils collectifs de mise en marché, dont le plan conjoint qui prévoit que les porcs produits au Québec soient exclusivement acheminés dans les abattoirs québécois.

Cette propriété distingue la production porcine québécoise de celle d'autres provinces et des États-Unis qui est sous le contrôle et même la propriété de grandes entreprises, parfois multinationales. Au Canada, l'entreprise Maple Leaf inc., dont

l'actionnaire majoritaire est McCain Foods, réalise plus que 50 % de l'abattage et de la transformation des viandes. À l'échelle canadienne, le Québec est la seule province qui valorise tous ses porcs. Cette spécificité se traduit par un avantage, soit que l'ensemble des retombées économiques du secteur porcin restent dans l'économie du Québec.

2.7 L'engagement agroenvironnemental

En 1996, la Fédération et les 25 organisations liées au secteur porcin se sont engagées dans le *Plan agro-environnemental de la production porcine*. Ce plan novateur et volontaire des producteurs de porcs vise à développer la production porcine dans le respect de l'environnement. Ce plan favorise l'adoption de nouvelles pratiques environnementales sur toutes les fermes porcines. Référence unique pour l'évaluation des performances environnementales de la production porcine, il comporte trois volets, soit le portrait agroenvironnemental des fermes, l'encadrement technique des producteurs et la certification environnementale.

Des plans d'interventions agroenvironnementales ont été mis en œuvre dans chaque région du Québec à partir de 1999. Ces plans déterminent les priorités d'action et fixent des objectifs précis pour 2004. Les principales actions visent l'adoption et l'application de plans de fertilisation par toutes les entreprises, la réduction des charges en phosphore, la diminution des odeurs et l'augmentation de la capacité d'entreposage des lisiers. Un suivi régulier des progrès depuis la mise en œuvre du *Plan agroenvironnemental* est assuré. Les résultats d'un troisième bilan ont été remis récemment à la Commission. Ce bilan fait ressortir des améliorations significatives et permet d'identifier les actions encore requises pour continuer à améliorer les performances environnementales de la production porcine.

Depuis 2001, les producteurs déboursent spécifiquement 0,15 \$ par porc produit, soit 1 million de dollars par année, pour financer la mise en œuvre du plan. Un suivi régulier des progrès est effectué pour mesurer l'évolution des pratiques des producteurs.

D'autres initiatives traduisent concrètement l'engagement environnemental des producteurs de porcs. Ces initiatives, dont certaines sont reprises et décrites dans les propositions du présent mémoire, sont notamment :

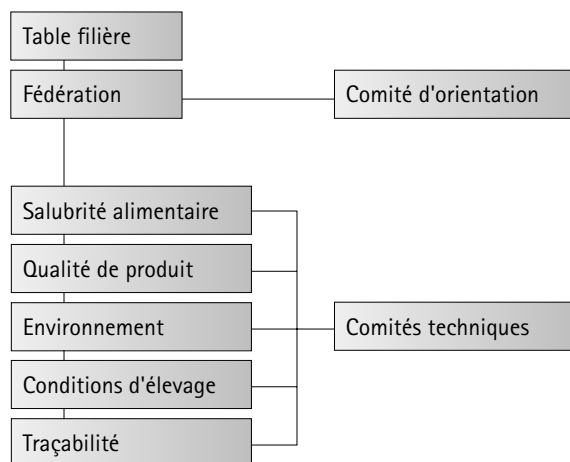
- l'encadrement de la gestion environnementale des exploitations par les *clubs-conseils en agro-environnement*, dont environ 700 producteurs sont déjà membres;
- les campagnes de communication et de sensibilisation du *Plan de valorisation de la profession* pour favoriser l'information sur la production porcine et la cohabitation harmonieuse des entreprises dans leur communauté;
- l'adhésion de plus de 800 producteurs à des Organismes de gestion des fumiers;
- la participation des producteurs à un projet pilote sur l'application d'une norme de système de gestion environnementale (certification environnementale) spécifique à la production porcine dont l'implantation est prévue à partir de 2003;
- l'élaboration d'un plan de mise en œuvre du principe d'écoconditionnalité assujettissant les aides gouvernementales au respect des normes environnementales.

2.8 La concertation en filière

Le secteur porcin québécois s'est doté d'un mécanisme unique de concertation des intervenants en amont et en aval de la production, soit la *Table filière porcine du Québec*. Cet organisme, que chapeaute le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, regroupe l'ensemble des acteurs concernés par les activités et le développement de la production porcine. La Fédération est évidemment membre de cette table de concertation où se retrouvent aussi des ministères québécois, des organismes spécialisés du secteur porcin et les représentants des coopératives, des meuniers, des abattoirs des transformateurs, des groupes de recherche et des distributeurs.

La mission de la Table filière consiste à assurer la pérennité et la notoriété du secteur agroalimentaire porcin sur les marchés en favorisant la synergie entre les acteurs du secteur. Elle aide le secteur porcin québécois à répondre aux exigences des consommateurs et de la société en matière de sécurité alimentaire, d'environnement, de qualité du produit, de conditions d'élevage et de retombées économiques. La *Table filière porcine du Québec* a adopté jusqu'à maintenant deux plans stratégiques identifiant des

enjeux et des objectifs communs et répartissant les responsabilités de réalisation entre les divers acteurs du secteur. Un des dossiers importants de la Table filière porcine du Québec est celui de la réalisation du Programme québécois d'assurance de la qualité (PQAQ). La structure de réalisation se présente comme suit :



Les organismes qui coordonnent le Programme faisant partie du comité d'orientation sont la Fédération des producteurs de porcs du Québec, l'AQINAC, la Coopérative fédérée de Québec, le Conseil des viandes du Canada, la Société des éleveurs de porcs du Québec et le Centre de développement du porc du Québec.

Ce programme est un bel exemple du travail qui se fait en filière, car ce type de dossier, qui implique tous les maillons de la production, requiert tous les appuis nécessaires sur les plans technique, financier et sociopolitique afin d'être mis en œuvre efficacement, et ce, avec l'assentiment de tous les partenaires.

Les dossiers prioritaires qui doivent être traités dans le Programme sont notamment, mais non exclusivement :

Salubrité :

Implantation du programme d'assurance qualité canadienne (normes HACCP à la ferme).

Qualité :

Évaluation des spécifications du Porc référence.

Bien-être :

Inventaire et analyse des exigences réglementaires et commerciales en matière de bien-être.

Environnement :

Implantation du Plan agroenvironnemental de la production porcine.

Traçabilité :

Évaluation des meilleures méthodes d'identification permanente pour répondre aux exigences de la traçabilité en lien avec la régionalisation.

Un processus de certification globale est envisagé et est actuellement à l'étude au sein de la Table filière.

Partie II : Le cadre du développement durable

Après avoir présenté les attentes des producteurs et décrit les forces de la production porcine québécoise, le mémoire examine dans les prochaines sections le contexte et les défis à relever pour inscrire le secteur porcin dans l'approche de développement durable. La vision des acteurs, l'analyse de la situation et les propositions de la Fédération sont ainsi présentées en les regroupant sous les trois grandes dimensions du développement durable, soit les dimensions environnementales, économiques et sociales.

Sous chacun de ces trois aspects, on fait d'abord état de la vision des préoccupations exprimées par les participants aux audiences publiques, telles que comprises par les producteurs. La vision des producteurs sur ces mêmes enjeux est ensuite mise en perspective de façon à faire valoir les points de vue des premiers acteurs concernés par ce débat démocratique, soit les producteurs de porcs. Cette approche d'analyse de la production porcine permet d'identifier les différences de vues et les possibilités de convergences entre les attentes de la société et la vision des producteurs.

Par la suite, une mise en contexte de la situation fait ressortir les éléments à considérer dans l'analyse et l'élaboration des solutions aux problématiques constatées et décrites. Enfin, les pistes de solutions suggérées par les producteurs de porcs et les propositions de la Fédération sont aussi inscrites dans le cadre du développement, soit sous ces trois dimensions.

3. LA GESTION ENVIRONNEMENTALE : DES EFFORTS À INTENSIFIER

3.1 La vision des acteurs : *environnement et milieu rural*

Les enjeux environnementaux sont les premiers soulevés par ce débat public sur la production porcine. Ils touchent une grande diversité de questions. La protection de la qualité de l'air, de l'eau et des sols, les impacts des activités de production sur l'environnement et la santé, la préservation des ressources biologiques, des milieux aquatiques et des rives des cours d'eau, ainsi que la protection des paysages, des boisés et de la qualité de vie rurale sont autant de sujets de préoccupations abordés en audiences publiques. Les risques pour la qualité de l'eau en

milieu rural et la dégradation de la qualité de vie due aux activités d'élevage et de disposition des lisiers de porcs sont au cœur des inquiétudes exprimées par les participants. Pour la Fédération, l'ensemble de ces préoccupations relève de deux enjeux environnementaux majeurs, soit la protection de l'environnement et la qualité de vie en milieu rural.

3.1.1 La protection de l'environnement

Les citoyens participants : craintes de pollution et perte de confiance

Les craintes des **citoyens** et des groupes ayant participé aux audiences portent en très grande partie sur la pollution des eaux de surface et souterraines, due principalement aux surplus de lisiers et à des pratiques inadéquates de gestion des lisiers des élevages sous gestion liquide :

- *Pollution de l'eau par les activités agricoles dans les rivières qui recueillent les eaux de ruissellement et de drainage;*
- *Matières fertilisantes disponibles dans les lisiers en quantités supérieures aux besoins de croissance des végétaux et aux capacités d'absorption des sols;*
- *Niveau critique de polluants d'origine agricole dans les bassins versants supportant des activités intensives d'élevage et de culture;*
- *Dégradation de la vie aquatique et obstacles à certains usages résidentiels et récréatifs des cours d'eau et autres;*
- *Risques pour la santé reliés à la possibilité de contamination de l'eau et de l'air;*
- *Contamination probable des sols et émission de contaminants dans l'atmosphère.*

Les producteurs : manque de ressources et de techniques

Les **producteurs** porcins sont aussi préoccupés par les impacts potentiels de leurs activités d'élevage et de gestion des lisiers. Ces préoccupations se traduisent par des efforts et des contraintes pour prévenir ces risques et ces impacts :

- *Des réglementations environnementales de plus en plus sévères imposées par les gouvernements;*
- *D'importantes ressources et des efforts significatifs pour se conformer à ces exigences de sécurité environnementale;*
- *Un Plan agroenvironnemental de la production porcine dont les objectifs et les mesures dépassent les normes environnementales;*
- *Des performances environnementales à la mesure des possibilités techniques et financières des producteurs;*
- *Coûts élevés des nouvelles pratiques environnementales;*
- *Absence de techniques d'assainissement agricoles fiables et reconnues par les autorités gouvernementales;*
- *Lacunes dans l'application et le contrôle des règlements par les gouvernements;*
- *Perte de confiance des populations en regard de l'efficacité des exigences réglementaires et de la capacité des producteurs porcins à protéger l'environnement;*
- *Doutes des citoyens sur la pertinence et le respect des plans agroenvironnementaux de fertilisation – les PAEF (Plans agroenvironnementaux de fertilisation)*

3.1.2 La qualité de vie en milieu rural

Les citoyens participants : « ras-le-bol » des nuisances

Un des principaux motifs de l'opposition au développement de la production porcine manifestée par de nombreux **citoyens** participants à l'audience publique est fondé sur les nuisances multiples liées aux activités de production porcine :

- *Odeurs provenant des installations d'élevage et des opérations d'épandage des lisiers;*
- *Poussières et pertes de lisiers à l'occasion du transport, dommages causés aux infrastructures routières, etc.;*
- *Abattage des boisés de fermes pour créer de nouvelles superficies d'épandage;*
- *Implantation de nouvelles installations sans considération des effets visuels et des nuisances potentielles;*
- *Absence de considérations des voisins dans les opérations d'épandage des lisiers;*
- *Opposition à tout nouveau développement du secteur porcin;*
- *Imposition de contraintes environnementales encore plus sévères aux méthodes de production;*
- *Pollution des eaux récréatives.*

Les producteurs : des contraintes inadéquates

Pour leur part, les **producteurs** sont conscients qu'ils doivent répondre aux demandes express de leur communauté et de leur voisinage à l'effet de respecter la qualité de vie des autres résidents du milieu rural. Ils éprouvent cependant certaines difficultés pour y arriver :

- *Déficience des outils et des méthodes pour parvenir à des opérations compatibles avec la qualité de vie rurale;*
- *Manque de fonds pour adopter les méthodes connues de gestion des odeurs (rampes basses, toitures sur les fosses et écrans boisés);*
- *Techniques d'enfouissement des lisiers lors de l'épandage, soit trop coûteuses ou soit pas encore au point;*
- *Augmentations de coûts de production qui risquent de compromettre la rentabilité des exploitations ou la compétitivité des entreprises;*
- *Mesures préventives dont l'efficacité n'est pas démontrée (additifs destinés à éliminer ou masquer les odeurs);*
- *Contraintes d'opérations incompatibles avec la prévention des odeurs (périodes fixes d'épandage, jours d'interdiction);*
- *Méconnaissance de la société de l'évolution récente des pratiques de gestion des élevages et des épandages;*
- *Diminution des nuisances aux résidents des campagnes et des dommages aux paysages des campagnes par les pratiques adoptées (implantation des nouvelles installations à des distances respectables des habitations, remplacement des équipements d'épandage).*

3.2 La mise en contexte : des progrès significatifs

L'amélioration des performances environnementales de la production porcine compte au nombre des activités des producteurs depuis maintenant près de dix ans. Au cours des audiences publiques, la Fédération a présenté à la Commission de façon exhaustive la description et l'état d'avancement du *Plan agroenvironnemental de la production porcine du Québec* mis en œuvre en 1997 (Sainte-Marie de Beauce, 29 octobre 2002). Cette présentation a aussi fait état du rythme des progrès pour atteindre les objectifs environnementaux que les producteurs se sont fixés volontairement pour l'année 2004. Des plans d'interventions agroenvironnementales ont été établis en 1999 pour chacune des régions du Québec. Ces plans ont déterminé les interventions prioritaires à la ferme pour réduire les impacts négatifs des activités de production, par des mesures telles que la diminution des rejets d'azote et de phosphore pour éviter la surfertilisation des sols, l'atténuation des odeurs et une meilleure utilisation des lisiers comme matières fertilisantes. Un bilan à jour du suivi des interventions agroenvironnementales des fermes porcines du Québec a aussi été remis à la Commission présentant les données les plus récentes sur les résultats mesurés à la fin de l'année 2001.

Bien que ces résultats aient déjà été présentés à la Commission, ils sont repris ici sommairement pour souligner les progrès des producteurs au chapitre de la gestion environnementale de leurs exploitations. Selon les suivis effectués entre 1996 et 2001, ces interventions ont permis des améliorations significatives de performances au niveau de l'épandage en diminuant les charges en phosphore appliquées aux sols.

La charge en phosphore est retenue comme indicateur du problème de surfertilisation en production porcine. Cette charge indique la proportion des besoins des cultures qui est comblée par les apports de lisiers. Elle est passée de 264 % en 1996 à 185 % en 2001, soit une diminution de 30 %. Cette diminution découle des interventions prévues au plan agroenvironnemental, soit le recours systématique à des plans de fertilisation, à l'introduction de phytase dans la moulée qui réduit les rejets de phosphore de 25 % à 35 %, à l'augmentation des formulations à alimentation et à l'augmentation des superficies fertilisées.

Les pratiques d'élevage et d'épandage ont aussi rapidement évolué en les modifiant pour en minimiser l'impact environnemental. Ainsi, la presque totalité des superficies cultivées par les producteurs porcins, soit 95 %, sont maintenant couvertes par un *Plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF)*. Un peu plus du tiers des entreprises ont acquis des rampes basses pour l'épandage des lisiers et procèdent dorénavant à l'incorporation du lisier en moins de 24 heures. Des actions permettent de réduire les rejets à la source, notamment par des modifications à la régie alimentaire des porcs pour diminuer les rejets d'azote et de phosphore par l'animal et par l'utilisation d'équipements adaptés pour améliorer les économies de l'eau dans le bâtiment d'élevage. Ainsi, la phytase est introduite dans les aliments de 83% du cheptel en 2001, comparativement à 12% en 1996. Ceci a permis de diminuer d'environ 9 % les volumes de lisiers à épandre sur les sols comparativement à 1996 pour le même cheptel.

D'autres interventions considérées moins prioritaires dans les plans d'intervention à la ferme ont tout de même permis des progrès modestes. C'est le cas notamment de l'installation de toitures sur les structures d'entreposage des lisiers, et de l'aménagement de haies brise-odeurs à proximité des sites de production. Les producteurs sont conscients qu'il faut accélérer l'introduction de ces mesures environnementales et probablement rehausser le niveau des objectifs à atteindre sur ces points. Dès avril 2005, l'épandage par rampe basse du lisier de porc deviendra d'ailleurs obligatoire pour l'ensemble des producteurs.

Tableau 2

OBJECTIFS À LA FERME – INTERVENTIONS PRIORITAIRES

	Unité	Implantation (%)			
		Résultat du portrait 1996	Résultat du portrait 1998	Résultat du suivi en 2001	Objectif en 2004
Superficie couverte par un PAEF	Superf. cult.	57	58	95	100
Phytase	Cheptel	12	30	83	72
Nombre de formulations	Cheptel				
• Truies : 2 formulations et plus		62	n.d.	85	77
• Porcelets : 2 formulations et plus		80	85	93	100
• Porcs : 3 formulations et plus		53	58	67	71
Épandage par rampe	Lisier	25	30	35	58
Incorporation de lisier < 24 h	Lisier	23	27	41	48
Bols-économiseurs et trémies-abreuvoirs	Cheptel	47	62	73	68

Sources : BPR et AGÉCO, 2003

Tableau 3

OBJECTIFS À LA FERME – INTERVENTIONS SECONDAIRES

	Unité	Implantation (%)			
		Résultat du portrait 1996	Résultat du portrait 1998	Résultat du suivi en 2001	Objectif en 2004
Alimentation au sol	Cheptel	25	n.d.	14	21
• Truies		33	n.d.	10	21
• Porcs	Cheptel	14	11	54	85
Acides aminés	Cheptel	31	26	31	47
Écrans boisés	Cheptel	0,8	0,1	0,0	0
Cheptel sur fumier liquide non relié à une structure étanche	Cheptel	6	5,8	7,4	12
Toiture sur la structure à d'entreposage	Cheptel				

Sources : BPR et AGÉCO, 2003

3.3 Les propositions : encore beaucoup à faire

Ce portrait de l'évolution de la situation environnementale de la production porcine permet de constater l'engagement des producteurs envers la protection de l'environnement. Au plan environnemental, les producteurs ne partent pas de zéro; la démarche vers l'adoption des meilleures pratiques agroenvironnementales a maintenant un bon rythme de croisière. Mais des efforts importants doivent encore être consentis, notamment en ce qui a trait au contrôle des odeurs qui constitue un irritant important pour le voisinage des producteurs. Ainsi, les producteurs poursuivront leurs efforts pour atteindre les cibles de 2004. Avec l'entrée en vigueur des nouvelles exigences apportées par le *Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole* (RRPOA, 1997) et plus récemment par le *Règlement sur les exploitations agricoles* (REA, 2002), notamment en ce qui concerne le respect de l'équilibre entre la capacité de support en phosphore des sols et les quantités d'engrais épandues, les producteurs seront forcés d'accélérer la cadence.

Même si les producteurs ont des raisons d'être satisfaits des résultats obtenus, ils doivent maintenant relever les défis environnementaux découlant de la nouvelle réglementation et des audiences publiques en cours. La Fédération s'est donné des objectifs d'intervention ambitieux, à la fois dans l'optique de compléter et d'intensifier la mise en œuvre de son plan agroenvironnemental, mais aussi pour ajouter dans ses cibles d'interventions des domaines qui étaient moins abordés dans le cadre du plan agroenvironnemental de 1996, par exemple la conservation du paysage rural ou la gestion des surplus de lisiers. La Fédération tient aussi à poursuivre ses travaux au chapitre des impacts appréhendés sur la santé publique.

Les objectifs environnementaux des producteurs

Ces objectifs adoptés par les producteurs à l'occasion de la préparation de ce mémoire, et pour lesquels des mesures concrètes sont proposées, sont :

- En regard de l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural :
 - *l'atténuation et l'élimination des odeurs;*
 - *la conservation du paysage rural.*
- En regard de la protection accrue de l'environnement et de la santé publique :
 - *l'épandage planifié pour équilibrer la fertilisation;*
 - *la gestion des surplus de lisiers;*
 - *l'écoconditionnalité et la certification pour la validation des pratiques environnementales et minimiser les impacts environnementaux;*
 - *la poursuite de la recherche en matière de santé publique.*

3.3.1 L'atténuation rapide des nuisances

Diminuer les odeurs

Les producteurs porcins doivent maintenant s'attaquer avec une intensité accrue à la problématique des odeurs. Les mesures d'atténuation connues, telles que les toitures sur les structures d'entreposage, les écrans boisés, l'utilisation de rampes basses et l'incorporation, seront implantées encore plus rapidement au cours des prochaines années. Des mesures sont aussi nécessaires pour contrôler les émissions à toutes les étapes de la chaîne de gestion des lisiers, soit du bâtiment d'élevage jusqu'à son dépôt aux champs. Les odeurs émises proviennent en partie des installations d'élevage (environ 30 %), alors que les odeurs les plus perceptibles (estimées à 70 %), quoique à des moments bien précis et limités dans le temps, sont dues aux activités d'épandage. Les objectifs fixés en proportion des lisiers épandus par les fermes porcines en 2004 sont les suivants :

- | | |
|---------------------------------------|------|
| • Épandages par rampes basses | 58 % |
| • Incorporation en moins de 24 heures | 48 % |
| • Écrans boisés | 47 % |
| • Toitures pour entreposage | 12 % |

Ces objectifs seront revus par les producteurs pour s'adapter plus rapidement aux exigences de la qualité de vie des résidants des campagnes. Déjà, le règlement oblige les producteurs à se doter d'équipements d'épandage par rampes basses à compter de 2005. Selon les producteurs, une obligation analogue devrait être appliquée pour les haies brise-odeurs pour les nouveaux sites de production. Pour leur part, les toitures pour les structures d'entreposage devraient être requises pour les installations existantes situées à proximité d'une zone urbanisée. Pour les autres installations existantes, de nouvelles cibles de performances, probablement plus élevées par rapport à celles de 2004, devraient être fixées en tenant compte de la localisation de ces installations et des nuisances réelles causées au voisinage.

En ce qui concerne la diminution des odeurs reliées aux épandages, les producteurs comptent se conformer aux exigences du *Règlement sur les exploitations agricoles*. L'incorporation immédiate du lisier lors de l'épandage ne peut cependant pas être imposée intégralement et globalement à l'ensemble des producteurs. Toutefois, cette mesure est appropriée seulement pour certaines pratiques culturales. Par contre, lorsque le lisier est épandu sur des prairies ou des champs en culture, l'incorporation n'est pas appropriée et les équipements pour enfouir le lisier sans détruire les cultures ne sont pas disponibles présentement. Les producteurs porcins sont ainsi disposés à appliquer cette mesure avec discernement en fixant de nouveaux objectifs adaptés aux diverses situations, quitte à réviser à la hausse l'objectif d'enfouissement dans des délais de moins de 24 heures.

Les pressions des citoyens et des groupes concernés sont très fortes à l'effet de poser des conditions sévères pour l'encadrement des opérations d'épandage des lisiers de porcs. Des MRC et des municipalités ont d'ailleurs tenté à plusieurs reprises d'adopter des règlements en ce sens. Déjà, les MRC ont obtenu du Gouvernement le pouvoir de décréter 8 jours d'interdiction d'épandage sur leur territoire durant une saison de culture. Les producteurs se prêteront de bonne foi au respect de ces nouvelles contraintes, bien qu'ils y voient de sérieux inconvénients, particulièrement dans le cas de mauvaises conditions climatiques durant de longues périodes.

D'autres améliorations apparaissent possibles aux producteurs de porcs en introduisant une souplesse

régionale dans la détermination des périodes autorisées d'épandage. Pour le moment, la réglementation environnementale et agricole fixe une même période d'épandage, soit du 1^{er} avril au 1^{er} octobre pour l'ensemble des régions agricoles du Québec. Ces limites prédéterminées créent pour les producteurs une pression qui fait qu'ils n'ont pas toute la latitude de choisir les moments les plus appropriés pour leurs épandages de lisiers. Des modifications aux périodes prescrites pourraient faciliter le choix des moments les plus favorables en fonction des particularités et du climat des régions.

Pour aller plus loin encore dans le respect de la qualité de vie de leurs voisins, la Fédération adoptera un *Code des bonnes pratiques d'épandage* auquel l'ensemble des producteurs sera invité à adhérer. Ce code prévoira l'utilisation obligatoire des rampes basses, le respect des interdictions d'épandage imposées par les MRC, l'utilisation par exemple de balises pour l'identification des puits d'eau potable, l'information des voisins et de la municipalité relative à l'épandage et d'autres façons de faire destinées à limiter les nuisances. Ce Code de bonnes pratiques d'épandage pourra être inclus dans le PAEF et validé par l'agronome. Enfin, les producteurs estiment qu'une obligation indirecte de respect du code peut être obtenue en l'intégrant dans le concept de l'écoconditionnalité.

PROPOSITIONS de la Fédération pour diminuer les odeurs :

- ✓ *Que toute nouvelle installation d'élevage soit obligatoirement entourée de haies brise-odeurs et dotée, si possible, d'une toiture sur la structure d'entreposage.*
- ✓ *Que les produits de réduction des odeurs soient mieux documentés afin d'évaluer leur potentiel de réduction des odeurs et cela, en toute sécurité en regard des animaux, des sols, de l'eau et des humains.*
- ✓ *Que les sites d'élevage existants situés à moins de 550 mètres des périmètres urbains aient l'obligation de se doter de toitures pour les structures d'entreposage et de haies brise-odeurs.*

✓ *Que les producteurs de porcs s'engagent à adopter et à respecter un code de bonnes pratiques d'épandage.*

✓ *Que ce code de bonnes pratiques soit intégré dans le PAEF et que son application soit validée par l'agronome responsable.*

✓ *Que l'adhésion et le respect du Code de bonnes pratiques d'épandage soient parmi les conditions à intégrer dans le concept de l'écoconditionnalité.*

✓ *Que les périodes autorisées pour l'épandage des lisiers de porcs soient évaluées et déterminées au niveau régional pour tenir compte des différences climatiques et des particularités des situations des régions.*

Les producteurs de porcs ne privilégient toutefois pas une approche réglementaire mur à mur pour imposer des mesures similaires à l'ensemble des installations de production, quelles que soient leur localisation et la sensibilité de leur voisinage. Ils demandent donc une approche misant sur leur bon sens et sur la possibilité de flexibilité régionale pour la mise en œuvre des meilleures pratiques souhaitables pour la réduction des odeurs. Enfin, ces mesures à implanter rapidement supposeront de la part des producteurs des investissements importants et entraîneront des dépenses supplémentaires. Des aides gouvernementales appropriées devront être disponibles pour financer ces pratiques d'atténuation des odeurs.

Conserver les paysages

En ce qui concerne la qualité esthétique des installations et des fermes porcines, les producteurs comptent introduire concrètement cette préoccupation dans leurs futurs plans des interventions agroenvironnementales. Les producteurs seront ainsi incités à accorder une attention spéciale à l'apparence de leurs fermes et à s'assurer d'une intégration adéquate au paysage environnant par des efforts tels que les aménagements paysagers, les écrans boisés et d'autres moyens pour diminuer l'impact visuel des bâtiments d'élevage et des structures d'entreposage. Déjà, les producteurs envisageant de nouvelles installations visent à les implanter loin des habitations voisines et, lorsque c'est possible, dans des boisés matures.

Les producteurs de porcs estiment que la question de la diminution des boisés est complexe et mérite une considération différente selon les régions. Les données sur le phénomène de déboisement, fournies durant les séances d'information des audiences publiques, ont fait ressortir que les pertes de superficies agricoles au profit du reboisement sont supérieures dans la majorité des régions.

Les producteurs de porcs sont néanmoins favorables aux mesures de protection des boisés ruraux qui sont adoptées dans de nombreuses MRC. Pour répondre aux inquiétudes des populations sur cette question, une approche par MRC pourrait être adoptée tenant compte des particularités des diverses régions. Ainsi, dans le cadre de leur schéma d'aménagement du territoire ou des règles concernant les exploitations agricoles sur ce même territoire, les MRC pourraient adopter des critères fixant des balises sur la gestion des boisés de ferme et sur leur défrichage à des fins agricoles. L'adoption de critères de gestion spécifiques aux MRC, critères sur lesquels les membres des Comités consultatifs agricoles (CCA) régionaux seraient invités à se prononcer, pourrait tenir compte de la nécessité de protéger les paysages ruraux dont les boisés sont une composante importante.

PROPOSITIONS de la Fédération pour conserver les paysages :

- ✓ *Que des mesures pour réduire les impacts visuels des nouvelles installations d'élevage soient encouragées et qu'elles soient inscrites dans les prochains plans des interventions agroenvironnementales à la ferme.*
- ✓ *Que des critères spécifiques de gestion des boisés de fermes soient adoptés par les MRC dans le cadre de leur schéma d'aménagement, en consultation avec les Comités consultatifs agricoles.*

D'autres mesures environnementales proposées par la Fédération auront des incidences indirectes sur le maintien et l'amélioration des paysages ruraux. C'est le cas par exemple des propositions sur les restrictions à la mise en place de sites de production sans sols, sur la nécessité pour les producteurs de disposer de

superficies d'épandage suffisantes pour leurs lisiers et sur le respect de règles strictes de biosécurité. De telles mesures devraient mettre un frein au morcellement des fermes qui est actuellement pratiqué par des producteurs porcins pour implanter de nouvelles exploitations sans sols sur des exploitations agricoles vouées aux grandes cultures.

3.3.2 L'heure de l'assainissement

Atteindre l'équilibre en fertilisation

Les règlements successifs imposant des normes de plus en plus sévères constituent pour le ministère de l'Environnement du Québec le moyen privilégié pour l'assainissement agricole et la protection de la qualité du milieu. L'imposition récente de nouvelles normes basées sur un principe d'équilibre entre la capacité de support des sols agricoles et les quantités de matières fertilisantes épandues pose aux producteurs porcins des défis considérables.

Depuis l'adoption de cette norme, et malgré les efforts pour diminuer les rejets de phosphore par une meilleure régie des élevages et par des modifications à la régie alimentaire des porcs, un grand nombre de fermes porcines ne disposent pas des superficies suffisantes pour atteindre l'équilibre entre les besoins en phosphore des cultures et les quantités épandues sur les sols. Les exploitations qui sont situées dans les régions de fortes concentrations d'élevage sont aux prises avec des quantités de phosphore qui dépassent la capacité de support des sols et d'absorption des plantes.

Afin de déterminer l'impact du passage d'une norme de fertilisation basée sur le contenu en azote à une norme axée sur l'atteinte d'un équilibre entre la capacité de support en phosphore des sols et les quantités épandues de matières fertilisantes, la Fédération a évalué l'impact des superficies requises pour se conformer aux normes établies par les réglementations environnementales adoptées depuis 1997.

Cette évaluation s'inscrit dans le cadre d'un mandat accordé au Groupe AGÉCO pour déterminer les impacts économiques de la mise aux normes environnementales sur les exploitations porcines par rapport au règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole (RRPOA) et le règlement sur les exploitations agricoles (REA).

Le tableau suivant présente le bilan des superficies requises selon une norme appliquée avant 1997 sur une base « azote » et une norme axée sur l'atteinte d'un équilibre entre la capacité de support en phosphore des sols. Ces bilans ont été compilés pour chaque région du Québec à partir de la base de données du Recensement agroenvironnemental des entreprises porcines de 1996.

À l'observation du tableau, on remarque qu'avec une norme de fertilisation basée sur les apports en azote, c'est à dire avant l'adoption du RRPOA en juin 1997, la superficie totale requise est évaluée à 260 758 hectares. On dénote que la superficie manquante pour l'épandage est de 122 098 hectares.

On doit présumer que les superficies manquantes correspondent aux modalités de gestion sous ententes d'épandage; il est à noter qu'aucune donnée fiable n'est disponible pour estimer les superficies visées par les ententes d'épandage. Nul doute que l'ensemble des entreprises porcines disposait des superficies requises à l'épandage des déjections animales, que ce soit en propriété, location ou ententes d'épandage.

Cependant, le but de l'exercice est de calculer la différence entre les superficies totales requises pour répondre aux nouvelles normes environnementales.

En fonction de la même base de calcul (cheptel de 1996), les superficies additionnelles pour atteindre les

Tableau 4

BILAN DES SUPERFICIES MINIMALES REQUISES POUR SATISFAIRE À LA RÉGLEMENTATION

	Superficie en hectare (ha)				
	Situation avant 1997			Situation en 2010	
	Superficie cultivée (propriété et/ou location)	Superficie manquante	Superficie totale	Superficie totale	Additionnelle
Abitibi-Témiscamingue	866	17	883	983	100
Bas St-Laurent	5 268	1 711	6 979	10 556	3 577
Centre du Québec	14 747	14 267	29 014	53 169	24 155
Chaudières-Appalaches	42 867	39 422	82 289	161 448	79 159
Estrie	4 011	9 470	13 481	25 046	11 565
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	87	0	87	87	0
Lanaudière	11 178	9 025	20 203	34 421	14 218
Laurentides	1 288	1 072	2 360	4 185	1 825
Laval-Montréal	40	0	40	83	43
Mauricie	6 910	5 290	12 200	19 345	7 145
Montréal est	39 316	33 551	72 867	123 586	50 719
Montréal ouest	6 720	3 838	10 558	15 233	4 675
Outaouais	978	88	1 066	1 208	142
Québec	3 178	3 997	7 175	15 635	8 460
Saguenay-Lac-St-Jean, Côte-Nord	1 206	350	1 556	2 074	518
TOTAL	138 660	122 098	260 758	467 059	206 301

Source : AGÉCO, avril 2003

objectifs de l'application de la nouvelle réglementation (REA) sont de 206 301 hectares. Les superficies totales requises correspondent à 467 059 hectares.

Bien que ces scénarios ne puissent traduire la situation réelle dans chacune des régions ou pour chacune des exploitations, on constate que des solutions audacieuses seront requises pour régler le problème de la fertilisation. Il est plausible de prévoir que les producteurs ne pourront disposer des superficies requises et que le manque de terres pour l'épandage ira en s'aggravant d'ici 2010. Cette situation explique en partie la hausse vertigineuse du prix des terres agricoles qui a été rapportée à la Commission. Pour un producteur porcin, l'acquisition de nouvelles superficies d'épandage pourrait se traduire par des coûts d'épandage dépassant les 40 dollars par mètre cube, alors qu'ils se situent aujourd'hui entre 2 et 8 dollars par mètre cube.

Restent les autres options de solutions. La première, soit la diminution des rejets à la source, est une option dont la mise en œuvre est déjà bien amorcée. Des réductions additionnelles proviendront de l'amélioration des performances d'élevage, des ententes d'épandage et surtout du traitement du lisier. Le recours aux technologies de traitement des lisiers reste ainsi une option incontournable. La séparation de la fraction solide du lisier pour en extraire le phosphore et en disposer à l'extérieur de la ferme est une possibilité actuellement envisagée. Après la séparation, la fraction liquide est mieux équilibrée en azote et phosphore, devenant ainsi plus adaptée pour répondre aux besoins des plantes.

Le traitement partiel est possible au site de production, par la séparation des solides et des liquides à l'intérieur même des bâtiments d'élevages ou dans les préfosse et les fosses d'entreposage. Diverses technologies relativement simples semblent prometteuses pour ce traitement partiel par séparation à la ferme. Ces technologies sont envisageables pour les producteurs. Mais elles supposent des investissements importants pour modifier les installations d'élevage et les équipements d'épandage.

Encore plus coûteux, le traitement complet du lisier de porc vise à en retirer des matières fertilisantes réutilisables, le résidu liquide du traitement pouvant servir à l'irrigation des cultures ou être rejeté au cours d'eau. Ces technologies restent pour le moment prohibitives

pour les producteurs individuellement à cause des coûts trop élevés. Ceci explique que les solutions de traitement complet présentement envisagées sont collectives et adaptées pour desservir plusieurs exploitations. La rentabilité de telles installations suppose néanmoins que plusieurs exploitations porcines se retrouvent à proximité et qu'elles disposent de surplus pour lesquels aucun autre débouché n'est disponible.

Les solutions adoptées par les producteurs de porcs pour se conformer à la réglementation sur le phosphore et éviter la surfertilisation dans l'avenir combinent les diverses options décrites de façon à pouvoir atteindre l'équilibre du bilan de phosphore des exploitations porcines en 2010, tout en pouvant être implantées graduellement par les producteurs sans mettre en péril la rentabilité de leurs exploitations. Ces mesures supposent à la base que le maximum d'efforts doivent être faits pour la réduction à la source des rejets de phosphore et d'azote et pour optimiser la gestion de l'eau dans les bâtiments.

En deuxième lieu, des mesures doivent être prises pour un certain temps en vue de réserver le plus possible les superficies disponibles aux exploitations existantes en fixant des limites à l'implantation de nouveaux projets. Ceci est particulièrement crucial dans les bassins en surplus où un nouveau site d'élevage ne devrait être autorisé que si le producteur détient la totalité des superficies d'épandage requises pour être conforme à la norme de phosphore de 2010. Ceci suppose l'interdiction des morcellements de fermes pour l'implantation de porcheries, de même que l'impossibilité pour le producteur de recourir au traitement complet du lisier. Ces contraintes pourraient être moins sévères en dehors des bassins en surplus, où une proportion inférieure de sols détenus en propriété par le producteur pourrait être exigée pour implanter un nouveau site d'élevage.

Quant aux entreprises qui resteront en surplus de lisiers dans les municipalités en surplus ou non, et ce malgré les mesures de réduction à la source, les solutions sont d'abord l'augmentation des superficies d'épandage lorsque c'est possible. La possibilité d'augmenter les superficies d'épandage est plus accessible aux entreprises situées à l'extérieur des bassins en surplus. Et, pour ces dernières, comme pour celles qui sont dans des bassins en surplus de lisiers, les technologies de traitement partiel doivent être graduel-

lement mises en place puisqu'il s'agit d'une solution avantageuse pour laquelle les technologies sont déjà connues.

De plus, il est important de signaler que les organismes de gestion des fumiers (OGF) ont un rôle crucial à jouer au niveau de la gestion des surplus de lisier. Trois OGF, localisés dans les bassins en surplus, offrent des services techniques et agronomiques à plus de 800 entreprises porcines qui, pour la majorité d'entre elles, ne possèdent pas toutes les terres requises pour épandage le lisier. Le principal rôle de ces organismes est d'optimiser l'épandage des engrais organiques dans les trois bassins versants prioritaires de la Chaudière, Yamaska et l'Assomption.

La bonification des services offerts par les OGF constitue une nécessité pour accompagner les producteurs dans l'atteinte des objectifs environnementaux. En ayant recours à des organismes de gestion des fumiers, on soutient les services offerts aux producteurs dans une approche collective visant à mieux structurer le marché de l'offre et de la demande des lisiers de porcs.

Finalement, les aspects de la santé publique étant cruciaux, la Fédération souhaite donner suite à la recherche qu'elle a effectuée en 1998-1999 pour évaluer les impacts de la production porcine sur la santé publique. La Fédération souhaite, cependant, que tous travaux subséquents au chapitre de la santé publique soient réalisés avec les ministères et les organismes concernés.

PROPOSITIONS de la Fédération pour atteindre l'équilibre en fertilisation :

- ✓ ***Que les pratiques agroenvironnementales pour la réduction des volumes de lisiers et la diminution des rejets d'azote et de phosphore dans les lisiers soient grandement encouragées pour la majorité des producteurs de porcs.***
- ✓ ***Que l'implantation de nouveaux sites d'élevage dans les bassins en surplus de lisiers ne soit possible que pour les producteurs disposant de 100 % des superficies d'épandage requises, en propriété, pour respecter immédiatement la norme phosphore établie pour 2010.***

✓ ***Que les technologies de traitement partiel des lisiers à la ferme soient privilégiées et encouragées comme moyen de mise en conformité des exploitations porcines existantes à la norme de concentration de phosphore de 2010.***

✓ ***Que soit exclue et interdite toute nouvelle installation de production porcine considérée sans sols.***

✓ ***Que les technologies de traitement complet des lisiers, à la ferme ou dans des installations collectives, soient réservées prioritairement aux exploitations porcines actuellement implantées dans les bassins en surplus et ne disposant pas des superficies requises pour se conformer aux exigences réglementaires pour le respect de la norme phosphore.***

✓ ***Qu'un programme structuré d'implantation des techniques de traitement partiel et complet des lisiers à la ferme jusqu'à la mise en marché des biosolides soit mis en place par les gouvernements en collaboration avec les producteurs de porcs.***

✓ ***Que le Gouvernement assure le financement nécessaire aux organismes de gestion des fumiers afin de leur permettre de remplir leur mandat premier qui est d'assister les producteurs à gérer les surplus de lisier de leurs entreprises et ainsi éviter toute surfertilisation.***

L'implantation des nouveaux équipements requis pour le traitement des lisiers à la ferme suppose que des aides gouvernementales soient accordées par les gouvernements en ajoutant cette option technologique à la liste des équipements admissibles pour les subventions à des fins de meilleure gestion environnementale. Un programme structuré devra être mis en place par le Gouvernement et la Fédération en collaboration avec les ministères responsables pour le développement et l'accréditation environnementale des technologies de traitement partiel et complet des lisiers, de même que pour le financement et l'implantation planifiée des équipements requis dans les installations de production porcine.

Gérer et valoriser les excédents

Les technologies de traitement, tout en diminuant les quantités de lisiers à épandre et les besoins de superficie pour ce faire, produisent comme extrants des matières fertilisantes dont il faudra disposer à l'extérieur des fermes. Les biosolides de grande valeur fertilisante devront être transformés pour cibler d'autres marchés à valeur ajoutée. La prise en charge et la gestion de ces matières fertilisantes issues des activités de la production porcine dépassent la seule responsabilité des producteurs. Elles supposent de vigoureuses interventions des gouvernements et des consommateurs dans plusieurs secteurs d'activités pour créer les débouchés pour ces matières fertilisantes de valeur.

Les biosolides tirés du traitement du lisier constituent ainsi une matière recyclée qui peut avoir une utilisation commerciale. En effet, des matières organiques et des fertilisants sont utilisés en quantités appréciables, par exemple par les municipalités pour leurs besoins d'aménagement paysager, par les individus pour leurs jardins et leurs pelouses, par les propriétaires de terrains de golf et pour bien d'autres usages encore. Selon les statistiques de l'association des fabricants d'engrais du Québec, près de 50 000 tonnes de phosphore minéral ont été vendues en 2000-2001 pour répondre à ces divers besoins de fertilisation.

Déjà, la Fédération participe à un projet de recherche pour implanter une usine pilote de granulation à partir des biosolides générés par le traitement des lisiers de porc. Les producteurs croient que, si des moyens favorisant la mise en marché et incitant à l'utilisation d'engrais organiques étaient mis en place par les gouvernements, il serait possible de substituer une fraction des engrais minéraux encore utilisés en grandes quantités, même en agriculture. En 1998, les grandes cultures couvraient plus du tiers des terres agricoles du Québec, soit 729 000 hectares. Environ 35 % d'entre elles reçoivent des fumiers, des lisiers et d'autres engrais organiques. Toutefois, 85 % de ces superficies en culture font actuellement appel à des engrais minéraux, ce qui constitue un potentiel intéressant pour le remplacement par des fertilisants provenant des surplus d'élevages. Des incitatifs financiers seront nécessaires pour encourager des changements des pratiques culturales de fertilisation et pour créer les débouchés pour les fertilisants

organo-minéraux. Mais peut-être seront-ils insuffisants, ce qui supposerait le recours à une législation provinciale sur la fabrication et la mise en marché des engrais organo-minéraux.

PROPOSITIONS de la Fédération pour gérer et valoriser les excédents :

- ✓ *Que la Fédération, en collaboration avec les intervenants du milieu et le Gouvernement, mette en place des stratégies de fertilisation pour divers utilisateurs d'engrais minéraux pour promouvoir l'utilisation des sous-produits issus des technologies de gestion et de traitement du lisier de porc (compost, engrais organiques granulés et organo-minéraux)*
- ✓ *Que le Gouvernement en collaboration avec la Fédération élaborent un programme pour la valorisation des biosolides générés par les technologies de traitement du lisier de porc (engrais organiques), qui porte sur la fabrication, les débouchés et la mise en marché.*
- ✓ *Que la possibilité de mettre en place des centres régionaux de gestion et de mise en marché des engrais organiques et organo-minéraux provenant de la production porcine soit évaluée et implantée avec un support financier adéquat de l'État.*
- ✓ *Que le Gouvernement du Québec évalue les opportunités pour mettre en place les moyens incitatifs et réglementaires requis pour assurer l'utilisation et la vente d'une proportion significative d'engrais organiques comme matières fertilisantes de substitut aux engrais minéraux.*

Une telle approche de gestion des matières fertilisantes, en favorisant une augmentation de l'utilisation des engrais organiques en remplacement des engrais minéraux, fait appel à la cohérence des interventions gouvernementales dans tous les secteurs d'activités qui sont utilisateurs d'engrais. La valorisation maximale des matières organiques produites et leur recyclage comme substituts aux engrais chimiques se traduiront non seulement par des gains environ-

nementaux par l'utilisation de ressources renouvelables, mais aussi par des bénéfices économiques qu'il faudrait quantifier dès que possible.

Minimiser les impacts environnementaux

Les impacts de la production porcine sur les diverses composantes de l'environnement, soit les sols, l'air et l'eau sont des aspects de la gestion environnementale pour lesquels les producteurs sont interpellés. Une grande partie des sources de contamination du milieu reliées à la production porcine, notamment les émissions dans l'air et la contamination des eaux dues aux épandages, sera réduite par les mesures proposées précédemment pour diminuer les odeurs, pour équilibrer la fertilisation et pour gérer les surplus de lisiers.

Toutefois, une certaine pollution diffuse peut subsister malgré ces mesures, par exemple le lessivage de matières nutritives et leur entraînement vers les cours d'eau par le ruissellement de surface ou le drainage des eaux souterraines. La protection de la qualité de l'eau est en partie liée au maintien du pouvoir épurateur et filtrant des rives des cours d'eau. Déjà, des restrictions aux activités d'épandage ont été imposées par le *Règlement sur les exploitations agricoles* et par la *Politique sur la protection des rives, du littoral et des plaines inondables* pour la conservation et la protection de bandes riveraines de trois mètres le long des cours d'eau. Les producteurs de porcs respectent ces limites dans leurs activités de culture et d'épandage des lisiers. Pour les producteurs, ces bandes riveraines sont suffisantes pour jouer leur rôle tampon entre les sols en culture et les cours d'eau.

La protection de la qualité de l'eau deviendra sous peu une responsabilité collective confiée aux différents usagers et protecteurs des eaux des rivières et des autres plans d'eau. La Politique de l'eau instaurée récemment par le Gouvernement du Québec prévoit que les organismes de gestion par bassins versants s'assureront, en concertation avec les usagers, de la préservation de la qualité des eaux des rivières, en instaurant des pratiques environnementales dans tous les secteurs d'activités susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des cours d'eau. Les producteurs de porcs, comme l'ensemble des agriculteurs, seront des partenaires actifs de cette gestion des rivières par bassins versants. Les producteurs de porcs ont d'ailleurs participé de près aux expériences pilotes de gestion par bassins versants dans les bassins des rivières Chaudière et Boyer. Ils sont aussi présents dans plusieurs organismes de rivières.

Les producteurs de porcs sont disposés à faire encore davantage pour la prévention des impacts sur l'environnement de leurs activités et pour la préservation de la qualité des ressources et du milieu, notamment en regard de la biodiversité du milieu naturel. Désireux de s'engager de façon volontaire dans des initiatives proactives de protection de l'environnement, les producteurs porcins ne croient pas que les réglementations environnementales coercitives et contraignantes sont les plus indiquées pour obtenir les meilleurs gains en termes de protection de la qualité du milieu.

Toutefois, les incitations doivent être maintenues pour atteindre le plus rapidement possible les meilleures performances environnementales. Pour ce faire, la Fédération compte sur trois instruments principaux dont certains sont déjà en place et d'autres en voie de développement: le portrait agroenvironnemental, l'écoconditionnalité et la certification environnementale.

Le premier a été mentionné à plusieurs reprises : il s'agit du portrait qui intègre les plans des interventions agroenvironnementales de la production porcine. Ces plans visent des objectifs réalistes à atteindre d'ici 2004. La Fédération propose de réviser les objectifs et les mesures à mettre en place en fonction des exigences nouvelles et des attentes additionnelles qui découleront de la présente audience publique et des décisions gouvernementales qui suivront.

Le deuxième instrument d'incitation à des efforts accrus de protection de l'environnement par les producteurs est l'écoconditionnalité. L'écoconditionnalité suppose que les aides gouvernementales soient assujetties au respect par les producteurs des exigences réglementaires aux plans environnemental et agricole. Déjà, la Fédération a adhéré au principe de l'écoconditionnalité. Elle a signé une convention pour sa mise en œuvre en 2001. Cette convention a permis de mettre en place un groupe de travail et un comité technique conjoints afin d'élaborer un *Plan de mise en œuvre de l'écoconditionnalité*. Le rapport a été déposé en avril 2002.

Celui-ci décrit l'approche générale, les principes retenus, les programmes d'assurance stabilisation des revenus agricoles visés, les pratiques agroenvironnementales ciblées et un échéancier de réalisation.

L'échéancier prévoit la mise en place d'un projet pilote pour valider l'approche retenue et les mécanismes de contrôle relatifs aux pratiques agroenvironnementales. Cependant, la mise en place complète du projet pilote sur l'écoconditionnalité est conditionnelle aux résultats de plusieurs dossiers. Certains se sont conclus en 2002 tels que le nouveau REA, la loi 99 sur le transfert d'information et les orientations de la Financière sur l'écoconditionnalité. D'autres sont cependant en cours, soit:

1. Les résultats des bancs d'essai du plan d'accompagnement du MAPAQ.
2. L'harmonisation des banques de données entre les organismes impliqués dans le transfert d'informations requises pour la mise en place de l'écoconditionnalité.
3. L'analyse d'une méthode de calcul pour faire un lien entre le nombre de porcs autorisés (porcs en inventaire inscrits sur le certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement) et le nombre de porcs produits annuellement selon les performances spécifiques de l'entreprise porcine.

Malgré l'attente des résultats de certains dossiers, le comité « projet pilote » a démarré des travaux dès novembre 2002 pour harmoniser les banques de données et analyser une méthode de calcul pour faire le lien entre les porcs autorisés et les porcs produits par lieu d'élevage.

Le troisième instrument d'appui des efforts des producteurs pour une meilleure gestion environnementale est la certification environnementale. Une norme de gestion environnementale pour les exploitations porcines est en voie d'élaboration par l'Association canadienne de normalisation (ACNOR) en collaboration avec le Conseil canadien du porc. Cette norme spécifique à la production porcine s'inscrit dans la lignée des normes de certification environnementale ISO 14000. Un projet pilote est en cours auprès de 15 entreprises porcines canadiennes, dont 4 ont été sélectionnées au Québec pour vérifier l'applicabilité du système de gestion environnementale. La version définitive de la norme pour la certification de la production porcine est prévue pour l'été 2003. Les exigences de la norme portent sur le respect des réglementations environnementales, l'amélioration continue des performances et la

prévention de la pollution et des nuisances par les activités agricoles. Un minimum de six aspects environnementaux pouvant avoir des effets négatifs sur l'eau, l'air et le sol sont ciblés pour l'obtention de la certification environnementale, incluant notamment la gestion des fertilisants, ainsi que la diminution des odeurs et des poussières. Pour faciliter l'adhésion des producteurs de porcs au système de gestion environnementale, la Fédération développera des outils pour accompagner les producteurs dans l'implantation de ce système à l'échelle de la ferme.

PROPOSITIONS de la Fédération pour minimiser les impacts environnementaux :

- ✓ *Que le principe de l'écoconditionnalité soit reconnu et applicable à un soutien financier bonifié pour les coûts environnementaux absorbés par les producteurs dans l'adoption de bonnes pratiques, et que sa mise en œuvre soit instaurée graduellement.*
 - ✓ *Que la certification environnementale des exploitations porcines soit reconnue par les autorités environnementales et agricoles comme satisfaisant aux exigences de l'écoconditionnalité.*
 - ✓ *Que des pratiques de rotation des cultures, de conservation des boisés, de protection de bandes riveraines soient adoptées par les producteurs sur leurs propriétés.*
-

Les producteurs porcins québécois sont déjà engagés dans une démarche d'envergure afin d'adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Les producteurs sont maintenant disposés à poursuivre et à intensifier ces efforts pour prévenir et régler l'ensemble des problématiques environnementales reliées à leur secteur de production. L'ouverture des collectivités et le soutien gouvernemental sont néanmoins essentiels pour donner aux initiatives environnementales des producteurs toute leur portée et pour en garantir le succès afin que tous s'inscrivent dans une démarche de développement durable.

Poursuivre la recherche sur la santé publique

Pour les producteurs de porcs, l'aspect de la santé publique est un sujet de première importance qui les tient à cœur tout autant que la société en général. D'abord, ils sont les premiers concernés travaillant, jour après jour, directement à l'intérieur de leur ferme et étant en contact constant avec leurs animaux et leurs rejets. De plus, la majorité des producteurs puisent leur eau à partir de puits localisés sur leurs terres agricoles. Bien que les producteurs n'accusent pas de problèmes de santé significatifs, il n'en demeure pas moins qu'ils suivent de près les études qui portent sur la santé des travailleurs.

Compte tenu du fait que l'aspect de la santé publique est primordial, les producteurs ont décidé en 1998, dans le cadre du volet recherche du plan agroenvironnemental, de constituer un groupe de travail « Santé » pour faire la lumière sur cette problématique. Ce groupe de travail multidisciplinaire se composait de trois chercheurs et de leur équipe de recherche, spécialisés en toxicologie, épidémiologie et santé animale.

Le mandat confié à ce groupe de travail était d'effectuer une revue de la littérature scientifique sur les impacts de la production porcine sur la santé publique et de proposer des pistes de recherche en vue d'améliorer les connaissances.

Pour réaliser son mandat, le groupe de travail a identifié trois types de contaminants qui ont fait l'objet d'une attention particulière. Il s'agit des contaminants de nature microbiologique, des contaminants de nature chimique et des composés volatils à l'origine des odeurs dégagées par la production porcine. Différentes banques de données informatisées, publications et rapports provenant des ministères de la Santé, de l'Environnement et de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, touchant de près ou de loin à la problématique, ont été consultés. Pour être retenus, les documents de référence devaient :

- *témoigner d'une situation comparable à celle observée dans le contexte québécois;*
- *se limiter aux impacts sur la santé des populations vivant dans l'environnement des lieux de production (excluant les effets sur la santé des travailleurs des*

entreprises porcines);

- *faire état des impacts des contaminants et des odeurs pouvant affecter la qualité de l'eau, de l'air, du sol et avoir des répercussions sur la santé des populations;*
- *aider à comprendre la problématique et suggérer des mesures préventives ou curatives pour minimiser les impacts de la production porcine sur l'environnement.*

Au total, 393 documents de référence ont été retenus pour la réalisation de cette revue de littérature. À la lumière des documents répertoriés, aucun n'a pu démontrer scientifiquement et hors de tout doute que la production porcine, lorsque pratiquée selon les règles de l'art, affecte la santé des populations rurales vivant près des sites de production. Cependant, la production porcine, comme plusieurs autres activités industrielles ou humaines, constitue un risque de pollution du milieu.

La revue de littérature scientifique a permis de faire ressortir que certains risques avaient été surévalués. Cependant, la mise à jour des connaissances et l'estimation des risques réels liés à certains contaminants de nature microbiologique et chimique dans un contexte québécois de production porcine sont des recommandations majeures du groupe de travail.

PROPOSITIONS de la Fédération pour poursuivre la recherche sur la santé publique :

- ✓ *Que la Fédération donne suite aux recommandations émises dans le rapport Revue de la littérature scientifique traitant des impacts de la production porcine sur la santé publique, publié en août 1999.*
 - ✓ *Que les recherches à venir portant sur la santé publique menées par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et ses départements de santé publique se fassent en collaboration étroite avec le milieu agricole, notamment la Fédération des producteurs de porcs du Québec.*
-

✓ *Que des indicateurs et des mesures de suivi (eau, air, sol, santé des travailleurs) soient développés pour évaluer s'il y a des impacts réels et tenir compte de leur évolution, le cas échéant.*

4. LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE : UNE CONDITION POUR UN ENVIRONNEMENT MEILLEUR

En agriculture, les liens entre économie et environnement sont très étroits. Les conditions économiques de la production porcine ont été au cœur des discussions en audiences publiques sur les performances environnementales du secteur. Dès le début des séances publiques d'information, la situation de la production porcine québécoise dans le contexte économique nord-américain et mondial a été présentée et discutée (Groupe AGECO, 23 octobre 2002). Combinés à cette présentation initiale, les échanges sur ce thème qui se sont déroulés au cours des audiences publiques ont permis de constater les changements récents et rapides du cadre dans lequel évolue la production porcine québécoise.

En un peu plus d'une décennie, la production porcine s'est transformée pour devenir un chaînon essentiel d'une filière agroalimentaire engagée dans une modernisation sans précédent. Depuis le début des années 1990, les objectifs mêmes de la production porcine québécoise ont significativement changé. Alors que la volonté d'autosuffisance du Québec pour répondre aux besoins alimentaires de sa population guidait jusque-là les producteurs dans leur développement, la commande politique au secteur agricole a profondément changé au cours de la dernière décennie. Il fallait faire du secteur agroalimentaire un fleuron de l'économie québécoise et en augmenter l'importance en visant l'exportation des produits québécois sur les marchés mondiaux.

Les producteurs de porcs ont été rapides et efficaces à répondre à cette nouvelle volonté de la société québécoise. Au cours de cette période, et portée par la vague de la mondialisation de l'économie, la production québécoise de porcs a connu une accélération appréciable en quelques années,

contribuant à l'atteinte dans des délais plus courts que prévu des objectifs d'augmentation des exportations agricoles. Les résultats des audiences publiques actuellement en cours seront déterminants pour que la place que s'est taillée la production porcine québécoise sur les marchés québécois et mondiaux soit maintenue. Les producteurs de porcs se sont ainsi efforcés d'identifier les conditions qui, tout en répondant aux exigences accrues de performances environnementales et sociales, assureront la viabilité économique et les possibilités de développement du secteur porcin québécois.

4.1 La vision des acteurs : développement et compétitivité

Les points économiques soulevés en audiences publiques ont surtout touché les modes de production et les soutiens gouvernementaux, notamment à l'égard de la grosseur croissante des fermes, du phénomène de la concentration des élevages et de la tendance à la diminution des fermes familiales au profit des entreprises intégrées de production. Ces dernières sont grandement ciblées du fait du modèle industriel de l'agriculture qu'elles véhiculent. Un des irritants souligné à maintes reprises concernant les intégrateurs réside dans leur accès aux diverses aides gouvernementales à la production agricole. Les premières étapes des audiences publiques ont aussi abordé deux autres dimensions économiques de l'agriculture, soit ses impacts sur l'économie et la considération des coûts environnementaux dans les décisions de développement des divers secteurs de production.

Ces aspects économiques sont au cœur des préoccupations des producteurs de porcs. Aux prises avec les exigences de rentabilité de leurs entreprises, devant s'adapter à des marchés de plus en plus compétitifs et voulant continuer à offrir leurs produits à meilleur prix pour les consommateurs, les producteurs estiment que, face à l'avenir du secteur porcin, la société québécoise a maintenant à déterminer les règles du jeu pour le développement futur de la production porcine, développement qui ne sera possible et viable que si les conditions pour le maintien de la compétitivité des producteurs sur les marchés locaux et internationaux sont respectées.

4.1.1 Le développement de la production porcine

Les citoyens participants : l'opposition aux mégaporcheries

Les motifs principaux de craintes des **citoyens** face aux exploitations existantes et d'opposition aux divers projets d'implantation de nouvelles installations sont les suivants :

- La taille des fermes et des sites de production, ainsi que la tendance à des fermes porcines de plus en plus grosses;
- La perspective de développement d'installations porcines, que l'opinion publique associe directement à l'image de mégaporcheries;
- L'augmentation rapide de la production québécoise;
- La place de plus en plus importante prise par les entreprises d'intégration dans l'évolution de la production porcine au Québec;
- Les effets de la concentration de la production porcine, soit la disparition des fermes familiales et les faibles retombées économiques régionales d'entreprises dont les décideurs sont absents du territoire.

Les producteurs : des possibilités de développement à préserver

Pour les **producteurs**, le développement à venir de la production porcine devra tenir compte des préoccupations des citoyens et des communautés, mais aussi des conditions actuelles qui permettent au secteur porcin québécois d'atteindre des performances économiques enviables :

- Des règles à établir assurant la rentabilité des exploitations, un revenu décent pour les producteurs et une qualité de vie;
- Des garanties du maintien des outils et des avantages de la mise en marché collective des porcs;
- La possibilité de donner un panier d'épicerie au plus bas prix possible pour les consommateurs;
- La nécessité d'augmenter les supports financiers de l'État;

- Des modalités d'allocation favorisant la diversité actuelle des modes de production;
- La préservation des fermes à caractère familial dont les propriétaires sont présents sur leurs terres et engagés dans leurs communautés;
- Le refus du modèle industriel des mégaporcheries encore absent au Québec jusqu'à maintenant et à éviter dans l'avenir.

4.1.2 La compétitivité du secteur porcin québécois

Les citoyens participants : des coûts sociaux et environnementaux à assumer

Les constats et les opinions des **citoyens** participants portent aussi sur les impacts économiques et les coûts sociaux de la production porcine :

- Calcul des impacts économiques de l'agriculture en général, et de la production porcine en particulier, n'intégrant pas les coûts sociaux et environnementaux;
- Retards et déficit actuels de l'assainissement agricole au Québec;
- Partie substantielle (50 %) des dommages causés à l'environnement attribuable aux exportations;
- Coûts environnementaux et sociaux assumés par les collectivités qui accueillent les unités de production des porcs destinés à l'exportation;
- Insuffisance des investissements des producteurs et de l'État en assainissement agricole;
- Remise en question des subventions aux grands producteurs qui bénéficient déjà d'économies d'échelles;
- Besoin d'aides gouvernementales accrues pour les améliorations environnementales des fermes porcines de dimensions plus modestes.

Les producteurs : une responsabilité partagée

Les **producteurs** estiment que des coûts environnementaux et sociaux sont graduellement assumés par les exploitations porcines. L'augmentation des coûts a des conséquences à considérer :

- *Risque de compromettre la compétitivité du secteur porcin québécois sur les marchés internationaux;*
- *Insuffisance des aides gouvernementales requises pour appuyer les producteurs dans leurs investissements environnementaux;*
- *Programmes de soutien en retard sur les nouvelles exigences réglementaires qui fixent des délais très courts de conformité;*
- *Conséquences des réglementations environnementales, par exemple la surenchère sur le prix des terres agricoles et la difficulté de transférer à la relève les exploitations.*

4.2 La mise en contexte : soumis aux règles du marché

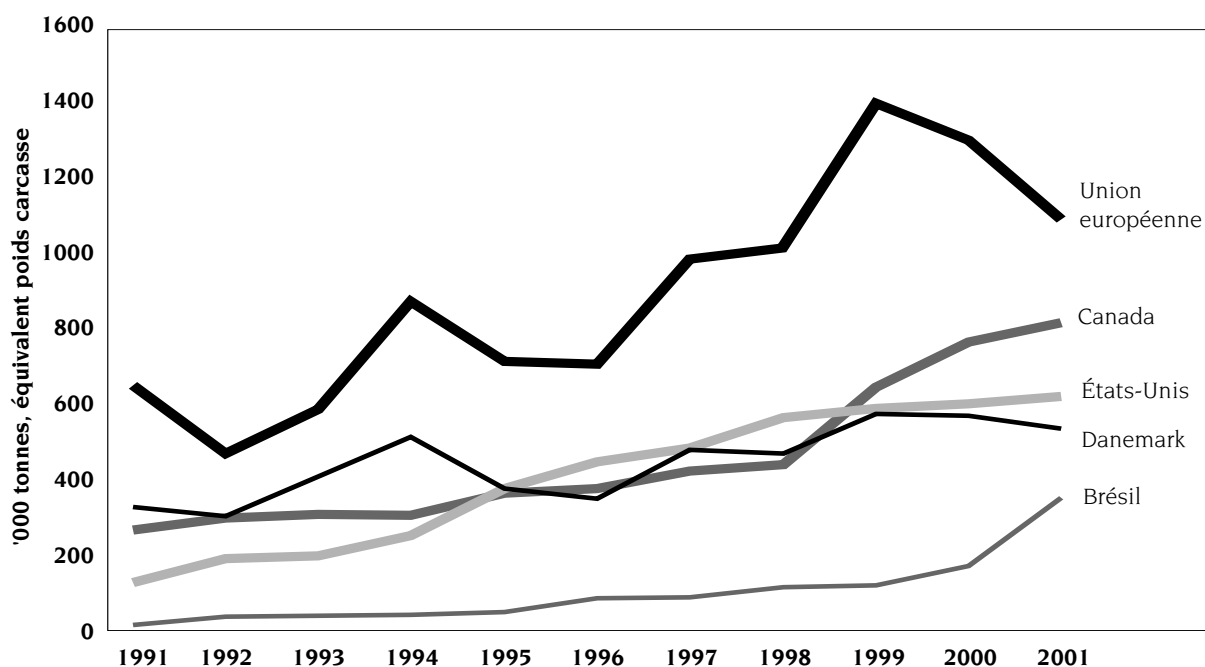
Comme d'autres acteurs majeurs des divers secteurs de l'agriculture, la Fédération des producteurs de

porcs du Québec a exposé à la Commission du BAPE la situation de la production porcine québécoise dans l'environnement économique de son développement. Les principaux traits que ce portrait économique a fait ressortir sont la concurrence sur les marchés mondiaux, la volatilité des prix payés aux producteurs et la situation financière fragile des entreprises.

Les marchés mondiaux du porc ont connu une expansion constante au cours des 15 dernières années. Plusieurs provinces canadiennes dont le Québec, et d'autres pays producteurs tels les États-Unis, le Danemark, l'Union européenne et le Brésil ont cherché à s'accaparer la plus grande part possible de ces marchés en croissance. Jusqu'à maintenant, les producteurs québécois ont su tirer leur épingle du jeu dans ce marché compétitif et se sont assurés d'une part de 0,5 % de ce marché mondial auquel est destinée la moitié de la production québécoise. La valeur de ces exportations dépasse 800 millions de dollars annuellement. La part québécoise des

Graphique 5

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE VIANDE PORCINE SUR LES MARCHÉS MONDIAUX (1991 À 2001)



Source : USDA 1990 -2002

exportations canadiennes se situe entre 30 % et 40 % ayant fluctué au cours des années récentes. Récemment, de nouveaux joueurs se sont ajoutés dans la compétition mondiale. C'est le cas par exemple des provinces de l'ouest du Canada à la recherche de débouchés à valeur ajoutée pour leurs surplus de grains, ou de pays comme le Brésil qui veulent mettre à profit les conditions favorables de leur agriculture.

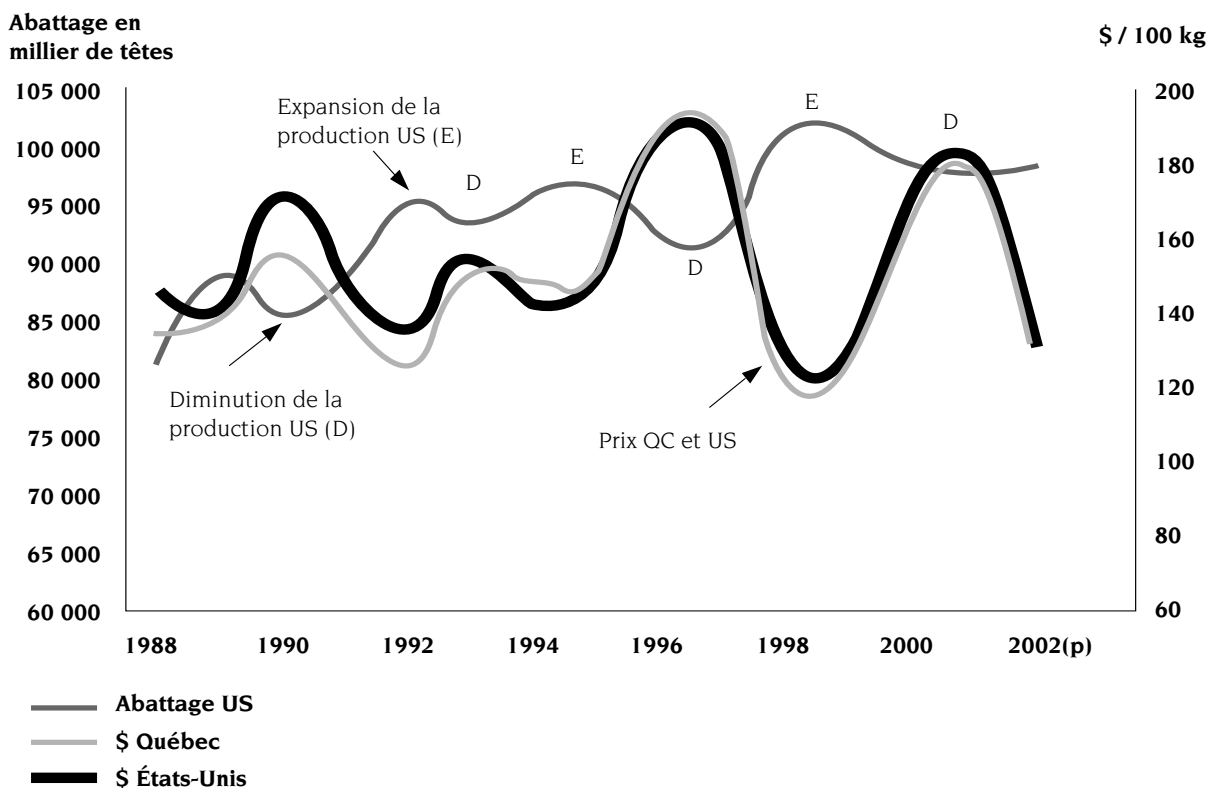
Ce portrait mondial démontre que le secteur porcin québécois évolue dans un marché basé sur le libre-échange et à proximité d'un joueur majeur, les États-Unis. C'est aussi le marché nord-américain qui détermine les conditions du marché au Québec, d'autant plus que les entreprises québécoises de transformation sont en concurrence directe avec des géants américains de la production, de la trans-

formation et de la mise en marché, tant pour l'accès aux marchés internationaux que pour l'approvisionnement des supermarchés québécois. Les prix des produits du Québec doivent impérativement rester compétitifs, sans quoi ces produits disparaîtront du marché puisque, dans le contexte du libre-échange, les détaillants peuvent offrir de la viande de porc d'origine étrangère si elle est moins chère que celle produite au Québec.

La pression subie par les producteurs québécois est facilement imaginable face à des prix qu'ils ne contrôlent pas et qui dépendent avant tout des décisions de nos voisins du Sud. La production québécoise de 7 millions de porcs ne pèse pas lourd face à celle des Américains qui atteint 100 millions de porcs. Il suffit d'une augmentation de 1 % de la production

Graphique 6

VARIATION DES PRIX AU QUÉBEC ET AUX ÉTATS-UNIS EN FONCTION DE LA PRODUCTION AMÉRICAINE



Sources : USDA (1996 à 2001) et GREPA (1996) et FPPQ

aux États-Unis pour faire chuter les prix au Québec de 5 %. Et l'inverse est aussi vrai. En outre, des événements mondiaux, tels que les maladies des troupeaux européens ou la crise financière au Japon, ajoutent une influence additionnelle sur la variation des prix américains. Enfin, les prix sont sujets à des fluctuations saisonnières en fonction de périodes de forte ou de faible production en Amérique du Nord. Les courbes de prix au Québec et aux États-Unis suivent exactement les mêmes tendances.

Malgré cela, les producteurs québécois ont su se maintenir dans ce marché compétitif et conserver leur part des exportations. Le succès des producteurs québécois sur un marché qu'ils ne contrôlent aucunement s'explique par les outils mis en place par le Québec pour faire face aux incertitudes liées aux variations de prix et gérer les risques financiers qui en découlent. Ces outils visent l'obtention de revenus suffisants pour couvrir les coûts de production, tout en assurant la stabilité et la santé financière de leurs fermes. Les deux principaux outils sont la mise en

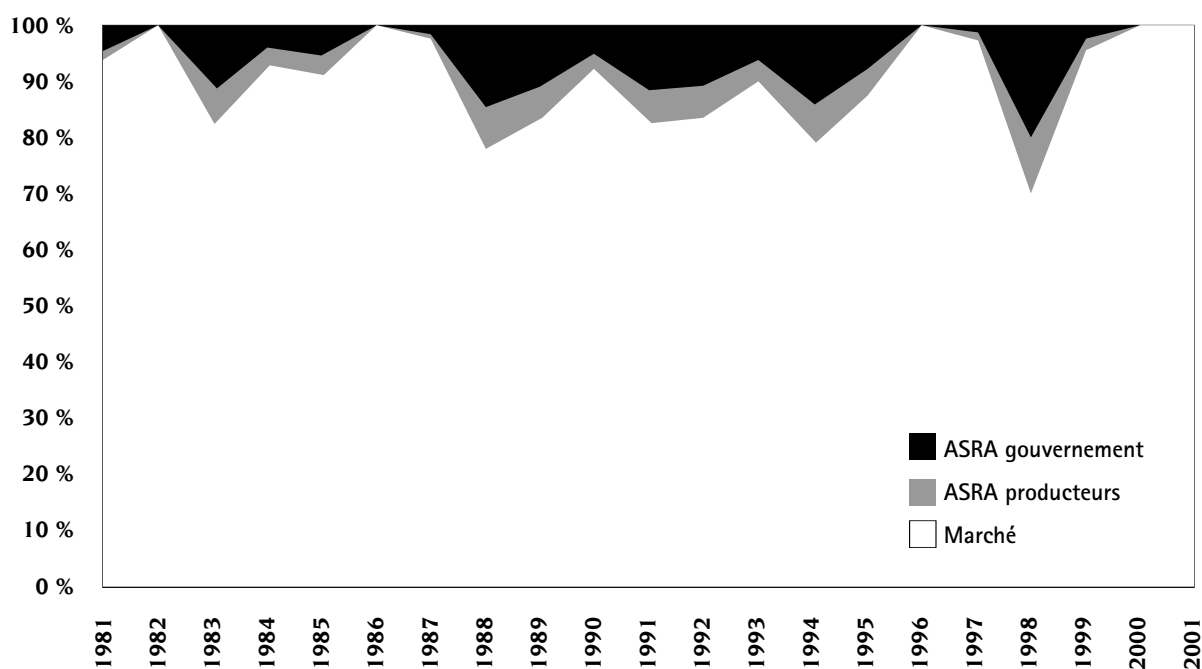
marché collective et l'Assurance stabilisation des revenus agricoles (ASRA).

Le système de vente centralisé mentionné précédemment, soit l'Encan électronique, assure la vente de tous les porcs produits au Québec. Ainsi, 100 % des porcs produits sont abattus dans des abattoirs majeurs, tous de propriété québécoise. Gros ou petits, situés loin ou près des abattoirs, tous les producteurs porcins ont accès aux mêmes marchés et reçoivent les mêmes prix pour les porcs livrés. Cet accès équitable au marché et à des prix égaux pour tous a permis jusqu'à maintenant aux producteurs québécois d'obtenir un prix équivalent à celui qui est offert sur le marché américain.

Ces avantages de la mise en marché collective sont complétés par un partage des risques des agriculteurs avec les gouvernements, grâce à l'ASRA. Cette couverture, dont les coûts sont assumés conjointement par les producteurs et les gouvernements, est une pratique courante dans la plupart des pays

Graphique 7

PROVENANCE DES REVENUS DES PRODUCTEURS DE PORCS (1981 - 2001) POUR LE RÉGIME PORC À L'ENGRAISSEMENT



occidentaux, car elle contribue à stabiliser la production agricole dans ces pays. Ce soutien aux producteurs reste néanmoins modeste en proportion des revenus provenant des ventes des porcs. Depuis 1997, les revenus des producteurs proviennent à 92,7 % du marché. Depuis la mise en place de l'Encan électronique, le soutien gouvernemental a d'ailleurs constamment diminué puisque l'écart entre les prix du porc aux États-Unis et les prix offerts au Québec s'est rétréci.

Enfin, le maintien de la santé financière des fermes est un autre défi pour les producteurs, et non le moindre compte tenu des augmentations récentes et à prévoir des coûts de production pour la gestion environnementale des exploitations, la salubrité des élevages et la qualité des produits. Sur la rentabilité des fermes, la marge de manœuvre des producteurs est de plus en plus étroite. D'une part, l'écart entre le prix payé aux producteurs et le prix au détail se creuse constamment. Les prix en épicerie ont doublé en 25 ans, alors que le prix payé aux producteurs est resté le même. D'autre part, les consommateurs demandent une viande de moins en moins chère, plus maigre et répondant aux critères les plus sévères de qualité. Les efforts des producteurs pour répondre à ces exigences, quoique très coûteux, se sont traduits par des améliorations significatives d'efficacité et de productivité.

Ces pressions à la baisse sur les prix et à la hausse sur les coûts de production ont pour conséquence la très grande vulnérabilité de la situation financière des fermes. Au cours des trois dernières années, l'exploitation porcine moyenne au Québec, comptant 198 truies et produisant 3136 porcs, a généré des revenus moyens de près de 496 000 dollars. Cette ferme n'a laissé au producteur qu'un bénéfice moyen de 27 815 dollars par année, ce pour des investissements moyens de 667 000 dollars et un endettement de 417 000 dollars. On comprend facilement les inquiétudes des producteurs et leurs réticences à se lancer dans de nouveaux investissements, surtout lorsqu'ils se retrouvent en période de bas prix de vente. Cette situation de bas prix, et de pertes financières pour les producteurs, se retrouve présentement au moment précis où la Commission a à se prononcer sur un modèle de développement qui soit viable économiquement pour la production porcine.

4.3 Les propositions : une mince marge de manœuvre

Les producteurs de porcs espèrent que ce portrait du cadre économique de leur production saura démontrer à la Commission et la société québécoise leur mince marge de manœuvre financière et la nécessité que la collectivité québécoise accepte de continuer son soutien par le biais des outils de partage de risques. Au cours des dix dernières années, le secteur porcin a contribué à créer une filière agro-alimentaire dont l'apport à l'économie du Québec est important. Les producteurs porcins sont disposés à améliorer encore leurs pratiques et à faire leur part dans les coûts à assumer pour répondre aux exigences croissantes de la société pour l'environnement et pour la santé. La Fédération tient néanmoins à affirmer que la société québécoise devra aussi prendre sa part de responsabilités et d'engagements pour aider les producteurs dans cette nouvelle phase d'amélioration de leurs pratiques et de leurs produits. Toute la société en sera d'ailleurs gagnante.

Les objectifs économiques des producteurs

Les objectifs que se donnent les producteurs face aux enjeux et aux défis économiques et les mesures qu'ils proposent dans le cadre de cette présentation à la Commission sont :

- En regard des possibilités de développement du secteur porcin :
 - *l'adoption de modèles de production répondant aux préoccupations sociales actuelles;*
 - *la mise en place de moyens et de conditions permettant le développement du secteur, maintenant l'équilibre entre les modes de production et facilitant les possibilités de relève.*
- En regard de la compétitivité des exploitations porcines :
 - *des moyens pour permettre au secteur porcin d'atteindre les objectifs environnementaux de la société québécoise.*

4.3.1 La continuité basée sur les forces et les acquis

Les producteurs de porcs croient que le modèle de développement du secteur à adopter pour le futur doit d'abord reconnaître les acquis de la production porcine qui en font aujourd'hui une force économique du Québec et des régions. Le modèle de la Fédération mise ainsi sur la continuité, tant dans le maintien des divers modes de production en place, que dans le maintien de la part des produits québécois sur les marchés mondiaux.

Assurer une croissance modérée

Les producteurs estiment pouvoir répondre aux attentes sociales en offrant un modèle de développement de la production porcine qui, sur le plan économique, balise la grosseur des exploitations, les modes de production et le rythme de croissance du secteur, étant entendu que les exigences environnementales et sociales sont satisfaites.

La taille des sites de production à viser par les diverses mesures d'encadrement et de soutien doit répondre aux conditions d'une exploitation en santé financière. En référence à la situation de la ferme moyenne présentée précédemment, le modèle qui pourrait être prôné par les producteurs pourrait être celui de l'exploitation naisseur-finiisseur regroupant sur un même site de production au plus 600 unités animales. Cette taille pourrait permettre à l'entreprise d'être suffisamment rentable pour assurer un revenu décent au producteur et pour faire vivre convenablement sa famille. À cette contrainte liée à la taille, les producteurs sont d'avis que l'établissement de nouveaux sites d'élevage devra respecter les normes sévères de biosécurité. Ces conditions limiteront l'agglomération des élevages dans certaines zones et permettront de maintenir la qualité sanitaire des troupeaux.

Quant au rythme de croissance à prévoir pour l'ensemble de la production porcine québécoise, les producteurs estiment justifié de viser une croissance équivalente à la croissance mondiale. Cette possibilité de croissance est établie de façon à conserver au secteur porcin québécois sa part actuelle des marchés mondiaux estimée à 0,5 %. D'une part, ce rythme de croissance est relativement modéré, si on réfère au taux de croissance de la production mondiale qui s'est stabilisé autour de 2 % par année depuis 1998.

D'autre part, cette possibilité de croissance suggère que les entreprises existantes et les nouveaux sites de production soient soumis aux conditions très sévères de respect des normes environnementales et à l'acceptation par le voisinage et la communauté des modalités concrètes d'un tel développement. Une croissance même modérée permettra au secteur porcin de conserver son savoir-faire, facteur important de sa compétitivité.

Cependant, afin d'atteindre des objectifs de croissance de la production porcine au Québec à un rythme d'environ 2 % par année, en conciliant les aspects sociopolitiques et environnementaux, la Fédération propose qu'on définisse un mécanisme pour encadrer les orientations du développement de la production porcine au Québec, et ce, dans une perspective à long terme.

Compte tenu de l'importance de bien structurer un plan de développement dans les régions ayant un potentiel de croissance au Québec, le Gouvernement par l'entremise du MAPAQ devrait envisager la mise sur pied d'un groupe de travail restreint et d'y associer les principaux intervenants gouvernementaux, municipaux et agricoles.

Les objectifs recherchés par ce plan seraient de favoriser un développement ordonné de la production en fonction du potentiel de recevabilité des différentes régions en tenant compte des aspects environnementaux, économiques et sociaux. Par ailleurs, la Fédération désire que ce développement soit encadré par des contrôles exercés par le MAPAQ en collaboration avec le MENV pour suivre avec rigueur l'évolution de la croissance de la production sur la base d'un véritable développement durable.

PROPOSITIONS de la Fédération pour assurer une croissance modérée :

- ✓ *Qu'une réflexion en profondeur soit effectuée afin d'évaluer si la limite pour la taille d'une unité de production sur un site d'un exploitant puisse être établie à 600 unités animales pour tous les modèles et ce, en respectant des critères de viabilité. Ajouter à la réflexion la possibilité que le modèle naisseur inclue la pouponnière.*

- ✓ *Que le fait de privilégier le modèle naisseur-finiisseur soit aussi évalué sur la base d'une attribution d'aides financières appropriées et que le maillage entre naisseurs et finisseurs puisse aussi être considéré comme une alternative et ce, dans le but de respecter les choix individuels de modes de production.*
- ✓ *Que les distances entre les sites de production porcine respectent les normes les plus strictes de biosécurité.*
- ✓ *Que la croissance future de l'ensemble du secteur porcin suive la croissance des marchés mondiaux en maintenant la part actuelle du marché détenue par les producteurs du Québec.*
- ✓ *Qu'un mécanisme pour encadrer les orientations de développement de la production porcine au Québec dans une perspective à long terme soit développé en partenariat avec les principaux intervenants concernés, soit la Fédération, les ministères de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Santé ainsi le monde municipal et tout autre intervenants à préciser au besoin.*

Développer de nouveaux outils collectifs

Sur la coexistence de modes de production, les audiences publiques ont permis de faire connaître aux participants la façon dont le modèle québécois s'est développé de manière distincte d'autres pays tels que le Danemark et les États-Unis. Le Québec se distingue par l'importante part de la production qui est assurée par les producteurs indépendants, soit 55 % à 60 % depuis 1994. Ces derniers coexistent avec les producteurs forfaitaires et les intégrateurs. Un équilibre entre ces divers types de production a été maintenu au fil des années, permettant à tous de partager leurs connaissances et de donner ainsi accès aux nouvelles techniques et technologies à l'ensemble des producteurs. Ce partage des connaissances a contribué à améliorer la compétitivité de la filière porcine québécoise.

Cet équilibre est toutefois précaire puisque les exigences environnementales et sanitaires imposent

un fardeau additionnel aux producteurs. Pour les producteurs indépendants, le défi est grand, car il implique qu'ils doivent se donner collectivement des outils qu'ils ne peuvent assumer individuellement. Il est important de signaler que la capacité de payer est différente d'un modèle de développement à l'autre.

Les intégrateurs privés et coopératifs sont déjà bien organisés pour offrir des services de soutien techniques, environnementaux et sanitaires. Pour que les producteurs indépendants aient accès à ces services, l'ensemble des producteurs devront mettre en commun leurs ressources et leurs moyens pour se donner des outils collectifs adaptés et compenser pour les différences de capacité de payer des diverses catégories de producteurs. Le modèle à venir doit ainsi continuer à favoriser un équilibre stable entre les divers modes en place par des mesures assurant la mise en commun et le partage des ressources et des services.

Cette consolidation du modèle actuel de la production porcine supposera des soutiens gouvernementaux à la mise en place d'instruments collectifs accessibles équitablement à tous les producteurs. Ces outils sont notamment du capital de financement, des services d'expertise et des appuis au transfert des fermes à la relève.

PROPOSITIONS de la Fédération pour développer de nouveaux outils collectifs :

- ✓ *Que les structures collectives actuelles, soit la Table filière et le Centre de développement du porc du Québec (CDPQ), soient utilisées à leur maximum pour offrir à tous les producteurs des services professionnels de soutien au développement.*
- ✓ *Que des aides gouvernementales additionnelles soient accordées aux producteurs pour financer ces outils collectifs améliorés ou nouveaux.*
- ✓ *Qu'un meilleur accès au capital de risque auprès de la Financière agricole du Québec soit assuré aux producteurs en place pour permettre leur développement, leur mise en conformité réglementaire et leur relève.*

En se donnant ces nouveaux outils collectifs, les producteurs visent à donner à tous les producteurs des chances égales de développement et d'accès au financement, en même temps que des capacités accrues de faire face aux augmentations de coûts et de productivité qui seront nécessaires pour maintenir leur part de marché tout en satisfaisant les nouvelles exigences environnementales, sanitaires et sociales.

4.3.2 La contribution des gouvernements

La société québécoise est pressée d'imposer au secteur porcin de nouvelles règles du jeu pour la protection de l'environnement et de la santé, ainsi que pour un rétablissement des relations harmonieuses des producteurs avec les autres occupants du milieu rural. Déjà, pour se conformer à la réglementation d'ici 2010, les producteurs doivent envisager des investissements massifs, notamment pour modifier leurs installations, acquérir de nouveaux équipements et ajuster les techniques d'élevage. Ces changements et d'autres qui pourraient survenir après les audiences publiques, ajouteront des coûts environnementaux et sociaux aux coûts actuels de production.

Dans la situation actuelle, si les producteurs devaient assumer seuls les investissements et les dépenses nécessaires dans les délais prescrits, cela signifierait une perte immédiate de la compétitivité de la production porcine québécoise. Pour la Fédération, non seulement les producteurs québécois ne pourraient plus supporter la concurrence des provinces voisines et des États-Unis, mais ils ne pourraient plus supporter la compétition internationale sur leurs propres marchés d'alimentation locale. Sans vouloir évoquer une image catastrophique, il est néanmoins raisonnable de prévoir que de nombreux producteurs québécois seraient forcés de se retirer de ce secteur ce qui priverait de leur gagne-pain autant de familles des régions rurales du Québec.

Garantir des aides publiques

Les producteurs porcins ont constaté l'opinion fort négative de plusieurs sur les soutiens gouvernementaux à la production agricole. Toutefois, au-delà de ces perceptions, les divers intervenants doivent devenir conscients qu'en l'absence d'un tel support des gouvernements, support qui, rappelons-le, est disponible aux producteurs dans la majorité des pays, l'agriculture serait dans l'impossibilité de jouer son

rôle crucial qui consiste à nourrir la population au meilleur prix possible.

La façon pour l'État de dépenser pour soutenir son agriculture et préserver le meilleur prix du panier d'épicerie familial a néanmoins une influence sur l'évolution des productions et sur le modèle qui émergera dans l'avenir. Les producteurs porcins se sont attachés à préciser certaines conditions qui devraient accompagner les aides gouvernementales pour guider le cheminement du secteur porcin dans les avenues souhaitées par la population. Déjà, dans la discussion sur l'intensification de ses engagements gouvernementaux, la Fédération a déclaré son appui à l'adoption au Québec du principe de l'écoconditionnalité dans ses allocations de fonds aux producteurs et à leurs regroupements.

Les leviers disponibles pour l'application de ce principe sont les programmes de sécurité du revenu. Aussi, les aides environnementales devraient être basées sur les frais réels engagés par les producteurs, frais à réviser annuellement pour que les aides versées reflètent la réalité. Ces aides devront ainsi être significativement augmentées, mais avec l'assurance qu'elles ont servi à des interventions environnementales sur les fermes.

Les autres conditions qui devraient encadrer les divers outils financiers et fiscaux de soutien à la production porcine concernent la nature des aides et les critères d'admissibilité des producteurs. D'abord, la plus grande part des aides additionnelles à allouer aux producteurs doit être destinée aux améliorations environnementales. Les aides « vertes » sont en effet considérées acceptables par les grands organismes mondiaux de régulation des marchés tels que l'OMC. Ces subventions environnementales ne viennent donc pas interférer avec le libre marché et n'ont pas conduit jusqu'à maintenant à des obstacles ou à des pénalités pour le commerce mondial des porcs et de leurs produits. Puis, les critères d'allocation des aides actuelles et à venir doivent être ajustés pour soutenir le modèle de développement de la production qui sera privilégié par la société québécoise.

Les propositions faites par les producteurs porcins relatives à ces aides découlent précisément du modèle de « continuité » qui a été décrit précédemment. Ceci suppose par exemple de favoriser la mise en conformité et la consolidation des exploitations existantes engagées activement dans une démarche agroenvironnementale.

PROPOSITIONS de la Fédération pour garantir des aides publiques :

- ✓ *Que le modèle de développement durable de la production porcine qui découlera des présentes audiences publiques prévoie une contribution accrue de l'État pour appuyer les producteurs porcins dans la mise en œuvre des nouvelles pratiques environnementales et sociales.*
- ✓ *Que les aides disponibles s'adressent en priorité aux entreprises existantes disposant d'un certificat d'autorisation en règle ou en voie d'être régularisé et aux prises avec des surplus de phosphore.*
- ✓ *Que les subventions environnementales soient augmentées pour permettre aux entreprises existantes de mettre en place les interventions de réduction des odeurs, de traitement des lisiers à la ferme, de mise en place de services-conseils collectifs et de certification environnementale.*
- ✓ *Que le traitement complet des lisiers ne soit pas sujet aux aides gouvernementales, sauf pour les exploitations existantes aux prises avec des problèmes de surplus dans les bassins où les superficies sont insuffisantes.*
- ✓ *Que les aides portant sur les coûts de production soient basées sur les coûts réels révisés annuellement, incluant donc la portion environnementale et sociale de ces coûts.*
- ✓ *Que les plafonds et les pourcentages des subventions agroenvironnementales soient revus à la hausse pour l'achat des rampes basses, l'augmentation des capacités d'entreposage et les procédés de traitement partiel et complet des lisiers.*
- ✓ *Que le Gouvernement soutienne financièrement et techniquement les initiatives des producteurs porcins en vue de la certification environnementale de leurs exploitations.*
- ✓ *Que les producteurs reçoivent pleine compensation sur les superficies cultivables incluant les bandes riveraines.*

Il ressort de ces propositions que les producteurs sont disposés à assumer leur part des nouveaux coûts environnementaux et sociaux de leur production, mais qu'ils comptent sur une aide gouvernementale accrue pour pouvoir modifier leurs installations et leurs opérations dans les délais prescrits par le *Règlement sur les exploitations agricoles* tout en demeurant viables. L'échéance de 2010 est très rapprochée. Pour pouvoir continuer à bénéficier des avantages d'une production porcine efficace, productive et compétitive mondialement, la société québécoise doit donc accepter d'y investir les sommes nécessaires, comme cela a été fait dans le passé pour l'assainissement municipal et industriel.

Dans le cadre du mandat accordé au Groupe AGÉCO pour évaluer les impacts économiques des nouvelles réglementations, vous trouverez des calculs exhaustifs et détaillés sur les coûts de mise aux normes environnementales des exploitations porcines telles qu'elles étaient lors du Recensement agroenvironnemental des entreprises porcines de 1996.

L'évaluation porte sur les coûts permettant d'augmenter les capacités de stockage des lisiers, la réduction des volumes et de la charge phosphore, la gestion des surplus, l'élaboration des PAEF et des bilans phosphore et l'utilisation des rampes d'épandage.

5. L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE : ENVIRONNEMENT, QUALITÉ DE VIE ET CIVISME

Les aspects sociaux de l'agriculture sont probablement devenus les plus importants dans le débat sur l'avenir du secteur porcin québécois. Il ressort des échanges que l'acceptabilité sociale du modèle québécois de développement porcin constitue le défi le plus crucial et le plus déterminant du débat en cours.

Les producteurs comprennent que cette acceptabilité sociale de la production joue à deux niveaux. Un premier niveau est global et touche l'ensemble du secteur porcin dans ses façons de faire et de se développer. Il réfère à la capacité du monde porcin de protéger l'environnement et la santé, ainsi que de répondre aux attentes de la société québécoise en regard du développement économique et régional.

Le deuxième niveau concerne des préoccupations plus locales de cohabitation harmonieuse des exploitations existantes et projetées avec leur communauté. Des aspects tels que le bon voisinage et la qualité de vie dans les campagnes sont alors en cause.

Les producteurs de porcs ont reçu comme une bonne nouvelle la tenue des présentes audiences publiques, dans l'espoir de trouver des solutions au problème de dégradation du climat social entourant leurs activités. Au cours des dernières années, les producteurs de porcs ont vécu avec difficulté les tensions dues à la multiplication des groupes d'opposition et des conflits remettant en question leurs projets et dans certains cas leur présence même dans certaines régions. Dès le début des audiences publiques, la Fédération a manifesté son ouverture et sa disponibilité à contribuer à l'élaboration des solutions à ces insatisfactions face aux activités du secteur porcin. Ceci a conduit les producteurs à entreprendre une réflexion approfondie sur ces questions sociales et à traduire leurs discussions par quelques suggestions de pistes de réconciliation susceptibles de rétablir la confiance de la société québécoise.

5.1 La vision des acteurs : vivre sur un même territoire

La raison même des audiences publiques est d'en arriver à des conditions de développement du secteur porcin qui soient acceptables pour la société, ainsi que des modalités d'implantation et d'opération des exploitations porcines qui permettent une cohabitation harmonieuse des producteurs avec leur voisinage et leur communauté.

Les questions sociales touchent une grande diversité de préoccupations relevant par exemple de l'aménagement du territoire, de la concertation avec le milieu municipal, du bon voisinage des producteurs, des fonctions du milieu rural, de l'occupation des campagnes, et même de la gestion par bassin versant. Les dimensions sociales du développement durable de la production porcine rejoignent aussi des préoccupations discutées précédemment, soit la protection de l'environnement et de la santé, ainsi que les impacts économiques du secteur porcin. Le modèle de production qui sera développé dans cette perspective doit recouvrir tous ces aspects environnementaux et économiques pour susciter les consensus des acteurs concernés et l'acceptation par l'ensemble de la société.

Dans le cadre de la préparation de ce mémoire, la Fédération a fait porter une partie importante de sa réflexion sur ces aspects sociaux, les producteurs ayant jusqu'à maintenant concentré l'essentiel de leurs efforts à la prise en charge de leurs responsabilités environnementales. La considération des enjeux sociaux de la production porcine devient donc prioritaire, d'autant plus qu'elle intègre les enjeux économiques et environnementaux. Deux aspects majeurs sont pris en considération, soit le partage du territoire rural et leur cohabitation harmonieuse avec la communauté.

5.1.1 Le partage du territoire rural

Les citoyens participants : l'immunité inacceptable des producteurs agricoles

Les motifs évoqués par les **citoyens** pour remettre en question le modèle actuel de production porcine et pour s'opposer à toute possibilité de développement de ce secteur agricole au Québec sont grandement liés à l'histoire récente des rapports entre les citoyens des communautés rurales et les producteurs porcins :

- *L'obtention par les producteurs agricoles, grâce à la loi 184, d'une immunité en regard des inconvénients et des nuisances causés par leurs exploitations et leurs activités de production;*
- *Déséquilibre entre les divers occupants du milieu rural;*
- *Perte du pouvoir des municipalités d'encadrer les activités agricoles sur leur territoire;*
- *Maintes frustrations des citoyens impuissants à empêcher les projets porcins dans leur voisinage;*
- *Inconvénients causés aux autres utilisations ou occupations du milieu rural dus à cette présence sans contraintes des activités agricoles;*
- *Incompatibilité avec des usages récréatifs et touristiques fondés sur la qualité de l'environnement et des paysages;*
- *Conflits suscités par la détérioration de la qualité de vie dans certaines zones de production animale intensive;*
- *Projets d'implantation de nouveaux sites de production porcine dans des secteurs où ils étaient absents auparavant.*

Les producteurs : le besoin de produire

Face à ces tensions sociales et à la position d'accusés dans laquelle ils se retrouvent dans ce débat social sur la production porcine, les **producteurs** sont inquiets pour plusieurs raisons :

- *Précarité de leur situation et de leur droit de produire, même en territoire agricole protégé;*
- *Développement d'activités autres qu'agricoles dans les campagnes zonées vertes;*
- *Diminution constante des espaces et des superficies disponibles pour développer les activités de production porcine;*
- *Impacts inévitables et non acceptés des activités agricoles sur de nouvelles activités touristiques et récréatives dans leur voisinage;*
- *Non-reconnaissance des efforts des producteurs pour diminuer les inconvénients de leurs activités;*
- *Besoin pressant de nouvelles superficies d'épandage pour conserver leur niveau actuel de production;*
- *Fortes pressions sur le partage du territoire rural avec des utilisations non agricoles;*
- *Difficultés de localisation de nouveaux projets.*

5.1.2 La cohabitation harmonieuse

Les citoyens participants : perte de confiance et multiplication des conflits

Le caractère conflictuel des rapports entre les producteurs porcins et certaines communautés s'est transposé dans le cadre des audiences publiques de la Commission sur le développement durable de la production porcine. Les groupes d'opposition aux projets porcins ont occupé une large place dans les échanges, soulignant ainsi la grande polarisation des positions entre des citoyens militants et des producteurs, de même que les difficultés à établir les bases d'un dialogue constructif et d'une recherche de solutions aux problématiques soulevées.

Plusieurs raisons ont été soutenues par les **citoyens** participants comme sources de la multiplication des conflits locaux et nationaux sur la production porcine en général et sur les nouveaux projets de porcheries :

- *L'absence de concertation des producteurs avec les autorités municipales et les comités de citoyens;*
- *Le manque de transparence des exploitants sur leurs activités, leurs performances environnementales et leurs projets;*
- *La perte de confiance à la capacité des ministères et des professionnels à assurer le contrôle des nuisances et des impacts de la production porcine;*
- *L'impossibilité de garantir le respect de la qualité de vie des citoyens;*
- *L'incapacité des réglementations et des mécanismes municipaux en place à susciter et encadrer la concertation entre tous les intervenants du milieu rural;*
- *La difficulté de déterminer des balises acceptables pour l'implantation de nouvelles exploitations ou pour l'agrandissement des exploitations en place.*

Les producteurs : des efforts de civisme et de participation

Les **producteurs** sont les premiers à être concernés par la multiplication des groupes d'opposition et des conflits qui ont mobilisé une grande partie des premières étapes et des échanges en audiences publiques. Ceci a conduit à occulter certaines informations importantes :

- *Les efforts importants accordés au cours des dernières années pour réduire les impacts et les nuisances reliées à leurs opérations;*
- *L'absence de conflits et de tensions dans certaines régions;*
- *L'acceptation des producteurs de se conformer à des exigences environnementales de plus en plus sévères;*
- *L'ignorance de plusieurs sur les résultats obtenus au cours des dernières années;*

- *L'absence de reconnaissance par les opposants des meilleurs comportements et des performances améliorées de la production porcine;*
- *La méconnaissance de la part du public de la situation, des contraintes et des exigences de leur production.*
- *La volonté des producteurs de comprendre et de répondre aux attentes sociales;*
- *L'ouverture aux changements qui seront requis pour parvenir à des conditions acceptables d'opération et de croissance de la production porcine;*
- *Les initiatives des producteurs et de leurs syndicats pour rétablir un contexte de dialogue avec leurs communautés;*
- *Les expériences passées ou en cours de mécanismes d'échanges et de participation avec les municipalités et les communautés;*
- *La recherche active d'un modèle de la production porcine satisfaisant pour la société et respectant les objectifs et les exigences de la production.*

5.2 La mise en contexte : une nouvelle conscience sociale

À plusieurs reprises au cours des séances publiques, la Commission du BAPE a entendu des explications sur les racines et les causes de ce qu'il est convenu d'appeler le « conflit du porc ». Invitée à présenter ses réflexions sur la question de la cohabitation harmonieuse, la Fédération a exposé de façon préliminaire ses vues et ses avenues de travail (Chicoutimi, séance du 13 novembre 2002). À la base même des dimensions alors soulignées, la Fédération a attiré l'attention sur le fait que les difficultés sociales touchent l'ensemble de l'agriculture, et pas seulement la production porcine, même si les conflits face à cette dernière ont une plus grande visibilité. Les solutions à l'harmonie sociale découlant des présentes audiences publiques auront par conséquent une incidence sur le développement de l'ensemble de l'agriculture du Québec.

La situation actuelle de la production a des fondements historiques qu'il faut connaître. Sans reprendre en détail cette histoire, qu'il suffise de dire qu'en quelques décennies, l'agriculture québécoise est

passée d'une production diversifiée, autarcique et artisanale axée sur les besoins locaux, à une agriculture spécialisée et marchande orientée vers la réponse aux besoins de marchés qui ne connaissent pas de frontières. De paysan qu'il était, l'agriculteur est progressivement devenu un entrepreneur du secteur agroalimentaire. Cette évolution devrait être vue positivement comme un progrès dans la démarche vers un développement durable de l'agriculture.

En parallèle avec cette modification en profondeur de l'agriculture, les rapports entre les agriculteurs et la société ont évolué aussi rapidement. Pour les producteurs, les difficultés d'aujourd'hui s'expliquent en partie par le fait que la perception générale de l'agriculteur et l'image que s'en fait la société ne se sont pas modifiées au rythme des changements vécus en agriculture. Ceci soulève un problème de méconnaissance des réalités agricoles qu'il faudra certainement corriger. Dans sa présentation à la Commission, la Fédération a fourni son analyse de l'évolution de ces rapports entre les agriculteurs et la société sous deux aspects, celui de l'économie agricole et celui de l'environnement.

Sous l'angle économique, l'ère actuelle se caractérise par une demande accrue des marchés de consommation et par une volonté des producteurs d'améliorer leur condition. Les dernières décennies ont progressivement mené à donner à l'agriculteur un statut d'entrepreneur et à le faire reconnaître par les gouvernements. Les soutiens de l'État sont ainsi devenus plus importants pour assurer la vitalité économique de l'agriculture et le bien-être des producteurs. Dans le domaine de l'environnement, les changements ont été encore plus significatifs. D'une activité en équilibre avec la nature, l'agriculture s'est peu à peu transformée en activité utilisant la nature comme outil de travail, augmentant par là les possibilités d'impacts sur l'environnement et de risques pour la santé. Cette évolution s'est passée au moment même où la population démontrait une sensibilité croissante aux valeurs environnementales.

Des ruptures se sont ainsi opérées au fil de cette évolution de l'agriculture et de la société : décalage entre l'image populaire de l'agriculture et l'agriculture moderne, perte de confiance et préjugés autant de la part des agriculteurs que de la population en général, compétition et conflits pour l'utilisation du territoire rural et de ses ressources, dénonciations et braquages

des positions de part et d'autre. Plusieurs citoyens s'étant exprimés en audiences publiques considèrent les producteurs de porcs comme des industriels de l'agriculture, pollueurs par surcroît. De leur côté, les producteurs dénoncent l'incompréhension de la situation et réclament le respect d'un droit ancestral chèrement acquis, le droit de produire.

Pour rétablir la confiance et reprendre le dialogue, les producteurs de porcs ont proposé quelques conditions qui les interpellent directement, mais qui appellent aussi la collaboration de l'ensemble de la société québécoise :

- Être conscients des préoccupations respectives.
- Faire des choix sur les enjeux sociaux.
- Établir un climat de confiance.
- Stimuler une production environnementalement responsable.
- Développer une démarche d'implantation de projets.
- Se concerter avec le monde municipal.

Ces conditions servent de toile de fond aux propositions du présent mémoire. Avant de proposer les pistes de solutions, il est utile de dresser un état de situation pour illustrer qu'on ne part pas de rien dans la démarche pour améliorer les rapports entre les producteurs et la population. Les sections précédentes, en plus de faire état des préoccupations des producteurs, démontrent que les producteurs ont pris bonne note des préoccupations sociales exprimées en audiences publiques. Les propositions environnementales et économiques se veulent des réponses adéquates à ces préoccupations, évidemment adaptées aux contraintes et aux réalités des producteurs.

En regard des pratiques sociales, les producteurs ont aussi fait certains efforts. Ainsi, un *Plan de valorisation de la profession d'agriculteur porcin* a été mis en place à partir de 2002, afin de favoriser une meilleure connaissance de la situation des producteurs et de jeter les bases d'un rétablissement des liens de confiance entre les producteurs et leur communauté. Les producteurs sont ainsi invités à améliorer leurs

pratiques de protection de l'environnement et de bon voisinage, mais aussi à le faire savoir dans leurs communautés. De plus, les producteurs porcins sont invités à participer activement à la vie communautaire dans leur collectivité. Des éléments du plan de valorisation sont plus visibles, par exemple les cartes postales de la campagne *Le producteur sympathique* ou les affiches démontrant la participation des producteurs au plan agroenvironnemental. Une campagne de sensibilisation a aussi été faite dans les régions en 2002 pour faire comprendre la situation des producteurs porcins.

Des sondages menés au début de 2003 ont permis d'évaluer la portée de ces activités de valorisation. Elles ont d'abord rehaussé le degré de sensibilité des producteurs sur les bonnes relations de voisinage. Les citoyens informés des périodes d'épandage par les producteurs disent en majorité avoir apprécié le geste. Plus de 600 fermes affichent maintenant leur adhésion au plan agroenvironnemental de la production porcine.

Localement, les producteurs et leurs syndicats régionaux ont aussi mené des initiatives pour faciliter leurs rapports avec le voisinage et la collectivité. Ces initiatives portent aussi bien sur la concertation avec les MRC que sur les bonnes relations avec le voisinage. Elles feront sans doute école dans le monde agricole. Ces initiatives, dont deux parmi les plus significatives sont présentées ci-après, s'ajoutent aux actions de plusieurs producteurs qui ont adopté des pratiques agroenvironnementales exemplaires et qui entretiennent d'excellentes relations avec leur voisinage (voir un échantillon de témoignages de producteurs à l'annexe 1).

- Dans la MRC du Lac Saint-Jean-Est, les producteurs porcins se sont associés avec le Comité consultatif agricole (CCA) pour faire une consultation large et proposer les conditions qui encadreront la mise en place de nouvelles installations porcines sur le territoire. Un comité a été spécialement chargé de déterminer les conditions de développement de l'agriculture sur le territoire qui assurent la préservation de l'environnement et de la cohabitation harmonieuse avec la communauté. Ce comité a produit un guide des bonnes pratiques et a élaboré un nouvel outil réglementaire pour encadrer l'implantation d'installations à forte charge d'odeurs.

Le potentiel et les contraintes du territoire ont été examinés dans le cadre d'une démarche basée sur la transparence et la confiance entre les partenaires. Cette approche suppose des changements dans la manière habituelle de planifier l'utilisation du territoire agricole.

- Les producteurs porcins oeuvrant sur le territoire de la MRC de Nouvelle-Beauce ont conclu avec la Ville de Sainte-Marie une entente de bonnes pratiques d'épandage pour en arriver à une réduction sensible des odeurs durant la saison de culture. Fruit d'une mobilisation des producteurs et d'une concertation avec les autorités municipales, l'entente porte principalement sur l'épandage par rampes basses, sur l'épandage durant la semaine et sur l'abstention d'épandre durant les festivités de la Ville. Un comité de liaison a été mis sur pied pour suivre la mise en œuvre et les résultats de cette entente.

Ces initiatives fournissent des indications intéressantes des façons d'arriver à une cohabitation harmonieuse entre des producteurs et la population. La Fédération, en concertation avec la Table filière porcine du Québec, mène actuellement une étude sur les paramètres sociaux d'acceptabilité et de cohabitation en production porcine. Cette étude qui devrait être terminée au début de l'été sera déposée à la Commission. Elle comporte trois étapes :

- Un inventaire des conflits, des exemples de cohabitation et des modes actuels d'implantation, ainsi que des leçons à tirer des exemples de cohabitation dans d'autres pays ou d'autres secteurs d'activités.
- Une identification et l'analyse des paramètres et des processus favorisant l'acceptation de la production porcine et l'harmonisation des rapports entre les producteurs porcins et leur communauté.
- Une validation des résultats et des propositions auprès de producteurs, d'élus, de représentants des communautés, de voisins et de professionnels.

Cette étude permettra de compléter le portrait des bonnes pratiques sociales déjà en place et proposera sur la base d'expériences vécues des processus de résolution des conflits et d'implantation des nouveaux projets porcins.

5.3 Les propositions : dialogue et concertation

Mais, les campagnes d'information et de sensibilisation de la Fédération et les initiatives lancées dernièrement par des producteurs ne peuvent modifier en quelques mois des perceptions publiques très négatives. Les producteurs entendent intensifier leurs efforts de sensibilisation et leurs démarches pour rendre les opérations et le développement de leurs exploitations mieux compatibles avec les autres activités qui ont leur place en territoire rural. La détermination de conditions acceptables passe par l'établissement d'un dialogue constructif et la mise en place de moyens de concertation avec le monde municipal. Les problèmes de cohabitation des activités agricoles en milieu rural sont des problèmes d'aménagement du territoire qui relèvent des autorités municipales. Le zonage du territoire agricole n'est plus suffisant pour garantir aux producteurs leur droit de produire. De nouveaux mécanismes s'avèrent nécessaires pour prendre en compte les besoins de toutes les activités et pour assurer un dialogue fructueux entre les divers occupants du territoire.

Aussi, des règles plus claires devront dorénavant favoriser l'implantation harmonieuse de nouveaux projets. Ces derniers ne pourront désormais se faire sans une ouverture du voisinage et de la communauté hôte. Les projets seront ainsi conçus pour répondre à la fois aux exigences de bonnes pratiques environnementales et aux attentes des populations concernées. Les démarches de participation recherchées devront être simples et ne pas imposer aux producteurs une charge trop lourde.

Objectifs sociaux des producteurs

Les mesures proposées dans le cadre du présent mémoire constituent pour les producteurs les premiers fondements d'une démarche sociale d'ensemble qui devra être élaborée en concertation par tous les intervenants concernés. Les objectifs que se donnent les producteurs porcins face aux enjeux et défis sociaux sont :

- En regard du partage du territoire rural :
 - prendre les engagements sociaux requis en préservant leur droit de produire;

- se concerter avec le monde municipal sur l'aménagement du territoire.

- En regard de la cohabitation harmonieuse :

- établir des mécanismes d'échanges et de participation des citoyens aux décisions agricoles;
- s'engager dans une démarche de cohabitation et d'insertion sociale tant pour les entreprises existantes que pour l'implantation des nouveaux projets.

5.3.1 Un aménagement concerté du territoire

Les producteurs estiment qu'un véritable cadre social pour le développement du secteur porcin devra être élaboré et adopté en concertation, ce idéalement au niveau municipal et régional. Pour ce faire, il n'apparaît pas nécessaire de remettre en question le droit de produire qui a garanti la place de l'agriculture dans les zones rurales. Toutefois, les besoins et les contraintes qu'imposent l'exploitation de fermes porcines tout autant que le développement de leur production doivent être davantage considérés dans les processus d'aménagement du territoire, notamment lors de l'adoption des schémas d'aménagement par les MRC.

Prévoir des ressources pour la concertation

Les débats et les conflits sur la production porcine ont grandement sollicité les municipalités et les MRC dans leurs responsabilités d'aménagement du territoire. Les protections légales obtenues par les producteurs agricoles n'ont pas permis aux autorités municipales de trouver les moyens efficaces et légaux de réglementer la production porcine sur leur territoire. Les producteurs ne croient pas que cette approche réglementaire mènera à une meilleure entente entre les protagonistes et conduira à des règles acceptées de part et d'autre. L'intensification de la concertation et du dialogue constitue une meilleure avenue. Les producteurs sont disposés à s'engager davantage dans ces démarches volontaires d'identification des solutions de consensus. Ils croient aussi à la volonté des MRC d'en arriver à des solutions collectivement acceptables.

PROPOSITIONS de la Fédération pour organiser la concertation :

- ✓ *Que les dispositions légales garantissant aux producteurs agricoles leur droit de produire soient maintenues comme cadre décisionnel des MRC pour les décisions concernant l'aménagement en matière de protection du territoire et des activités agricoles.*
- ✓ *Que des approches volontaires de concertation et de dialogue s'inscrivant à l'intérieur du cadre juridique en place soient mises en place pour déterminer les futures règles d'opération et de développement des exploitations porcines.*
- ✓ *Que les Comités consultatifs agricoles (CCA) soient mis à contribution pour susciter et coordonner ces démarches de concertation des intervenants.*
- ✓ *Qu'une représentation accrue des producteurs de porcs et des autres intervenants concernés soit visée dans la composition des CCA.*
- ✓ *Que la Fédération entreprenne une démarche de formation des producteurs pour les inciter à apporter une contribution efficace et utile aux activités de concertation menées par les CCA.*

Les ressources additionnelles devant être allouées par les gouvernements aux MRC pour s'acquitter de ces nouvelles tâches de conciliation, et souvent de réconciliation, pourront servir dans un premier temps à établir un portrait de la situation environnementale spécifique à la MRC, y situant la présence et les impacts de la production porcine et agricole. Puis, elles devront doter les CCA des moyens nécessaires pour mettre en place la démarche de concertation des intervenants, incluant en priorité les producteurs porcins. Ces démarches de concertation devraient mettre à contribution les instances régionales de la Fédération qui se sera alors assuré que ses membres disposent des connaissances nécessaires sur les modalités légales et administratives d'aménagement du territoire rural, de même que sur les conditions favorables à la conciliation et à la recherche de consensus sociaux.

5.3.2 La transparence et la vigilance

La Fédération n'a pas encore complété son travail d'identification des paramètres sociaux de l'acceptabilité de la production porcine et de la cohabitation harmonieuse des producteurs avec leur milieu. Cette étude, qui sera terminée au début de l'été 2003, permettra de concevoir des processus aptes à améliorer la cohabitation des exploitations en place et des projets de développement. Ces processus viendront renforcer les activités de sensibilisation déjà en cours auprès des producteurs. Ces derniers souhaitent d'ailleurs que ces activités d'information et de rapprochement soient appuyées par les autres intervenants, particulièrement ceux du monde municipal et des groupes communautaires.

L'une des caractéristiques essentielles des processus d'échanges et de participation est la transparence. Les producteurs se doivent d'être transparents face à leurs activités et à leurs performances. Les rapports d'avancement de la mise en œuvre du plan agro-environnemental publiés par la Fédération relèvent de cette nécessité de transparence. De plus, les certificats d'autorisation délivrés aux producteurs agricoles par le ministère de l'Environnement sont publics et accessibles pour consultation par les personnes intéressées.

Restent les PAEF qui constituent pour les producteurs l'instrument privilégié de respect des normes environnementales et de contrôle des performances environnementales de leurs exploitations. Les demandes sont très fortes de la part des intervenants ayant témoigné devant la Commission du BAPE, à l'effet que ces plans de gestion environnementale des fermes soient rendus accessibles au public, notamment par le biais des MRC. Individuellement, plusieurs producteurs ont déjà pris l'initiative de déposer et d'expliquer leurs PAEF, ce dans une perspective de bonne entente avec leurs voisins et de collaboration avec les autorités municipales. Collectivement, les producteurs ont toutefois certaines réticences à l'adoption d'une pratique généralisée de publication des PAEF à l'intention du grand public. Les raisons de ces hésitations sont liées au contenu très technique de ces plans et à la présence de renseignements commerciaux dont la confidentialité doit être assurée. Les PAEF doivent devenir des outils de gestion environnementale crédible des exploitations agricoles.

Faciliter le bon voisinage

Pour les producteurs, les exigences d'ouverture et de transparence supposent aussi qu'ils s'efforcent d'expliquer leurs activités aux gens de leur voisinage et qu'ils les avertissent des moments où ces activités peuvent entraîner des nuisances. Déjà, les exploitants sont encouragés à susciter ces échanges d'information facilitant la bonne entente avec les voisins. Des actions plus systématiques seront sans doute nécessaires pour diffuser ces renseignements sur les activités qui peuvent déranger les voisins. Ayant déjà la possibilité de réglementer les activités d'épandage sur leur territoire, les municipalités pourraient servir de canal approprié pour la transmission de ces renseignements opérationnels à leur population.

PROPOSITIONS de la Fédération pour faciliter le bon voisinage :

- ✓ *Que les producteurs porcins informent leurs voisins et la population de leur municipalité de leurs activités et des actions entreprises pour respecter la qualité de vie en territoire rural.*
- ✓ *Que la publication des PAEF soit laissée à l'initiative des producteurs et qu'elle soit soumise à des conditions respectant la confidentialité de certains renseignements techniques et commerciaux.*
- ✓ *Que les regroupements et les syndicats de producteurs mettent en place en collaboration avec les municipalités un processus de recueil et de réponse aux plaintes portant sur les activités des producteurs porcins.*
- ✓ *Qu'un plan des bonnes pratiques sociales soit mis en place par la Fédération de façon à intensifier les efforts de cohabitation des exploitations porcines avec l'ensemble des intervenants de leur communauté, et ce, par l'entremise du plan de valorisation en cours.*

Les mesures proposées permettront aux producteurs porcins d'assumer une vigilance accrue face aux comportements et aux pratiques de leurs collègues et de fournir des renseignements permettant aux

représentants de la communauté d'exercer leur vigilance. Comme pour les pratiques de bonne gestion environnementale, les mesures sociales requises des producteurs entraîneront de nouvelles dépenses, ne serait-ce que pour le soutien technique et professionnel en communication. Les aides gouvernementales allouées aux interventions agro-environnementales pourront alors être étendues aux pratiques sociales.

L'encadrement de la publication des PAEF pourrait amener les producteurs à accéder à cette demande pressante des citoyens concernés. Il faudrait par exemple que cette diffusion soit validée par le ministère de l'Environnement et qu'elle se fasse par une démarche structurée de concertation coordonnée avec les MRC et les producteurs. Les municipalités devraient aussi disposer des ressources pour vulgariser les renseignements contenus dans les plans et pour accompagner leurs citoyens dans la compréhension de ces derniers.

Partie III : Le modèle proposé par les agriculteurs porcins

6. POUR UNE PRODUCTION SOCIALEMENT RESPONSABLE

Le mandat de la Commission du BAPE chargée de tenir les audiences publiques consiste à proposer un modèle de développement durable de la production porcine. Comme les propositions du mémoire de la Fédération le suggèrent, les conditions à mettre en place pour un développement durable de la production porcine sont à la fois environnementales, économiques et sociales. Depuis le début des années 1990, les producteurs porcins se sont donné des instruments économiques qui ont fait le succès de ce secteur agricole, tant au Québec que sur les marchés d'exportation. Au cours des dernières années, le secteur porcin a aussi engagé un virage environnemental dont les progrès ont été significatifs. Les producteurs en sont maintenant rendus à intensifier leurs actions environnementales et à prendre un virage social.

Le modèle que proposent les agriculteurs porcins est ainsi celui d'un développement socialement responsable, tant de la part des producteurs qui modifieront leurs façons de faire en réponse à la commande sociale, que de la société dans son ensemble qui doit accepter de soutenir et appuyer les producteurs porcins dans l'adaptation aux nouvelles exigences environnementales, économiques et sociales. L'ensemble des actions déjà engagées et des propositions apportées par la Fédération au cours des présentes audiences publiques constituent les composantes de ce modèle à construire à partir de maintenant.

Ce modèle reprend les grands objectifs et précise les axes d'intervention qui composent le cadre d'application des propositions mises de l'avant par le mémoire de la Fédération. Il définit dans ses grandes lignes la démarche d'ensemble qui guidera la société québécoise vers une production porcine viable et durable.

6.1 Les grandes orientations : la viabilité à long terme

Les producteurs misent avant tout sur les forces du secteur porcin pour s'engager dans la voie du développement durable et ce, dans une perspective à long terme.

Les orientations qui servent de fondements au modèle de développement durable défini par les producteurs porcins sont les suivantes :

- **Au plan environnemental, l'amélioration de la qualité de vie et la protection de l'environnement sont ciblées.**
- **Au plan économique, la mise en place d'outils collectifs et le soutien gouvernemental pour répondre aux nouvelles exigences environnementales et sociales sont visés.**
- **Au plan social, les grands objectifs sont le partage du territoire rural et l'engagement dans une démarche de cohabitation harmonieuse.**

6.2 Les axes d'intervention : quatre chantiers collectifs

Des efforts sont encore nécessaires pour adapter les outils économiques aux attentes exprimées par la société et pour atteindre des performances environnementales qui complètent l'effort d'assainissement agricole. En adoptant en juin 2002 un nouveau *Règlement sur les exploitations agricoles*, le gouvernement du Québec a placé la barre haute aux producteurs porcins. Des normes environnementales très sévères ont été fixées. De plus, des échéanciers très serrés ont été imposés aux producteurs, soit l'année 2010 pour la conformité de l'ensemble des exploitations, quelles que soient leur localisation, avec des étapes intermédiaires pour les années 2005 et 2008.

Les producteurs entendent respecter ces échéances, ce qui suppose à la fois une intensification de l'adoption de pratiques environnementales à la ferme et nécessairement une augmentation des aides gouvernementales pour y parvenir. Le plus grand défi reste néanmoins celui du virage social de la production porcine, comme le suggère le titre de ce mémoire. Prêts à prendre leur part de responsabilité et d'imputabilité dans cette révision sociale du modèle québécois de production porcine, les producteurs croient que c'est aussi une responsabilité de la société québécoise de mettre en place les conditions favorables à la viabilité du secteur porcin.

6.2.1 CHANTIER 1 : Le Plan agroenvironnemental : phase 2

Afin de parvenir à une gestion agroenvironnementale, les producteurs de porcs du Québec réviseront et ajusteront leur Plan agroenvironnemental pour y inclure les nouveaux objectifs découlant du *Règlement sur les exploitations agricoles* et les décisions qui suivront les présentes audiences publiques. Le nouveau Plan sera élaboré dans un cadre élargi de concertation, des représentants de la société s'ajoutant aux acteurs du secteur porcin présents à la Table filière porcine du Québec.

PROPOSITIONS pour un développement viable de la production porcine :

- ✓ *Que la Fédération adopte une nouvelle version du Plan agroenvironnemental pour la période de 2004 à 2010 en vue d'intégrer les nouveaux objectifs correspondant aux exigences environnementales les plus récentes, les soutiens techniques requis pour continuer le virage environnemental de la production porcine, et les réponses aux attentes sociales, notamment de cohabitation, découlant des audiences publiques sur le développement durable de la production porcine.*
- ✓ *Que ce Plan agroenvironnemental mis à jour soit élaboré et mis en œuvre en concertation avec le comité multipartite de la production porcine, qui regroupe actuellement plusieurs membres de la Table filière, le milieu des groupes environnementaux, le ministère de la Santé et tout autre partenaire qui souhaite le développement durable de la production porcine.*
- ✓ *Que cette nouvelle version du Plan agroenvironnemental de la production porcine soit reconnue par les autorités gouvernementales des secteurs de l'environnement et de l'agriculture comme la référence pour l'évaluation des performances des producteurs.*

6.2.2 CHANTIER 2 : La planification concertée du développement

Afin de ne pas répéter les erreurs du passé, notamment la concentration excessive d'entreprises dans certaines régions ou la localisation inadéquate de nouvelles installations de production, les producteurs croient qu'un exercice organisé et formel de concertation est essentiel. Cette concertation mettra à contribution l'ensemble des acteurs de la filière porcine et les autres acteurs de la société qui sont concernés. Ainsi, les gouvernements, les organismes régionaux et les instances municipales seront invités à planifier le développement de la production dans toutes les régions québécoises, puis à contrôler et suivre l'évolution des situations régionales.

PROPOSITIONS pour un développement viable de la production porcine :

- ✓ *Que le Gouvernement et les organismes responsables du développement régional mettent sur pied un groupe permanent de travail en vue de planifier un développement ordonné et balisé de la production porcine ajusté sur le potentiel de recevabilité des différentes régions.*
- ✓ *Que le groupe associe la Fédération, les principaux intervenants des gouvernements concernés et le monde municipal pour faire les consensus sur le développement planifié.*
- ✓ *Que, lors du prochain forum sur l'agriculture et l'agroalimentaire, les orientations du développement durable soient intégrées aux discussions dans une perspective large afin de mobiliser tout le monde agricole dans le sens du développement durable de l'agriculture au Québec.*
- ✓ *Que les résultats de ce forum soient présentés aux acteurs intéressés de la société québécoise en vue d'établir les bases d'un consensus sur un nouveau pacte social pour le développement durable de la production porcine.*

6.2.3 CHANTIER 3 : *La mise en valeur des fertilisants biosolides*

Les fertilisants organiques extraits par le traitement des lisiers représentent des ressources de valeur qui peuvent être exploitées et même commercialisées. Le phosphore organo-minéral constitue un véritable gisement d'engrais utilisable non seulement en agriculture, mais dans tous les secteurs d'activités qui sont utilisateurs d'engrais minéraux. L'extraction des biosolides organo-minéraux des lisiers crée alors une richesse nouvelle qui peut être valorisée dans l'économie québécoise.

PROPOSITIONS pour un développement viable de la production porcine :

- ✓ *Que les gouvernements mettent en place un programme structuré et les incitatifs nécessaires pour augmenter l'utilisation des biosolides générés par les procédés de traitement pour cibler des marchés à valeur ajoutée comme les engrais organo-minéraux.*
 - ✓ *Que ce programme couvre l'ensemble des étapes d'extraction du phosphore à la ferme jusqu'à la mise en marché des fertilisants organiques produits.*
 - ✓ *Que le programme de mise en valeur porte sur l'implantation des technologies de traitement des lisiers à la ferme ou à l'échelle collective, sur la stabilisation des biosolides, sur la fabrication et la transformation du produit, ainsi que sur les débouchés et les opportunités de marchés.*
 - ✓ *Que, dans le cadre du nouveau Plan agro-environnemental, les producteurs s'engagent à inscrire le traitement partiel des lisiers dans les bonnes pratiques environnementales.*
-

6.2.4 CHANTIER 4 : *Un nouveau pacte pour l'acceptabilité sociale*

Par des initiatives récentes et surtout par leur participation aux audiences publiques du BAPE, les producteurs porcins ont pris un nouveau tournant axé cette fois sur les dimensions sociales de la production et du développement du secteur porcine. Ce virage social, incontournable pour parvenir au développement durable de la production porcine, doit se faire dans un esprit d'ouverture et avec la participation de la société québécoise. Les moyens mis en œuvre devront être à la mesure de l'ampleur et de la complexité du défi du développement durable de la production porcine.

PROPOSITIONS pour un développement viable de la production porcine :

- ✓ *Que les gouvernements mènent auprès de la population et en concertation avec le milieu agricole une campagne d'information sur les pratiques et les performances environnementales et sociales de la production porcine.*
 - ✓ *Qu'un programme gouvernemental majeur et intégré (environnement, agriculture, développement régional) d'assainissement agricole soit mis en place avec des moyens et des budgets comparables aux programmes d'assainissement municipal et industriel, la part des producteurs agricoles respectant la rentabilité et la compétitivité des exploitations et des produits.*
 - ✓ *Que les producteurs porcins mènent des actions concrètes au niveau de la cohabitation et de l'acceptabilité sociale sur la base des résultats de l'étude réalisée sur les paramètres sociaux de cohabitation de la production porcine au Québec.*
-

7. CONCLUSION: DES ACTIONS CONCERTÉES

7.1 Des questions à approfondir

En terminant ce mémoire, la Fédération veut souligner qu'elle a fait porter son analyse sur les aspects qu'elle considère déterminants pour rétablir la confiance du public et contribuer à un dialogue constructif sur l'avenir de la production porcine. Malgré son examen approfondi des principaux aspects du développement durable de la production porcine, plusieurs sujets n'ont pu être traités dans le mémoire. Ceux-ci méritent cependant un questionnement additionnel et devront faire l'objet de discussions et d'analyses complémentaires avant d'en arriver à des propositions formelles.

Plusieurs de ces sujets, sur lesquels la Fédération préfère ne pas se prononcer formellement à ce moment-ci, ont été soulevés durant les audiences publiques de la Commission. Ils réfèrent d'une part à des orientations ou à des pistes de solutions à certaines problématiques particulières de la production porcine. D'autre part, certaines problématiques environnementales émergentes de l'agriculture, indirectement ou directement liées à la production porcine, ont aussi été abordées. Ces derniers sujets font actuellement l'objet d'évaluations scientifiques et techniques, ou de débats sociaux et politiques dans d'autres tribunes que la présente Commission.

Dans son mémoire, la Fédération a mentionné sommairement ses perceptions sur des questions tels la gestion des rivières par bassin versant, la polyvalence du milieu rural, le développement régional et le modèle coopératif de production. Les producteurs porcins, en tant que résidents du milieu rural, ont des perceptions positives de telles questions et contribuent à leur approfondissement. D'autres points précis ont aussi leur place dans le débat sur la production porcine, sans toutefois être déterminants pour son avenir. Le mode de gestion d'élevage sur litière et la production de porc biologique sont des facettes qui peuvent contribuer à la diversité de l'agriculture québécoise. Comme la production porcine en général, ces approches différentes d'élevage et ces produits de niche sont soumis aux règles environnementales et sanitaires de protection de la santé, de la qualité de vie et du milieu.

Pour leur part, les préoccupations environnementales émergentes sont des questions importantes pour les performances futures de l'agriculture québécoise. La conservation de la biodiversité, la réduction des gaz à effet de serre et le recours aux organismes génétiquement modifiés constituent des défis majeurs à l'ordre du jour des discussions dans le monde agricole, autant que dans l'ensemble de la société québécoise. De la même façon, d'autres phénomènes récents questionnent directement les pratiques agricoles, par exemple l'apparition de l'antibiorésistance, l'utilisation des farines carnées et le respect du bien-être des animaux. Ces questions ont des répercussions cruciales pour l'agriculture sous toutes ses formes et sont sérieusement prises en considération par l'ensemble des intervenants agricoles.

L'approfondissement de l'ensemble de ces questions déborde de la portée de la présente consultation publique sur la production porcine au Québec. Les propositions de la Fédération, notamment en regard des mécanismes de concertation entre les producteurs porcins et les collectivités, seront néanmoins de nature à fournir des forums d'échanges et des lieux de concertation sur les actions à prendre pour apporter des solutions aussi bien aux problématiques agricoles très spécifiques qu'aux problématiques environnementales globales.

La Fédération, en filière, se penche déjà sur plusieurs des questions mentionnées dans ce point du mémoire et des études sont en cours de réalisation.

7.2 La part des gouvernements

Le Gouvernement a un rôle crucial pour s'assurer que, comme les producteurs, l'ensemble des collectivités québécoises assument leur part des responsabilités économiques, environnementales et sociales dans la mise en œuvre du modèle de développement durable de la production porcine.

Un de ces rôles du Gouvernement consiste à encadrer le développement futur dans une perspective à long terme et en veillant à la cohérence des interventions à tous les niveaux de juridiction et par l'ensemble des acteurs. Une première étape consiste à étendre le modèle de développement durable de la production porcine à l'ensemble des productions animales pour en maximiser les effets environnementaux et les retombées sociales.

L'accompagnement des producteurs agricoles sur le terrain est une autre tâche essentielle qui réfère non seulement au contrôle du respect des exigences réglementaires, mais aussi aux soutiens technique et financier afin que les producteurs porcins puissent adopter rapidement les meilleures façons de faire aux plans environnemental et social. La protection des outils collectifs et des programmes de soutien ayant permis le développement d'exploitations porcines rentables et la stabilité des revenus des producteurs dépendent aussi grandement des gouvernements.

Enfin, il faut reconnaître que les audiences publiques sur la production porcine, tout en apportant des réponses aux préoccupations exprimées par les participants, ne pourront apporter toutes les solutions et plus encore susciter l'adhésion de tous à ces réponses et à ces solutions. Il dépendra de la volonté gouvernementale de continuer les discussions et les échanges, ainsi que d'appuyer l'ensemble des intervenants concernés dans la démarche vers une vision consensuelle de l'avenir de la production porcine au Québec.

7.3 Une volonté de collaboration

En participant activement aux travaux de la *Commission sur le développement durable de la production porcine* et en présentant des positions qui sont l'aboutissement d'un effort démocratique de réflexion et de discussion mené par l'ensemble des producteurs porcins, ainsi que leurs instances régionales et nationales, la Fédération entend donner un signal clair à la société québécoise et aux communautés rurales de sa forte volonté d'en arriver à un modèle québécois de développement porcin qui fasse école dans l'agriculture québécoise, ainsi qu'au Canada et dans les autres pays du monde.

Les propositions apportées par les producteurs porcins traduisent une approche de ralliement aux perceptions collectives, de conciliation des intérêts en présence et de rapprochement entre tous les intervenants concernés. Les actions recommandées se veulent des réponses aux préoccupations et aux attentes exprimées par les divers participants aux audiences publiques et maintenant connues et comprises par les producteurs. Ces actions, sans apporter dans l'immédiat des solutions à toutes les dimensions des problèmes, contribueront néanmoins à la fois à préserver les forces et les spécificités du

modèle actuel de production porcine, et à aller plus loin dans le sens du développement durable souhaité par la société québécoise.

En bref, ce développement durable sera le résultat des efforts combinés des producteurs et de l'ensemble de la société pour :

- *L'intensification de la gestion environnementale des fermes porcines pour la protection de la qualité des eaux, de l'air et des sols, ainsi que pour la protection de la santé publique.*
- *Des garanties de viabilité économique de la production porcine et du bien-être des producteurs et de leurs familles sous forme d'outils collectifs de développement et de soutien gouvernemental.*
- *La réponse aux attentes sociales par des modes de production et des projets acceptables par le voisinage et la communauté, obtenue par l'entremise d'un dialogue ouvert et fructueux avec les exploitants porcins.*

Voilà le modèle de développement durable tel que perçu et souhaité par les producteurs porcins. Voilà les bases d'une réconciliation véritable entre les producteurs et leurs communautés d'accueil, ainsi que d'une cohabitation harmonieuse de leurs exploitations et de leurs projets reposant sur le respect, le dialogue et la confiance mutuelle.

7.4 La fin des mesures transitoires

En terminant, la Fédération estime que, si ces actions et ces conditions du développement durable de la production porcine sont mises en place, les mesures transitoires décrétées par la réglementation de juin 2002 n'auront plus leur raison d'être. Déjà, dans le cadre de ce mémoire, les producteurs porcins s'engagent à assumer leur part de responsabilités dans le virage vers une production porcine viable et acceptable.

Les conditions sont ainsi réunies pour une démarche qui permettra aux producteurs et aux collectivités de déterminer en concertation les démarches et les modalités de développement du secteur porcin au cours des prochaines années. Les producteurs porcins demandent par conséquent que les mesures transitoires soient levées par le gouvernement du Québec selon les échéances prévues.

Ces mesures, bien qu'elles aient été salutaires pour faire cette réflexion en profondeur, constituent, si elles se poursuivent, une entrave à la bonne gestion environnementale et sociale de la production porcine québécoise, en même temps qu'un frein à une croissance qui, si elle est balisée et contrôlée, préserve les avantages compétitifs du secteur porcin québécois et sa capacité à contribuer au développement de l'économie des régions. Si elles devaient se prolonger, ces mesures risqueraient de causer des retards tels aux entreprises porcines que plusieurs d'entre elles devraient fermer et que les produits québécois des porcs perdraient l'accès aux marchés internationaux.

Le nouveau pacte social, qui remplacera les mesures transitoires, découlera d'une démarche constructive de concertation pour déterminer les conditions à long terme du développement de la production porcine. Ce pacte doit servir de levier pour inscrire la production porcine québécoise dans son nouveau contexte environnemental et social, ainsi que pour donner une impulsion nouvelle à la dynamique qui l'a projetée au cours des dernières années au rang d'acteur majeur dans l'économie agroalimentaire du Québec.

Annexe 1 : Témoignages de producteurs de porcs



Les Porcheries Chanca Inc.
Saint-Louis-de-Gonzague

Chantal et Carole Vinet,
propriétaires

Des femmes à part!

Portrait de ferme porcine

Du rêve à la réalité

Animées par le sens de l'entrepreneurship et le goût de vivre de l'agriculture, Carole et Chantal Vinet passent à l'action et deviennent, le 1^{er} janvier 1985, propriétaires d'une ferme porcine située sur la rue principale de Saint-Louis-de-Gonzague, dans la région de Saint-Jean-Valleyfield. Le défi à relever est grand pour les deux jeunes sœurs qui ont grandi sur une ferme laitière et qui ne s'y connaissent pas tellement en production porcine. Toutefois, elles ont le désir de réussir et sont prêtes à faire tous les efforts requis pour bâtir une entreprise à la mesure de leurs rêves.

Les débuts sont difficiles, mais, aidées de leur employé André Rousseau et de leur mère Ginette, les sœurs Vinet tiennent bon et réussissent à passer à travers. Aujourd'hui, Les Porcheries Chanca Inc. est une ferme porcine qui se distingue non seulement par le fait que ses deux propriétaires soient des femmes, mais également par sa performance enviable et son intégration remarquable dans la communauté.



Les sœurs Carole et Chantal Vinet, propriétaires des Porcheries Chanca à Saint-Louis-de-Gonzague, sont fières de leurs réalisations en agroenvironnement et l'affichent!

L'environnement à cœur

Au-delà de leur passion pour la production agricole, Chantal et Carole Vinet sont également très sensibles à la qualité de vie dans leur milieu et à la protection de l'environnement. Voilà pourquoi elles n'ont pas hésité à implanter sur leur ferme différentes mesures permettant de limiter l'impact environnemental de leur production et de réduire les odeurs.

Ainsi, les deux productrices se sont dotées d'un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF), qui calcule les bonnes quantités de lisier et d'engrais minéraux à épandre pour fertiliser les champs, sans risque de pollution. Afin de réduire la quantité de phosphore que contient le lisier, elles ajoutent de la phytase à la moulée qu'elles servent à leurs porcs. Par la suite, cette moulée est distribuée aux animaux dans des trémies-abreuvoirs, qui permettent d'économiser l'eau et de réduire le volume de lisier dans la fosse.

(suite au verso)

Les Porcheries Chanca, en quelques lignes

Adresse: 77, rue Principale
Saint-Louis-de-Gonzague

Propriétaires: Chantal et Carole Vinet

Employé: André Rousseau

Type d'exploitation: naissage et finition

Cheptel: 220 truies en inventaire
1500 porcs à l'engraissement
300 porcs en pouponnière

Cultures: 75 hectares d'avoine,
de maïs et de soja

Mesures pour protéger l'environnement et réduire les rejets:

- Application d'un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF)
- Ajout de phytase à la moulée
- Utilisation de trémies-abreuvoirs

Mesures pour limiter les odeurs:

- Épandage des lisiers avec une rampe basse et enfouissement dans les 24 heures
- Ajout d'une toiture sur la fosse à lisier
- Implantation d'une haie brise-odeur

L'environnement à cœur

Carole et Chantal Vinet sont fières de leurs réalisations en matière d'environnement et veulent les faire connaître à la population locale. Pour cette raison, elles n'ont pas hésité à participer à la campagne d'affichage lancée récemment par la Fédération des producteurs de porcs du Québec et à installer, aux abords de leur ferme, la pancarte qui témoigne de leur engagement dans la démarche agroenvironnementale. «C'est notre façon de dire aux gens d'ici que nous avons l'environnement à cœur, tout comme eux, et que nous faisons des efforts concrets pour le protéger», de dire Chantal Vinet.

Le fils de Carole Vinet, Sébastien, participe déjà aux opérations de la ferme.



Une fosse à lisier recouverte d'une toiture de toile et une haie brise-odeur: deux mesures implantées aux Porcheries Chanca afin de réduire les odeurs.

Les voisins, c'est important!

Par respect pour le voisinage, qui peut être incommodé par les odeurs associées à la production porcine, les sœurs Vinet accordent une attention toute spéciale à cette problématique.

Ainsi, aux Porcheries Chanca, les lisiers sont épandus à l'aide d'un épandeur muni d'une rampe basse et sont enfouis simultanément dans le sol la plupart du temps, sinon dans les 24 à 48 heures suivant l'épandage, une technique qui permet de réduire grandement les odeurs. La deuxième fosse à lisier, construite en 1999, est munie d'une toiture de toile qui contribue également à diminuer les odeurs émanant des installations porcines. «Depuis l'installation de la fosse recouverte, affirment Chantal et Carole Vinet, les voisins nous disent que ça ne sent presque plus. Le résultat est frappant!»

Tout récemment, les deux productrices ont même décidé de planter une haie brise-odeur sur leur ferme par souci pour leurs voisins situés à proximité et du côté est. «Nous voulons que les gens qui nous entourent aient une vie agréable. Nous voulons produire le porc qui ira dans leur assiette, mais pas nuire à leur qualité de vie!», lance Carole Vinet.

Un produit de qualité pour des consommateurs exigeants

Les propriétaires des Porcheries Chanca savent que les consommateurs d'aujourd'hui se préoccupent de la qualité de leurs aliments et des conditions dans lesquels ils sont produits. C'est pourquoi elles prodiguent un soin jaloux à leurs truies et à leurs porcelets, et apportent une attention particulière à leur alimentation. «Les porcs doivent avoir une alimentation équilibrée composée de grains de la meilleure qualité, pas autre chose», explique Chantal Vinet.

Elles suivent également des règles rigoureuses concernant le bien-être des animaux, la salubrité des locaux d'élevage et les traitements vétérinaires. Les sœurs Vinet recevront d'ailleurs sous peu l'accréditation du Programme Assurance qualité canadienne^{MC}, un programme basé sur les normes HACCP qu'elles ont implanté sur leur ferme afin de surveiller et contrôler les risques de contamination et de mieux protéger la santé des consommateurs.



La Ferme J. R. Beaudoin et Fils inc.
Sainte-Hénédine

Michel, Pierre et Roger Beaudoin,
propriétaires

Une histoire de famille

Portrait de ferme porcine

Deux passions se conjuguent

C'est sur le rang Sainte-Thérèse à Sainte-Hénédine, dans le paysage vallonné de la Beauce, que l'on retrouve la ferme que Pierre et Michel Beaudoin ont reprise de leurs parents, Jeanine et Roger, il y a 17 ans déjà. De cette ferme généraliste à ses débuts, ils ont gardé les productions porcine et laitière. Michel Beaudoin et son épouse Bernadette Poulin s'occupent de la maternité de 170 truies et des deux bâtiments d'engraissement pouvant accueillir un total de 1050 porcs. De son côté, Pierre Beaudoin dirige avec Sylvie Marcoux, sa conjointe, la ferme laitière de 210 têtes de race Holstein, comptant quelque 110 vaches en lactation.

Petit à petit, grâce à l'entraide et à la débrouillardise, la Ferme J. R. Beaudoin et Fils inc. est devenue une entreprise bourdonnante d'activités, bien intégrée à sa communauté.



À la ferme J. R. Beaudoin, l'agriculture, c'est l'affaire de toute la famille. Dans l'ordre habituel: Michel Beaudoin, ses filles Dominique et Marie-Michelle, son épouse Bernadette, leurs fils Yannick et Jean-Philippe, Roger Beaudoin, le père, Pierre Beaudoin et son épouse Sylvie. (Absents au moment de la photo: Jeanine, l'épouse de Roger, et Pier-Antoine, le fils de Sylvie et Pierre).

Un engagement tout naturel

Sensibilisés à la protection de l'environnement, Michel et Pierre Beaudoin, avec d'autres membres de leur syndicat de gestion, ont participé à la naissance d'un club-conseil de production, il y a huit ans. Ils ont notamment appris à mieux gérer l'épandage des lisiers et ils ont adopté des techniques et de l'équipement de conservation des sols. Ils ont également réduit les herbicides au profit du sarclage mécanique et débuté la pratique de semis d'engrais vert à la fin d'août afin d'assurer la fixation du phosphore et de l'azote par la plante.

Depuis deux ans, ils appliquent un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) conçu sur mesure pour leur entreprise afin de mieux fertiliser leurs champs tout en protégeant l'environnement. Pour limiter les rejets de phosphore dans le lisier, ils utilisent de la moulée à laquelle sont ajoutés de la phytase et des acides aminés, et servent celle-ci en sept formulations distinctes adaptées à la

(suite au verso)

Coup d'œil sur le volet porcin de la Ferme J. R. Beaudoin et Fils inc.

Adresse: 512, rang Sainte-Thérèse
Sainte-Hénédine

Propriétaires: Michel, Pierre et
Roger Beaudoin

Cogestionnaires:
Sylvie Marcoux et
Bernadette Poulin

Type d'exploitation: naisseur-finisseur

Cheptel: 170 truies en inventaire
1050 porcs à l'engraissement
3700 porcs vendus par année
24,5 porcs sevrés/truie/an

Cultures: 145 hectares de maïs, d'ensilage,
de grains mélangés et d'orge

Mesures pour protéger l'environnement et réduire les rejets:

- Application d'un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF)
- Ajout de phytase à la moulée
- Utilisation de bols économiseurs d'eau et de trémies-abreuvoirs
- Alimentation multiphase

Mesures pour limiter les odeurs:

- Épandage des lisiers avec une rampe basse et enfouissement dans les 24 heures
- Entreposage des lisiers dans des structures étanches, dont 20% en fosses souterraines
- Implantation d'une haie brise-vent

Un engagement tout naturel

croissance des porcelets. De plus, des bols économiseurs d'eau et des trémies-abreuvoirs réduisent le volume de lisier dans la fosse.

Gagnants en 2000 de la Médaille de bronze du concours régional de l'UPA «Ma ferme, une entreprise durable» et lauréats du volet «agroenvironnemental» du Prix Perséides de la Nouvelle-Beauce en 2002, Michel et Pierre Beaudoin ont participé avec enthousiasme à la campagne «J'adhère, je l'affiche» lancée récemment par la Fédération des producteurs de porcs du Québec. L'affiche qui illustre leur engagement dans la démarche agroenvironnementale est installée fièrement à l'entrée de leur ferme. «Nous nous sentons responsables de notre environnement et c'est important pour nous de le démontrer aux gens du coin», insiste Michel Beaudoin.

Michel Beaudoin a le bien-être de ses animaux à cœur et il en parle avec passion.



Pour réduire les odeurs dans le voisinage, Michel Beaudoin utilise une rampe basse sur son épandeur et fait usage d'une haie brise-vent (en arrière-plan).

Les voisins, de vrais amis

Les frères Beaudoin sont conscients de la problématique des odeurs provenant des lisiers. Le fait qu'ils soient loin du village et que leurs voisins soient eux-mêmes producteurs agricoles facilite les choses. Mais ils tiennent à garder les bons contacts établis au fil du temps. Ainsi, ils attendent qu'on annonce de la pluie dans les prochaines heures avant d'épandre à proximité des zones habitées.

De plus, pour réduire les odeurs, ils épandent les lisiers à l'aide d'une rampe basse installée derrière la citerne et travaillent le sol dans les 24 à 48 heures qui suivent. Fait à souligner, près de 20% des lisiers sont entreposés dans des fosses souterraines fermées construites il y a plusieurs années, ce qui limite les odeurs. Il y a six ans, ils ont également planté une haie brise-vent sur la ferme. «La haie brise-vent abrite les animaux et protège nos bâtiments contre les bourrasques, tout en freinant les vents qui transportent les odeurs», explique Michel Beaudoin.



Des producteurs exemplaires pour des consommateurs exigeants

De nos jours, les consommateurs s'inquiètent des conditions d'élevage des animaux autant que de la qualité des aliments. Justement, le bien-être des animaux, ça compte à la Ferme J. R. Beaudoin. Ainsi, pour permettre aux truies sevrées de retrouver plus d'espace et de confort après la mise bas, Michel Beaudoin les transfère en groupes dans des enclos, pendant un ou deux mois. «Pour assurer une alimentation équitable à chacune des truies, il faut toutefois séparer du groupe les truies trop agressives ou trop timides», précise-t-il. Probablement en partie

grâce à cette mesure, les truies de Michel Beaudoin donnent une mise bas de plus que la moyenne.

La salubrité des lieux et la santé des animaux font aussi l'objet d'un soin rigoureux. C'est pourquoi Michel Beaudoin a reçu en février dernier la certification HACCP, garantie qu'il respecte les normes de surveillance et de contrôle des risques de contamination des animaux, et éventuellement de la viande vendue aux consommateurs. «On donne ce qu'on a de meilleur!», résume-t-il.



La Ferme Paul Lavoie et Fils inc.
Saint-Pascal-de-Kamouraska

Claude Lavoie,
propriétaire

Une ferme au grand cœur!

Portrait de ferme porcine

Tel père et telle mère... tel fils

Sur cette terre défrichée par Hilaire Lavoie, l'arrière-grand-père de Claude, la production porcine a pris toute la place à la fin des années soixante. En 1990, on vend le troupeau, on reconstruit à neuf et on suit des cours de perfectionnement. Claude Lavoie devient alors propriétaire unique, et Paul, son père, continue à travailler à la ferme.

Diane Bissonnette, l'épouse de Claude, travaille quant à elle au CLSC. Parents de trois enfants, Léa, Antoine et Olivier, Claude et Diane sont très engagés dans leur communauté. À la ferme, les 360 truies produisent quelque 8 000 porcs de qualité par an. «Ma mère nous disait que lorsqu'on fait quelque chose, on doit prendre le temps de bien le faire!», souligne Claude Lavoie.



Dans l'ordre habituel, Antoine, Léa, sur les genoux de sa maman Diane Bissonnette, Olivier et Claude Lavoie. Ce dernier veut laisser une terre belle et agréable à ses enfants.

«La terre, on l'emprunte à nos enfants!»

Conscient des excès possibles sur l'environnement et des préoccupations de sa communauté, Claude Lavoie applique diverses mesures pour atténuer l'impact de sa production.

Il suit un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) dans tous ses champs, qui reçoivent alors les doses adéquates de lisier et d'engrais minéraux. L'épandeur est muni d'un dispositif qui distribue la quantité désirée de lisier sur une rampe basse à trois sections, permettant ainsi de contrôler avec plus de précision l'épandage du lisier.

(suite au verso)

La Ferme Paul Lavoie et Fils, en résumé

Adresse: 160, rang 5 Ouest
Saint-Pascal-de-Kamouraska

Propriétaire: Claude Lavoie

Employés: Armand Chenard, Michel Lavoie, Luc Bernier, Liliane Lavoie, Chantal Côté, Claudine Pelletier, Michelle Lajoie, Mario Bérubé et Jean-Yves Bossé

Type d'exploitation: naisseur-finisser
(insémination artificielle à 94 %)

Cheptel: 360 truies en inventaire
Près de 8 000 porcs
produits par année

Cultures: 100 hectares d'orge, 25 hectares
en fourrages, pommes de terre
(sur des terres louées)

Membre du Club agroenvironnemental KRT

Mesures pour protéger l'environnement et réduire les rejets:

- Application d'un Plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) dans tous les champs
- Construction d'un pont amovible pour traverser la rivière avec l'épandeur
- Ajout de phytase et d'acides aminés à la moulée
- Utilisation de trémies-abreuvoirs, d'auges et de bols économiseurs d'eau

Mesures pour limiter les odeurs:

- Ajout de produits réduisant les odeurs liées à l'élevage
- Épandage des lisiers avec une rampe basse, avec variation de la quantité de lisier d'un tuyau à l'autre selon les besoins de chaque champ, et enfouissement dans les heures qui suivent
- Implantation d'un écran boisé servant aussi de haie brise-odeur

suite «La terre, on l'emprunte à nos enfants! »

Pour éviter de contaminer l'eau, Paul Lavoie, le père de Claude, a construit avec les employés un pont en sections amovibles qui permet de traverser la rivière avec l'épandeur. De plus, la moulée du troupeau contient de la phytase et des acides aminés, ce qui limite les quantités de phosphore et d'azote dans le lisier.

De façon à économiser l'eau et à réduire le volume de lisier dans la fosse, les animaux sont nourris dans des auges ou des trémies-abreuvoirs, et les abreuvoirs sont dotés d'un bol.

Claude Lavoie a rapidement adhéré à la campagne d'affichage lancée cet été par la Fédération des producteurs de porcs du Québec et a installé, à l'entrée de sa ferme, la pancarte qui démontre sa volonté de respecter l'environnement. «Comme l'a repris Félix Leclerc : "La terre, nous l'empruntons à nos enfants!" Je veux léguer à mes enfants des terres belles et viables», insiste-t-il.

Tous les employés de Claude Lavoie, dont Luc Bernier, Michel Lajoie et Liliane Lavoie, prodiguent un soin plein de douceur aux truies et aux porcelets.



Au printemps dernier, des écrans boisés brise-odeur ont été plantés autour des champs et de la ferme. Une manière de «cultiver» un bon voisinage!

Cultiver un bon voisinage

Depuis longtemps, Claude Lavoie se préoccupe du problème des odeurs qui peuvent incommoder ses voisins immédiats ou éloignés.

À chaque période d'épandage des lisiers, Claude Lavoie téléphone à ses voisins pour les prévenir. «Les gens apprécient qu'on prenne ce petit cinq minutes, affirme-t-il. À peine quelques heures après l'épandage avec la rampe basse dans les terres à semis conventionnels, on travaille le sol pour enfouir le lisier, ce qui réduit grandement les odeurs.»

Chaque année, la Ferme Paul Lavoie déverse à grands frais, dans les bâtiments, des produits réducteurs d'odeurs.

Puis, au printemps dernier, des écrans boisés qui servent aussi de haies brise-odeur ont été plantés autour de la ferme et des champs immédiats, suivant une technique élaborée à l'ITA de La Pocatière. «La présentation de l'ingénieur André Vézina à ce sujet a convaincu plusieurs éleveurs de notre région!», note Claude Lavoie.



Une équipe fiable qui livre un produit de qualité

Claude Lavoie et ses employés traitent les truies et les porcelets avec douceur. Ils prennent note de tous les soins apportés (aliments, médicaments, etc.), comme l'exigent les normes HACCP, auxquelles ils adhèrent depuis décembre 2000. Ces normes visent à mieux contrôler les risques de contamination et à protéger la santé des consommateurs.

Dans les bâtiments, on fait même jouer de la musique pour faire régner le calme et la sérénité. «Ces mesures

améliorent autant la qualité de vie des animaux que leur productivité», précise Claude Lavoie.

Après le redémarrage de la ferme en 1990, le troupeau est resté en bonne santé en ne recevant aucune moulée médicamentée pendant quatre ans. De plus, les truies donnent souvent huit portées et plus sans baisse de productivité. C'est dire que les truies et les porcelets de la Ferme Paul Lavoie sont bien soignés!



*La Ferme Familiporc inc.
Saint-Léon-le-Grand*

*Charles, Nicolas et François Charette,
propriétaires*

Une famille fièrement engagée!

Portrait de ferme porcine



Une petite équipe solidaire

C'est en 1970 que Charles Charette devient propriétaire de la ferme familiale du rang de l'Île, à Saint-Léon-le-Grand. Son épouse, Hélène Philibert, participe aussi aux trois productions de la ferme, soit laitière, porcine et de grandes cultures. Peu à peu, leurs trois fils s'engagent à leur tour. Nicolas reprend le volet porcin avec l'aide de sa conjointe Karine; François, aidé de sa conjointe Marcelle, la ferme laitière; Christian, pour sa part, s'occupe des plantes fourragères, du maïs-grain, du soja et de l'orge.

Il y a deux ans, on construit un nouveau bâtiment, la Ferme Familiporc inc., où sont aujourd'hui logés les 200 truies et les quelque 4600 porcs qu'elles produisent chaque année. Malgré un travail de sept jours sur sept, les trois fils, âgés de 24 à 27 ans, leurs conjointes ainsi que leurs parents s'engagent généreusement et fièrement dans leur milieu!



Dans l'ordre habituel, Nicolas, Charles, Christian et François Charette.

Un environnement qu'on dorlote

Le rang de l'Île porte bien son nom: les terres y sont bordées de cours d'eau. On est donc très conscient de la fragilité de l'environnement et des bords de champ qu'on ne doit pas cultiver! Pour les mêmes raisons, les producteurs ont drainé toutes les terres de façon souterraine pour réduire au maximum le nombre de fossés, et par conséquent les risques de ruissellement. On a également entrepris le semis direct sur certaines terres pour mieux les protéger de l'érosion.

(suite au verso)

La Ferme Familiporc inc., en bref

Adresse: 1470, rang de l'Île
Saint-Léon-le-Grand

Propriétaires: Charles, Nicolas et
François Charette

Employés: deux employés à temps plein

Type d'exploitation: naisseur-finiisseur
(insémination artificielle à 99%)

Cheptel: 200 truies en inventaire
700 porcelets en pouponnière
1300 porcs à l'engraissement
Total: plus de 4600 porcs
produits par année

Cultures: 200 hectares de fourrage,
290 de maïs-grain, 125 de soja,
30 d'avoine et 25 d'orge

Membre du Club agroenvironnemental
Envir-eau-sol

Mesures pour protéger l'environnement et réduire les rejets:

- Application d'un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) dans tous les champs
- Ajout de phytase et d'acides aminés à la moulée
- Alimentation multiphase: trois moulées en engraissement

- Utilisation de trémières-abreuvoirs dans tout l'élevage
- Semis direct pour protéger les sols contre l'érosion
- Sarclage mécanique dans le maïs pour réduire les herbicides

Mesures pour limiter les odeurs:

- Épandage du lisier au niveau du sol (fourrage, orge, soja) et sur le sarclage à maïs
- Enfouissement du lisier dans les 24 à 48 heures (au chisel ou à la charrue) ou immédiatement (au sarclage)

Une bonne entente

«Nous avons une belle relation avec nos voisins et il est important pour nous de respecter leur bien-être. Voilà pourquoi nous ne laissons pas le lisier en surface dans nos champs», expliquent Nicolas et Christian Charette. En effet, une fois que le lisier est épandu dans les chaumes de soja ou avant un semis d'orge, on attelle le chisel ou la charrue au tracteur et on enfouit dans le sol ce fertilisant naturel précieux, dans un délai de 24 heures. De plus, dans le maïs-grain, on épand le lisier à l'aide du sarcler et on fait ainsi d'une pierre «trois» coups: enfouissement immédiat du lisier, élimination rapide des odeurs et désherbage sans herbicide.

À la Ferme Familiporc, il y a de la musique toute la journée et tous les soins prodigués aux animaux sont méticuleusement notés.



Les installations toutes neuves logent 200 truies et les quelque 4600 porcs qu'elles produisent chaque année.

suite Un environnement qu'on drolote

Le couple Charette-Philibert et leurs enfants comptent parmi les membres fondateurs du Club agroenvironnemental Envir-eau-sol. C'est ainsi que, très vite, on a appliqué un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) à tous les champs, de façon à fertiliser uniquement selon les besoins du sol. De plus, on pratique maintenant le sarclage mécanique dans le maïs (lors de l'apport de lisier en postlevée) afin de réduire l'usage d'herbicides.

Pour optimiser l'assimilation du phosphore et de l'azote par les porcs et donc réduire les rejets de ces éléments nutritifs dans l'environnement, la moulée contient de la phytase et des acides aminés, et est donnée aux porcs en six recettes selon leur période de croissance. On a aussi réduit le gaspillage d'eau, et par conséquent le volume de lisier dans la fosse, en installant dans tous les bâtiments des trémies-abreuvoirs.

Voilà autant de raisons qui font en sorte que les propriétaires de la Ferme Familiporc inc. ont adhéré rapidement à la campagne d'affichage lancée par la Fédération des producteurs de porcs du Québec. Aux abords de la ferme, se dresse aujourd'hui la pancarte qui illustre clairement l'engagement des propriétaires en matière de protection de l'environnement.



Traités aux petits soins

«Bien traiter nos animaux améliore leur productivité», explique Nicolas Charette. En plus de leur laisser de la musique toute la journée, Nicolas et sa conjointe Karine sont des éleveurs délicats. Pour alimenter les truies en gestation, ils ne laissent pas le distributeur d'aliments se déclencher automatiquement: ils le déclenchent eux-mêmes. Étant sur place, ils peuvent observer tout de suite si une truie se lève moins bien, s'il y a des ennuis, etc.

Tous les soins prodigués (aliments, médicaments, etc.) sont méticuleusement notés, comme l'exigent les normes HACCP, pour lesquelles la ferme a obtenu sa validation. Rappelons que ces normes visent à mieux contrôler les risques de contamination et à protéger la santé des consommateurs. La preuve que l'ambiance est agréable: chacune des truies productrices donne de 24 à 26 porcelets par année, ce qui constitue une excellente moyenne!



La Ferme Saint-Canut
Saint-Canut-de-Mirabel

Marc Aubin et Isabelle Perron,
propriétaires

Quand entraide et passion font des miracles!

Portrait de ferme porcine

Une ferme au fond des bois

L'histoire débute avec deux familles: celle d'Isabelle Perron et de Carl Rousseau, qui voulaient construire leur propre ferme porcine, et celle de Marc Aubin et de Céline Brosseau, déjà propriétaires d'une ferme à Prévost, qui cherchaient un second site d'exploitation. De part et d'autre, on souhaitait un site qui soit loin des habitations... C'est ainsi qu'est née, en 1999, la Ferme Saint-Canut: une maternité de 700 truies, construite dans un boisé avoisinant le village de Saint-Canut, près de Mirabel.

Isabelle et Carl vivent et travaillent sur place, tandis que Céline et Marc font la navette entre leurs deux fermes. Le fils de Céline et de Marc, Alexandre, est un employé permanent. Quant au fils d'Isabelle et de Carl, âgé de 18 mois, il attendra peut-être un peu avant d'y travailler... mais parions qu'il sera lui aussi enthousiasmé, le moment venu!



Les propriétaires, Marc Aubin et Isabelle Perron, en compagnie d'Alexandre, le fils de Marc, et d'Olivier, dans les bras de sa maman.

Pour les enfants... et le bien-être de la planète

Pourquoi respecter l'environnement de la région? «Pour les enfants qui viendront, pour le bien-être de la planète et pour notre propre qualité de vie!», répondent tout simplement les jeunes éleveurs. Ils n'ont d'ailleurs pas hésité à adopter de nombreuses mesures dans ce sens.

Ainsi, depuis la création de la ferme, ils suivent un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) en collaboration avec les «agriculteurs-receveurs» avec qui ils ont des ententes d'épandage de lisier. Avec ces derniers, ils font partie d'un club-conseil en agroenvironnement, le Club Profit-Eau-Sol. De cette façon, les propriétaires Isabelle Perron et Marc Aubin s'assurent que le sol des champs fertilisés ne reçoit que ce dont il a besoin.

(suite au verso)

La Ferme Saint-Canut, en bref

Adresse: 14105, montée Dupuis
Saint-Canut-de-Mirabel

Propriétaires: Marc Aubin et Isabelle Perron

Employés: Céline Brosseau,
Carl Rousseau, Alexandre Aubin et
Nicolas Aubin (à l'occasion)

Type d'exploitation: maternité (insémi-
nation artificielle à 99%), bâtiment de
quarantaine de 42 places

Cheptel: 700 truies en inventaire
(Yorkshire et Yorkshire X Landrace),
15 000 porcelets vendus par an

Cultures des agriculteurs-receveurs:

plus de 800 hectares en fourrage, maïs-
grain, soja et blé

Membre du club agroenvironnemental
Profit-Eau-Sol

Mesures pour protéger l'environnement et réduire les rejets:

- Application d'un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) dans tous les champs
- Ajout d'acides aminés facilement assimilables à la moulée
- Moulées optimisant l'assimilation des éléments nutritifs, dont le phosphore et l'azote

— Utilisation de trémies-abreuvoirs
et d'auges-abreuvoirs pour éviter
le gaspillage d'eau

Mesures pour limiter les odeurs:

- Épandage du lisier avec une rampe basse (fourrage, blé, soja) et sur le sarcleur à maïs
- Enfouissement du lisier dans les 24 à 48 heures
- Construction des installations à l'intérieur d'un boisé

Pour les enfants... et le bien-être de la planète

Pour restreindre le volume de lisier dans la fosse, les éleveurs éliminent le gaspillage d'eau dans les enclos grâce à l'installation d'auges à débit d'eau contrôlé et de trémies-abreuvoirs. Par ailleurs, les rejets en phosphore et en azote dans le lisier sont limités par l'ajout d'acides aminés dans la moulée. Celle-ci est de plus servie aux animaux selon des formulations qui optimisent l'assimilation des éléments nutritifs, dont le phosphore et l'azote. À preuve, les sols de leurs clients-receveurs sont pauvres en phosphore et, d'après les analyses, on ne prévoit pas d'augmentation dans les dix prochaines années.

La campagne «J'adhère, je l'affiche» est pour les jeunes éleveurs l'occasion d'exprimer leur fierté de faire leur part pour l'environnement. «Les gens savent peu de choses sur notre production et on devrait déjà en parler dans les écoles», ajoute Isabelle Perron.

Pour réduire le glissement des porcelets, on épand une sorte de talc sur les tapis antidérapants des cages de mise bas.



Parce que la réduction des odeurs est importante pour les propriétaires, la Ferme Saint-Canut a été construite à l'intérieur d'un boisé. Un brise-vent idéal!

Des pratiques quotidiennes qui n'ennuient pas le voisinage!

Le contrôle des odeurs est important aux yeux des propriétaires de la ferme Saint-Canut. C'est pourquoi ils ont fait construire les bâtiments à l'intérieur de leur boisé, pour lequel ils détiennent un permis forestier. On ne fait pas mieux comme brise-vent! Ils ont également tenu à conclure des ententes avec des agriculteurs-receveurs de lisier qui soient loin du village et des habitations.

De plus, les agriculteurs qui reçoivent leur lisier épandent celui-ci avec des rampes basses et prévoient prochainement faire l'enfouissement immédiat du lisier au moyen de disques ou de dents disposés sur la rampe. «Nous avons de grands volumes de lisier à gérer et nous voulons en disposer adéquatement, sans affecter la qualité de l'eau et de l'air», souligne Marc Aubin, qui s'occupe avec brio de l'administration de la ferme.

Des petits miracles

«La qualité des animaux que nous produisons est une source de satisfaction, admet Isabelle Perron. J'adore ce que je fais, c'est devenu une passion!» Notons que la Ferme Saint-Canut a déjà obtenu sa validation de conformité aux normes HACCP. Ces normes visent à garantir des animaux et une viande exempts de toute contamination par les médicaments ou les micro-organismes.

L'amour du travail bien fait est aussi ce qui stimule Alexandre Aubin à examiner avec soin, chaque jour, la santé et le confort des animaux. Celui-ci a récemment obtenu un diplôme en gestion et exploitation d'une entreprise agricole.

Alexandre précise qu'Isabelle Perron et Carl Rousseau accomplissent des petits miracles dans la section maternité. Isabelle a, entre autres, eu l'idée de répandre une sorte de

talc sur les tapis antidérapants des cages de mise bas, pour réduire le glissement des porcelets. De son côté, Céline Brosseau assure l'insémination artificielle des truies avec une maîtrise étonnante.

L'ensemble des mesures appliquées à la ferme a permis de réaliser des prouesses: d'abord, un taux de mortalité-naissance-sevrage inférieur de 3% à la moyenne québécoise; ensuite, en 2001, l'obtention du premier prix des naisseurs, remis par la Coopérative agricole Profid'Or, pour la moyenne exceptionnelle de 24,41 porcelets sevrés par truie par année, de même qu'un poids au sevrage (6,58 kg en 15 jours) parmi les sept plus élevés au Québec.

Au sein de cette équipe chaleureuse, il est clair que le soin apporté aux animaux est la recette de base pour la productivité de l'élevage!

La Ferme Porcibel Inc.
Saint-Zéphirin

Yvan Fréchette et Jeannine Chartrand,
propriétaires

Pour une vie de qualité

Portrait de ferme porcine

Une passion commune

Pour Yvan Fréchette, la production porcine n'est pas qu'un simple métier: c'est une passion! Âgé de 16 ans à peine, Yvan annonce à son père Gérard, lui-même producteur de porcs, son intention de se lancer en production porcine. Ce dernier l'incite alors à acquérir une bonne formation et à aller chercher de l'expérience de travail à l'extérieur de la ferme, ce qu'il s'empresse de faire. Après quelques années, Yvan revient chez ses parents et prend graduellement sa place au sein de l'entreprise. En 1995, il achète la ferme familiale avec sa conjointe Jeannine Chartrand, formée tout comme lui en zootechnologie à l'Institut de technologie agroalimentaire (ITA) de Saint-Hyacinthe.

Enrichis de leurs nouvelles connaissances, Yvan et Jeannine entendent bien dynamiser l'entreprise et en faire un endroit où il fait bon vivre. C'est le début d'une belle aventure pour la Ferme Porcibel.



Les propriétaires de la Ferme Porcibel, Yvan Fréchette et Jeannine Chartrand, sont fiers de leur adhésion au plan agroenvironnemental de la production porcine. On les voit ici avec leur petite famille: Corinne, sur les genoux de papa, Vincent, Maude, Myriam et le petit chien Nougat.

Des gestes concrets pour préserver les ressources

Avec une famille de quatre enfants, il va sans dire que la qualité de vie compte pour Yvan Fréchette et Jeannine Chartrand. C'est pourquoi ils n'ont pas hésité à adopter des pratiques pour protéger l'environnement et leur milieu de vie. Ainsi, pour optimiser l'assimilation de la moulée et réduire les rejets d'azote et de phosphore dans l'environnement, ils ont opté pour une alimentation multiphase et ajusté le pH de l'eau de la ferme. De plus, dans l'optique de réduire le volume de lisier, ils ont installé des auges permettant d'économiser l'eau.

(suite au verso)

La Ferme Porcibel, en bref

Adresse: 1000, rang Saint-François
Saint-Zéphirin

Propriétaires: Yvan Fréchette et
Jeannine Chartrand

Employés: Éric Ménard et Karl Veilleux

Type d'exploitation: Naisseur

Cheptel: Femelles hybrides F1 (Landrace x
Yorkshire, Yorkshire x Landrace)
600 truies en inventaire
13 000 porcelets sevrés par année
24 porcelets sevrés par truie par année

Prix: Trophée « Gerbe d'or » 2002,
catégorie jeune entreprise,
région Centre-du-Québec
2^e prix « AGREPP du Sud-Ouest »
en 2002 et 3^e prix en 2001

Mesures pour protéger l'environnement et réduire les rejets:

- Application d'un plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF)
- Utilisation d'auges pour économiser l'eau et réduire le volume de lisier
- Correction du pH de l'eau pour favoriser l'assimilation de l'azote et du phosphore
- Alimentation multiphase

Mesures pour limiter les odeurs :

- Ajout d'une toiture sur les deux structures d'entreposage du lisier
- Plantation d'arbres pour atténuer les odeurs

Des gestes concrets pour préserver les ressources

Comme Yvan ne cultive pas ses terres, il a conclu une entente pour l'entreposage et l'épandage de son lisier avec le voisin qui les loue. Cette entente facilite la gestion du lisier de la Ferme Porcibel. Yvan s'assure toutefois que les conditions de son plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) sont respectées.

Mais Yvan entend faire plus: «Je prévois faire l'achat d'une rampe basse d'épandage conjointement avec mon producteur-receveur. Je considère cela comme un bon investissement, car il s'agit de mon lisier après tout!», déclare Yvan Fréchette.

Même s'ils sont passionnés par la production porcine, Yvan Fréchette et Jeannine Chartrand n'ont pas hésité à faire appel à de la main-d'œuvre extérieure et à acheter un soigneur automatique pour préserver la qualité de leur vie familiale.



Par respect pour le voisinage, on a doté les deux structures d'entreposage de la Ferme Porcibel d'une toiture permettant de limiter les odeurs et d'améliorer la sécurité.

Des producteurs engagés dans leur communauté

En plus de s'illustrer par la productivité de leur ferme, Yvan Fréchette et Jeannine Chartrand trouvent essentiel de s'engager concrètement sur les plans professionnel et communautaire. Croyant au développement de sa profession, Yvan exerce les fonctions de deuxième vice-président du syndicat des producteurs de porcs du Centre-du-Québec et de président du Comité des naisseurs de sa région. Dans leur communauté, Yvan agit comme conseiller municipal, alors que Jeannine est présidente du conseil d'établissement de l'école primaire et participe à l'administration de la Caisse populaire de sa localité.

Par ailleurs, Yvan et Jeannine ont toujours eu à cœur de développer de bonnes relations avec leur voisinage. Ainsi, par souci de limiter les odeurs, ils ont installé des toitures sur leurs structures d'entreposage du lisier. D'ailleurs, l'ajout de ces toitures a également permis de réduire le volume de lisier en empêchant l'accumulation d'eau dans les structures. Ces toitures ont aussi l'avantage de rendre les structures plus sûres pour les enfants.

Afin d'embellir leur environnement et d'améliorer leur qualité de vie et celle de leurs voisins, Yvan et Jeannine plantent chaque année de nouveaux arbres un peu partout sur leur propriété. À maturité, ceux-ci seront utiles pour diminuer les odeurs.



Priorité à la santé et au bien-être

À la Ferme Porcibel, le bien-être des truies est primordial. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on a opté pour l'achat d'un soigneur automatique informatisé pour la section mise bas. Cet équipement permet d'offrir de plus petits repas, plus fréquents, ce qui améliore le confort des truies et favorise une meilleure assimilation de leurs aliments. Ce système permet aussi de connaître la quantité de moulée consommée par chaque truie et de déceler rapidement tout problème de santé.

La Ferme Porcibel prévoit demander sous peu sa certification aux normes HACCP, qui visent à mieux contrôler les risques de contamination et à protéger la santé

des consommateurs. Yvan Fréchette et Jeannine Chartrand sont déjà très sensibilisés aux efforts requis pour garantir l'hygiène et la salubrité à la ferme. Ils s'assurent de la qualité sanitaire des truies qu'ils achètent et conservent un historique précis de chacune d'entre elles à des fins de traçabilité.

En veillant au bien-être de leurs truies, Yvan et Jeannine savent qu'ils produisent des porcelets en santé. Ces attentions supplémentaires reflètent la volonté des propriétaires d'offrir un produit de meilleure qualité, qui répond aux exigences des consommateurs d'aujourd'hui.

Annexe 2 : Documents remis à la Commission

DURA9 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Présentation de Clément Pouliot portant sur la cohabitation harmonieuse, 13 novembre 2002, 5 pages.

DURA9.1 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Allocution accompagnant la présentation de Clément Pouliot, 13 novembre 2002, 8 pages.

ECON8 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC, et autres. Mise en œuvre de l'écoconditionnalité dans la production porcine au Québec, rapport final version du 7 janvier 2002, avril 2002, 21 pages et annexes (ce document constitue l'annexe 5 de la présentation de François Boutin, GENE17).

ECON11 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Présentation de Richelle Fortin traitant du portrait économique de la production porcine, 6 novembre 2002, 30 pages.

ECON11.1 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Résumé de la présentation de Richelle Fortin, 6 novembre 2002, 1 page.

ECON11.2 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Complément d'information à la présentation de Richelle Fortin portant sur le nombre de producteurs participant à l'étude ayant une gestion sur fumier solide et la superficie possédée par ces entreprises, 14 novembre 2002, 2 pages.

ECON45.2 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Réponse à la lettre de la Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec du 18 décembre 2002, 20 décembre 2002, 2 pages.

ECON45.4 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Lettre adressée à la Financière agricole du Québec leur demandant de répondre à la correspondance qui leur a été transmise par la Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec le 8 janvier 2003, 13 janvier 2003, 1 page et annexe.

ECON81 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Réponse à une question concernant le prix reçu par les producteurs de porcs du Québec au cours de la période 2000-2003 et le pourcentage de production vendu par les producteurs indépendants et intégrés, 14 mars 2003, 3 pages.

ECON AGÉCO (2003). Impacts économiques de la mise aux normes environnementales sur les exploitations porcines – *RRPOA et REA*. Rapport préliminaire. Fédération des producteurs de porcs du Québec.

FULI8 GROUPE DE TRAVAIL TRANSFERT TECHNOLOGIQUE DU PLAN AGRO-ENVIRONNEMENTAL DE LA PRODUCTION PORCINE. Évaluation des techniques et technologies alternatives de gestion et de traitement du lisier de porc, juin 1998, 38 pages et annexes (ce document constitue l'annexe 7 de la présentation de François Boutin, GENE17).

FULI9 GROUPE DE TRAVAIL TRANSFERT TECHNOLOGIQUE DU PLAN AGRO-ENVIRONNEMENTAL DE LA PRODUCTION PORCINE. Rapport d'évaluation des technologies de gestion et traitement du lisier de porc, novembre 2001, 8 fiches (ce document constitue l'annexe 8 de la présentation de François Boutin, GENE17).

FULI28 François BOUTIN. Réponse à une question soulevée lors des séances thématiques tenues à Sainte-Marie concernant les surfaces d'épandage accessibles pour les épandages de lisier de porc en 2001, en propriété, en location et en ententes, novembre 2002, 2 pages.

GENE13 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Présentation de Clément Pouliot à la soirée d'ouverture, 22 octobre 2002, 7 pages

GENE17 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Plan agroenvironnemental de la production porcine du Québec, une démarche vers la validation environnementale, présentation de François Boutin, 29 octobre 2002, 11 pages et annexes.

GENE17.1 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Résumé de la présentation de François Boutin, 29 octobre 2002, 1 page.

GENE18 CANADIAN STANDARDS ASSOCIATION. Système de gestion environnementale pour les exploitations porcines : exigences, projet de norme pour consultation publique, septembre 2002, 25 pages (ce document constitue l'annexe 6 de la présentation de François Boutin, GENE17).

GENE18.1 CANADIAN STANDARDS ASSOCIATION. *Système de gestion environnementale pour les exploitations porcines : guide d'application, projet de norme pour consultation publique*, septembre 2002, 68 pages (ce document constitue l'annexe 6 de la présentation de François Boutin, GENE17).

GENE19 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Document d'accompagnement du guide d'une démarche agroenvironnementale en production porcine, outil pour calculer le bilan minéral, juin 2000, pagination diverse (ce document constitue l'annexes 10 et 11 de la présentation de François Boutin, GENE17).

GENE20 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Journée provinciale sur les pratiques agroenvironnementales, 8 mars 2001 à Drummondville, 47 pages (ce document constitue l'annexe 12 de la présentation de François Boutin, GENE17).

GENE21 CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU PORC DU QUÉBEC INC., CONSEIL POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE DU QUÉBEC ET FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Plan d'interventions agroenvironnementales de la Fédération des producteurs de porcs du Québec, septembre 2002, fiches techniques 1 à 7 (ces documents constituent l'annexe 13 de la présentation de François Boutin, GENE17).

GENE22 FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. Magazine Porc Québec, spécial environnement, vol. 13, no 4, octobre 2002, 66 pages (ce document constitue l'annexe 14 de la présentation de François Boutin, GENE17).

PRODS5 BPR groupe-conseil et GROUPE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE ET POLITIQUE AGRICOLES. Le portrait agroenvironnemental des entreprises porcines du Québec, 34 pages (ce document constitue l'annexe 1 de la présentation de François Boutin, GENE17).

PROD6 BPR groupe-conseil et GROUPE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE ET POLITIQUE AGRICOLES. Le recensement agroenvironnemental des entreprises porcines du Québec, 1998, 150 pages et annexes (ce document constitue l'annexe 2 de la présentation de François Boutin, GENE17).

PROD7 BPR groupe-conseil. Portrait agroenvironnemental de la production porcine, plan d'intervention, rapport final, province, juin 1999, 52 pages (ce document constitue l'annexe 3 de la présentation de François Boutin, GENE17).

PROD8 BPR groupe-conseil, FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC et STATÉGIE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE POUR LE SECTEUR PORCIN. Le plan des interventions, pour le Québec et ses régions, 1999, 10 brochures (ce document constitue l'annexe 4 de la présentation de François Boutin, GENE17).

PROD15 François BOUTIN. Réponse à une question soulevée lors des séances thématiques tenues à Sainte-Marie concernant la diminution des rejets de phosphore lorsque la phytase est utilisée, 25 novembre 2002, 2 pages.

PROD18 FÉDÉRATION DE PRODUCTEURS DE PORCS DU QUÉBEC. La valorisation de la profession de producteur de porcs, 2001 et 2002, pagination diverse.

- Onglet 1 Plan de valorisation, 6 pages
- Onglet 2 Étude des perceptions, 108 pages
- Onglet 3 Rapport sommaire de recherche, 18 pages
- Onglet 4 Plan triennal, 33 pages
- Onglet 5 Documentation - Campagne Épandage sympathique
 - 1. Communiqué
 - 2. Entre voisins
 - 3. Carte
 - 4. Réglettes
- Onglet 6 Documentation - Campagne J'adhère, je l'affiche
 - Lettre aux intervenants
 - Communiqués
 - Affiche et dépliant
 - Portraits de fermes
 - Les porcheries Chanca
 - La ferme J.R. Beaudoin et Fils inc.
 - La ferme Paul Lavoie et Fils inc.
 - La ferme Familiporc inc.
 - La ferme Saint-Canut
- Onglet 7 Article - revue Porc Québec / Juin-Août 2002, 6 pages
 - Fiches d'information
 - Portrait de la production
 - Modèle de production
 - Environnement
 - Santé et salubrité
 - Commercialisation
 - Consommation
 - Valorisation de la profession
 - Information complémentaire
- Onglet 8 Revue de presse, 75 pages

SANTE6 GROUPE DE TRAVAIL SANTÉ DU PLAN AGROENVIRONNEMENTAL DE LA PRODUCTION PORCINE. Revue de la littérature scientifique traitant des impacts de la production porcine sur la santé publique, août 1999, 48 pages (ce document constitue l'annexe 9 de la présentation de François Boutin, GENE17).

DOCUMENTS DEMANDÉS PAR LA COMMISSION

Agriculture et Agroalimentaire Canada. 2001. Valorisation agronomique des lisiers de porcs traités sur des cultures fourragères.

RAPPORT FINAL PRÉVU EN MARS 2004

Agriculture et Agroalimentaire Canada. 2000. Indicateurs des impacts agroenvironnementaux de l'azote du lisier de porc.

RAPPORT TRANSMIS LE 12 DÉCEMBRE 2002

Agriculture et Agroalimentaire Canada. 2000. Devenir agronomique et environnemental de l'azote, du phosphore et du carbone suite au labour d'une prairie fertilisée avec du lisier de porc.

RAPPORT TRANSMIS LE 12 DÉCEMBRE 2002

Agriculture et Agroalimentaire Canada. 2000. Méthode de formulation de moulées pour diminuer les rejets d'azote et de phosphore.

RAPPORT FINAL PRÉVU EN MARS 2003

BPR Groupe-Conseil. 2003. Suivi des plans des interventions agroenvironnementales des fermes porcines du Québec (année de référence 2001).

RAPPORT TRANSMIS LE 13 FÉVRIER 2003

BPR Groupe-Conseil. 2001. Suivi des plans des interventions agroenvironnementales des fermes porcines du Québec.

RAPPORT TRANSMIS LE FÉVRIER 2003

BPR Groupe-Conseil. 2000. Revue de l'efficacité des marais artificiels pour le traitement des engrais de ferme.

RAPPORT TRANSMIS LE 12 DÉCEMBRE 2002

BPR Groupe-Conseil. 2001. Inventaire et évaluation des équipements d'incorporation des lisiers.

RAPPORT TRANSMIS LE 12 DÉCEMBRE 2002

Bureau des Normes du Québec. 2000. Étude de faisabilité sur la normalisation des produits de réduction d'odeurs.

**RAPPORT PROTÉGÉ PAR LES LOIS CANADIENNES ET LES TRAITÉS INTERNATIONAUX SUR LES DROITS D'AUTEUR.
(IL FAUT S'ADRESSER AU BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC POUR OBTENIR CE RAPPORT.)**

Bureau des Normes du Québec. 2000. Développement de la certification du programme « Assurance qualité canadienne ».

NORME ET PROTOCOLE DE CERTIFICATION PROTÉGÉS PAR LES LOIS CANADIENNES ET LES TRAITÉS INTERNATIONAUX SUR LES DROITS D'AUTEUR. (IL FAUT S'ADRESSER AU BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC POUR OBTENIR CES RAPPORTS.)

Faculté de Médecine Vétérinaire de l'Université de Montréal. 2001. Caractérisation des pathogènes dans les engrais de ferme et l'environnement.

RAPPORT PRÉVU EN SEPTEMBRE 2003

GREPA (Groupe de Recherche en Économie et Politique Agricole). 2001. Analyse comparée des marges dans la filière porcine.

RAPPORT TRANSMIS LE 12 DÉCEMBRE 2002

GREPA (Groupe de Recherche en Économie et Politique Agricole). 2001. Établissement des coûts environnementaux en production porcine.

RAPPORT TRANSMIS LE 12 DÉCEMBRE 2002

GREPA (Groupe de Recherche en Économie et Politique Agricole). 2001. Coût d'implantation et d'application à la ferme du programme AQC.

RAPPORT TRANSMIS LE 12 DÉCEMBRE 2002

IRDA (Institut de Recherche et de Développement en agroenvironnement). 2001. Inventaire et évaluation des concepts de bâtiments pour réduire les odeurs.

RAPPORT TRANSMIS LE 7 JANVIER 2003

MAPAQ Lanaudière. 2000. Utilisation raisonnée du lisier de porc dans la production de légumes en terre minérale.

RAPPORT TRANSMIS LE 12 DÉCEMBRE 2002

Université Laval. 2002. Inventaire des exigences commerciales et réglementaires sur le bien-être animal.

RAPPORT TRANSMIS LE 7 JANVIER 2003

Université Laval. 2001. Gaz à effet de serre et émissions d'odeurs provenant des élevages porcins.

RAPPORT PRÉVU EN DÉCEMBRE 2004

Université Laval. 2000. Valorisation du lisier de porc dans les sols sableux.

RAPPORT TRANSMIS LE 12 DÉCEMBRE 2002

BPR Groupe-Conseil. 2001. Technique d'élevage du porc sur litière mince : Expérimentation et suivi agronomique, environnemental et économique.

RAPPORT TRANSMIS LE 25 FÉVRIER 2003

BPR Groupe-Conseil. 1996. Revue littérature sur l'élevage de porcs sur litière.

RAPPORT TRANSMIS LE 25 FÉVRIER 2003

Université Laval. 1998. Production et environnement : se comparer pour mieux se situer.

RAPPORT TRANSMIS LE 25 FÉVRIER 2003

Annexe 3 : Bibliographie des tableaux et des graphiques

AGÉCO (2003). *Impacts économiques de la mise aux normes environnementales sur les exploitations porcines – RRPOA et REA*. Rapport préliminaire. Fédération des producteurs de porcs du Québec.

BPR et AGÉCO (2003). *Suivi des plans des interventions agroenvironnementales des fermes porcines du Québec* (Année de référence 2001), Rapport final, Fédération des producteurs de porcs du Québec.

Groupe de recherche en économie et politique agricoles (GREPA) (1996). *Annuaire statistique porcin québécois, 1996*. Université Laval, 178 p.

La Financière agricole du Québec (2002). *Ventilation du nombre d'entreprises et d'unités assurées par strate de production*.

La Financière agricole du Québec (2003). *Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles, historique du produit « porcs » et « porcelets »*,
Site Internet <http://www.financiereagricole.qc.ca/> actif au 8 avril 2003.
Compilation Fédération des producteurs de porcs du Québec.

USDA (United States Department of Agriculture) (1990 à 2002). *World Livestock Situation*, mars 1990, avril 1991 et octobre 1992 ; *Livestock and Poultry, World Markets and Trade*, mars 1996 et 1998, juin 1999 et août 2002.

USDA (1996 à 2001). *Livestock, Dairy and Poultry, Situation and Outlook*. Site Internet <http://www.ers.usda.gov/publications/ldp/> actif au 8 avril 2003.
Compilation Fédération des producteurs de porcs du Québec.

Maison de l'UPA

Fédération des producteurs de porcs du Québec

555, boulevard Roland-Therrien, Longueuil (Québec) J4H 3Y9

Téléphone : (450) 679-0530 Télécopieur : (450) 679-0102 Courriel : fppq@upa.qc.ca www.leporcduquebec.qc.ca

Affiliée à la Confédération de l'Union des producteurs agricoles